

# 8

---

## **Le microfinancement dans les pays en développement**

### **Evolution, théories et pratiques**

---



Les bibliographies du CIRAD

# **Le microfinancement dans les pays en développement**

Evolution, théories et pratiques

Réalisation : Cécile Lapenu, Betty Wampfler,  
avec la collaboration de Marie-Christine Duchamp



Le Cirad, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, est un organisme scientifique spécialisé en agriculture des régions tropicales et subtropicales. Sous la forme d'un établissement public, il est né en 1984 de la fusion d'instituts de recherche en sciences agronomiques, vétérinaires, forestières et agroalimentaires des régions chaudes.

Sa mission : contribuer au développement de ces régions par des recherches, des réalisations expérimentales, la formation, l'information scientifique et technique. Il emploie 1 800 personnes, dont 900 cadres, qui interviennent dans une cinquantaine de pays. Son budget s'élève à près de 1 milliard de francs, dont plus de la moitié provient de fonds publics.

Le Cirad travaille dans ses propres centres de recherche, au sein de structures nationales de recherche agronomique des pays partenaires, ou en appui à des opérations de développement.

## **Remerciements**

Ce travail a été réalisé en collaboration avec Marie-Christine Duchamp, du service documentation, et Christine Rawski, du service des éditions du Cirad-sar. Le Gret, avec Pascale Le Roy, a participé à la réflexion sur sa conception. Nous remercions vivement les organismes et les personnes qui ont bien voulu enrichir la sélection des documents : Iram, Cidr, Fides, Esf, ministère de la Coopération, Ritimo, Fph, P. Hugon (université Paris X), M. Lelart (Institut orléanais de finance), M. Labie (université de Mons-Hainault), G. Nguyen (Osu).

© CIRAD 1997

ISSN 1160-3283

ISBN 2-87614-290-2

# SOMMAIRE

<b>Préface</b>	<b>5</b>
<b>Introduction</b>	<b>7</b>
<b>Généralités</b>	
Bibliographies	13
Economie financière et économie du développement	15
<b>Evolution de la pensée économique sur le financement dans les pays en voie de développement</b>	<b>25</b>
Analyse des échecs	29
Nouvelles approches, stratégies des opérateurs et des organismes internationaux	33
<b>Etudes de cas de systèmes financiers</b>	<b>45</b>
Systèmes financiers par régions ou par pays	49
Le système informel	59
<b>Le diagnostic précédant la mise en oeuvre d'un nouveau système ou d'un nouveau service</b>	<b>71</b>
<b>Les principaux modèles de microfinancement</b>	<b>91</b>
Les systèmes mutualistes, coopératifs, autogestion	97
Les systèmes à caution solidaire	101
Les systèmes bancaires	107
Mise en oeuvre et système d'appui	109
<b>Le suivi-évaluation et l'analyse d'impact</b>	<b>123</b>
Analyse de l'efficacité économique et financière	131
Analyse d'impact	149
<b>La régulation des systèmes financiers de proximité</b>	<b>163</b>
Réflexions théoriques	167
L'institutionnalisation	171

## **Annexes**

Explication de quelques mots-clés thématiques spécifiques au financement	<b>185</b>
Les systèmes de microfinancement ou institutions spécifiques identifiés dans les mots-clés	<b>189</b>
Codes des pays utilisés dans la bibliographie	<b>191</b>
L'accès aux documents	<b>192</b>
Les réseaux d'information et de suivi bibliographique	<b>196</b>
Fiche de saisie pour les références bibliographiques	<b>197</b>

## **Index**

Index des auteurs	<b>201</b>
Index des organismes	<b>209</b>
Index des mots-clés	<b>213</b>
Index des descripteurs géographiques	<b>219</b>

## PREFACE

*Le Cirad a pour mandat de contribuer par la recherche au développement des pays du Sud. Le manque d'accès au capital figure parmi les contraintes les plus déterminantes auxquelles se heurte une majorité des populations de ces pays. Ce constat a conduit le Cirad à s'impliquer depuis plus de dix ans dans la recherche-développement sur les systèmes financiers capables de répondre durablement aux besoins des populations privées d'accès aux systèmes bancaires classiques. Les activités développées autour de cet objectif sont regroupées au sein d'un projet intitulé "Développement des systèmes financiers ruraux" (Dsfr) et recouvrent des actions d'appui au développement de nouveaux systèmes de microfinancement (en Afrique de l'Ouest, sur le pourtour méditerranéen, en Amérique latine...), des travaux de recherche, et des actions de formation.*

*Les travaux de recherche de l'équipe Dsfr sont focalisés sur trois thèmes majeurs étroitement liés à l'évolution des systèmes de microfinancement :*

- l'élaboration de nouveaux systèmes de financement adaptés aux besoins et aux conditions spécifiques des populations rurales, avec un accent particulier mis sur les conditions du financement du développement agricole ;*
- l'analyse de l'impact des systèmes de microfinancement et l'élaboration de méthodes de suivi-évaluation adaptées à l'impératif de durabilité des systèmes ;*
- l'analyse des conditions d'institutionnalisation des systèmes de microfinancement : place du microfinancement dans le contexte englobant, rôle de l'Etat.*

*Face à l'évolution rapide du secteur du microfinancement et à une carence encore forte en matière d'outils de diffusion des acquis et des expériences, le Cirad a mobilisé son équipe Dsfr pour faire le point des travaux de recherche récents sur ce thème. Ce travail de synthèse débouche sur un premier outil, la bibliographie commentée qui fait l'objet de cette publication, et qui a pour objectif d'être un outil opérationnel au service des différents acteurs du microfinancement : opérateurs de développement, bailleurs, chercheurs, étudiants.*

*Ce travail de synthèse débouchera dans un deuxième temps, au début de l'année 1998, sur la création d'une base de données sur le microfinancement, réalisée en collaboration avec le Gret, et accessible sur Internet.*



## INTRODUCTION

Cette bibliographie présente une somme de références traitant des grands thèmes qui touchent le développement des systèmes de microfinancement dans les pays en développement. Les thèmes majeurs concernent l'évolution de la pensée économique sur le financement dans les pays en voie de développement depuis les années 90, les réflexions et réalisations sur les questions de diagnostic, de mise en oeuvre, de suivi et de régulation des systèmes financiers. La bibliographie est conçue comme un outil de sélection pratique et opérationnel destiné à identifier les documents qui permettront d'approfondir une réflexion sur un thème précis, de prendre connaissance de la diversité des expériences de microfinancement, de comparer des approches, des contextes, etc. Elle est destinée aux opérateurs de terrain impliqués dans la mise en oeuvre des systèmes de microfinancement et ayant besoin de références plus conceptuelles, aux chercheurs et aux experts se consacrant à l'étude et à l'amélioration de ces systèmes, ainsi qu'aux étudiants qui cherchent à comprendre leur fonctionnement et leurs contraintes.

Bien sûr, ce travail ne peut pas être exhaustif. Nous avons choisi de cibler des références à partir de 1991<sup>1</sup> (et souvent 1993-1994 pour les articles de revues) en accordant une attention plus particulière aux références francophones. Sur le fonds, le choix porte sur des titres relatant des expériences concrètes ou rapportant des réflexions directement issues de l'observation de ces systèmes : études microéconomiques, études sur l'environnement économique, social, légal. Peu de références macroéconomiques (de type politiques monétaire, fiscale...) sont intégrées. Enfin, nous cherchons à accorder une bonne place à la littérature "grise" : elle traite d'actions et de recherche sur le terrain, effectuées par des étudiants, des bureaux d'étude, des centres de recherche, des bailleurs de fonds et se présente sous forme de mémoires, rapports de missions, synthèses... souvent non publiés.

La bibliographie comprend des présentations par chapitre qui retracent succinctement les termes du débat et les options opérationnelles prises par les différents types de systèmes financiers décentralisés. Elle contient 340 références dont 240 avec un résumé. Ces résumés présentent rapidement le contenu des documents ; ils n'ont ni l'ambition d'entrer dans le détail des

---

1. Suite de la bibliographie de Lasica Y., 1991. Développement des systèmes financiers ruraux dans les pays en développement. Montpellier, France, Cirad-dsa, Collection "Documents systèmes agraires" n° 15, 234 p.

résultats et conclusions, ni celle de donner une analyse critique du contenu du document. Cent trente références sont en anglais et quelques-unes sont en espagnol.

## Sources documentaires utilisées

Dépouillement des Dsi de 1991 à 1996 (service de "Diffusion sélective de l'information" du Cirad). Les Dsi sont une sélection issue des bases de données Agricola (Usa), Agris (Fao), Cab (Commonwealth), Pascal, Francis (Inist-Cnrs), Tropag, Ibiscus (40 organismes francophones).

Dépouillement des listes de publication de l'université d'Ohio ("*Publication list*") et de la Fao ("*Research in Progress*").

Consultation des documents auprès des centres de documentation des partenaires travaillant sur le thème afin d'intégrer des références qui ne sont pas toujours publiées (rapports de mission, mémoires d'étudiants, synthèses internes...) : Gret, Iram, Esf, ministère de la coopération, Ritimo, Fph...

Dépouillement des revues spécialisées ou numéros spéciaux sur les systèmes financiers décentralisés dans les revues généralistes de 1991 à 1996 (*Savings and Development*, *Techniques financières et développement*, *Revue Tiers-monde*, *Debate Agrario*...)

Tri des références des thèses et études engagées sur ce thème au Cirad.

## Utilisation du document

Les références ont été classées par grands thèmes, accompagnées d'une synthèse par chapitre. Ces thèmes constituent une première voie d'entrée dans le document. Par ailleurs, un index par régions ou pays, par type de système, et un index thématique (environ 200 mots-clés, voir annexe) permettent d'affiner la recherche sur des points précis.

Dans l'index thématique, on peut distinguer :

— la nature des systèmes étudiés : autogestion, banques (centrale, commerciale, de céréales, de développement, islamique, régionale, rurale), banquier ambulant, coopérative, crédit solidaire, garde-monnaie, informel, innovation, institution internationale, marché financier, mutualisme, Ong, organisation paysanne, projet de développement, Raiffeisen, tontine, union de crédit ;

— l'approche privilégiée par le document : analyse de système, comparaison, histoire, économétrie, économie des ménages, économie des organisations, économie du développement, économie publique, étude de cas, formation, gestion, macroéconomie, (théorie du) marché contestable, mésoéconomie, méthodologie, nouvelle approche, recherche-développement, Sam (*Social Accounting Matrix*), sociologie, théorie, théorie des jeux, théorie financière,



théorie institutionnelle ;

— l'origine ou la nature des données : bibliographie, enquête institution, enquête ménage, étude de cas ;

— les thèmes abordés dans le document :

— les aspects de fonctionnement de l'offre : Appropriation, assurance, autofinancement, Camel, coût, crédit à la consommation, crédit agricole, crédit ciblé, déviation, échec, économie d'échelle, équilibre financier, évaluation, extension, groupe solidaire, fonds d'investissement, fongibilité, gage, garantie, impact, incitation, innovation, institutionnalisation, intermédiation financière, liens formel/informel, location-vente, marchés liés, mise en oeuvre, performance, planification, refinancement, remboursement, restructuration, Sdi (*Subsidy Dependence Index*), Sdr (*Subsidy Dependence Ratio*), sélection des clients, service spécifique, services liés, subvention, succès, système d'information, taux d'intérêt ;

— les caractéristiques de la demande et des clients : accès au crédit, artisanat, bénéficiaire, demande, déviation, diversification des activités, élevage, femme, investissement, culture maraichère, offre/demande, pêche, Pme, sécurité alimentaire, utilisation ;

— les caractéristiques de l'épargne : épargne, épargne en nature, mobilisation de l'épargne, protection de l'épargne ;

— l'environnement économique, social, institutionnel : (rôle des) arbre(s), (rôle des) commerçant(s), confiance, croissance économique, dette, dualisme financier, environnement institutionnel, étape de la libéralisation, *financial deepening*, inflation, libéralisation, loi bancaire, marché des capitaux, pauvreté, politique agricole, pression sociale, programme d'ajustement structurel, proximité, réciprocité, règle prudentielle, réglementation, retrait du projet, risque, rôle des bailleurs, rôle de l'Etat, secteur privé, transition économique, réserve naturelle, zone péri-urbaine, zone urbaine.

## **Accès aux documents**

Un certain nombre de documents peuvent être consultés au Cirad (bibliothèque ou équipe Dsfr) ou auprès des centres de documentation des organismes qui ont publié ces documents (Cnearc, Gret, Iram...). Pour commander les documents, il est possible de s'adresser directement à l'éditeur, en particulier pour la littérature "grise" ou à des librairies spécialisées (voir adresses en annexe).

## **Perspectives d'actualisation**

Une base de données sur le microfinancement, élaborée conjointement par le Cirad et le Gret, sera accessible sur Internet, dès le début de l'année 1998.

Elle sera conçue pour être un outil opérationnel pour tous les acteurs mobilisés par le microfinancement : opérateurs de développement, bailleurs de fonds, chercheurs, étudiants. Cette base sera constituée de trois modules réactualisés et enrichis trimestriellement :

- une bibliographie de références avec une orientation francophone et opérationnelle ;
- un fichier répertoriant au niveau international les organismes et les compétences en matière de microfinancement ;
- une base de capitalisation d'expériences de microfinancement, qui aura pour objectif de fournir des études actualisées de systèmes de microfinancement particulièrement intéressants, représentatifs ou originaux...

Cette base sera un outil interactif, que les acteurs impliqués dans le microfinancement pourront contribuer à enrichir et à actualiser, en envoyant à ses gestionnaires (Cirad et Gret) des références bibliographiques, des descriptifs d'organismes ou d'expériences, et en participant au forum qui sera ouvert sur le site internet de la base.

# Généralités

## Bibliographies

---

### Analyse de la dynamique des micro et des petites entreprises et de leurs dispositifs d'appui. 001

Paris (FRA) : GRET, IRAM, 1995. - 91 p.

Mots-clés : BIBLIOGRAPHIE ; PME

*Présentation* - Cette étude bibliographique est centrée sur l'analyse de la diversité des petites entreprises, leur environnement économique, politique et social et les différents types de dispositifs d'appui (appui technique, crédit, formation, suivi-conseil). Elle comprend une synthèse et la revue de 33 références francophones et anglophones sous forme de fiches détaillées.

*Consultation* : Doc DSFR ; GRET ; IRAM

---

### Micro-finances pour le développement. Diversité et enjeux des crédits alternatifs. 002

Passerelles

Paris (FRA) : RITIMO/FPH, 1996. - n° 9. - 100 p.

Mots-clés : BIBLIOGRAPHIE ; PAUVRETE ; INNOVATION ; PME

*Présentation* - Ce numéro présente des expériences nouvelles couvrant le champ de l'épargne et du crédit pour les plus pauvres, des outils financiers d'appui aux micro et petits entrepreneurs ainsi que des analyses sur l'articulation entre les niveaux micro et macro-économiques. Il comprend 47 fiches reprenant des articles, livres ou littérature grise francophones sélectionnés dans la base de données DPH (Fondation pour le Progrès de l'Homme ; Réseau d'Information Tiers-Monde).

*Consultation* : Doc DSFR ; RITIMO ; FPH

---

### Financement et développement. Etude bibliographique. 003

Le Bissonnais A. ; Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, PRAOC, 1996. - 46 p.

Mots-clés : BIBLIOGRAPHIE ; IMPACT ; ENQUETE MENAGE ; METHODOLOGIE

*Présentation* - Cette étude bibliographique porte sur l'analyse de l'impact des SFD, essentiellement sous forme de littérature grise à l'heure actuelle. Une synthèse reprend les différences méthodologiques (échantillons, indicateurs, niveaux d'analyse) et les principaux résultats (public touché, objets financés, impact des activités financées, effets sur les revenus...). 19 fiches de lecture détaillées, essentiellement francophones, approfondissent la nature des systèmes étudiés, les méthodes, les résultats et les contraintes des analyses d'impact.

*Consultation* : Doc DSFR ; IRAM

---

---

**Financer autrement. Les associations et ONG de  
développement du Tiers-Monde. Vol.2 : fiches  
bibliographiques.**

004

Vincent F.

Genève (CHE) : IRED, 1995. - 640 p.

*Mots-clés* : BIBLIOGRAPHIE

*Présentation* - Cet ouvrage est une bibliographie sélective et qualitative des principaux documents, études de cas, outils et mécanismes qui ont été sélectionnés et résumés en une à deux pages selon le système DPH/ISIS de la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Elle contient 300 fiches d'expériences diverses.

*Consultation* : Doc DSFR ; IRED

---



## Economie financière et économie du développement

---

### Donnant-donnant, théorie du comportement coopératif.

005

Axelrod R.

Paris (FRA) : Odile Jacob, 1992. - 235 p.

Mots-clés : THEORIE DES JEUX ; RECIPROCITE

*Présentation* - Comment réussir dans un monde d'égoïstes ? Cette question est au coeur de l'ouvrage de R. Axelrod. Car si la coopération entre individus est le ciment de la vie sociale, c'est aussi un de ses grands mystères. Fondant son analyse tant sur la théorie des jeux que sur des exemples concrets (guerre des tranchées de 14-18, assemblées législatives, négociations internationales...) l'auteur explore les raisons, simples ou surprenantes, qui permettent à la coopération de s'installer même dans les situations les plus défavorables.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

### The Economic Theory of Agrarian Institutions.

006

Bardhan P.

New York (USA) : Clarendon Paperbacks, 1989. - 403 p.

Mots-clés : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; THEORIE DES JEUX ; MARCHES LIES ; ASSURANCE ; ROLE DE L'ETAT ; COOPERATIVE

*Présentation* - - Alternatives Approaches to the Theory of Institutions in Economic Development (Bardhan) ; - Rational Peasants, Efficient Institutions and a Theory of Rural Organization : Methodological Remarks for Development Economics (Stiglitz) ; - Theories of Sharecropping (Singh) ; - A Comparison of Principal-Agent and Bargaining Solutions : the Case of Tenancy Contracts (Bell) ; - Contracts with Eviction in Infinitely Repeated Principal-Agent Relationship (Dutta et al.) ; - Production Relations in Semi-arid African Agriculture (Binswanger et al.) ; - Rural Credit Market : the Structure of Interest Rates, Exploitation and Efficiency (Basu) ; - Credit and Agrarian Class Structure (Eswaran, Kotwal) - Credit Rationing, Tenancy, Productivity, and the Dynamics of Inequality (Braverman, Stiglitz) ; - On Choice among Creditors and Bounded Labour Contracts (Srinivasan) - Some Aspects of Linked Product and Credit Market Contracts among Risk-neutral Agents (Bell, Srinivasan) ; - A Note on Interlinked Rural Economics Arrangements (Bardhan) ; - Interlinkages and the Pattern of Competition (Ray, Sengupta) ; - Agricultural Institutions for Insurance and Stabilization (Newbery) ; - Peasants' Risk Aversion...(Zusman) ; - Agricultural Producer Co-operatives (Putterman) ; - Institutional Analysis of Credit Co-operatives (Braverman, Guash) - Agrarian Structure, Technological Innovations and the State (De Janvry et al.).

*Consultation* : Doc DSFR ; INRA ; Doc CIRAD

---



---

**Contestable Markets, Trade and Development.**

007

Baumol W.J. ; Lee K.S.

World Bank Research Observer

1991, 16 (1) : 1-17

Mots-clés : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; MARCHE CONTESTABLE ; ROLE DE L'ETAT ; PERFORMANCE

*Présentation* - Cet article présente le cadre de la théorie des marchés contestables : par définition, un marché contestable ne présente aucun barrière à l'entrée ou à la sortie ; ainsi, la crainte perpétuelle de l'arrivée de nouveaux entrants incite les firmes en place à adopter des comportements favorables aux clients afin de limiter les tentations pour de nouvelles firmes d'entrer sur le marché. L'application de la théorie dans le cas des PVD propose un guide de réglementation pour les grosses firmes qui ne nécessite pas par exemple de privatisation conduisant souvent au remplacement d'un monopole d'Etat par un monopole privé.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Contemporary Banking Theory.**

008

Bhattacharya S. ; Thakor A.V.

Journal of Financial Intermediation

1993, (3) : 2-50

Mots-clés : THEORIE FINANCIERE

*Présentation* - Cet article dresse la trame des questions théoriques actuelles concernant l'intermédiation financière. Il fait le point des contributions des quinze dernières années ayant permis de progresser dans la compréhension des services financiers à partir d'une revue des différents modèles théoriques utilisés dans la littérature : Pourquoi existe-t-il des institutions financières ? Pourquoi le crédit peut-il être rationné ? Comment devraient être financées les banques ? Pourquoi et comment doivent elles être régulées ?.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**La Monnaie-Finance. Institutions et mécanismes.**

009

Bouhours P.

Paris (FRA) : Ellipses, 1993. - 384 p.

Mots-clés : THEORIE FINANCIERE

*Présentation* - La monnaie présente cette originalité de constituer à la fois une préoccupation centrale des économistes, et de ne pouvoir être aisément intégrée dans les modèles macro-économiques. Sa connaissance requiert donc qu'on la suive "à la trace". La disparition récente des frontières entre la monnaie et la finance, ainsi que le développement des marchés de capitaux (nationaux et internationaux) ont brouillé les repères théoriques et pratiques traditionnels. La première partie retrace l'émergence de la monnaie et de la banque à travers une approche historique, et cherche à définir les contours imprécis de la monnaie et de l'activité bancaire en précisant la mesure de la monnaie (agrégats, tableaux des opérations financières...) et les outils de la macro-économie monétaire. La deuxième partie se concentre sur le "système monétaire-financier" français, sa modernisation et les politiques monétaires et financières française, européenne et internationale.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**La Banque, structures, marchés, gestion.**

010

De Coussergues S.

Mémentos de gestion

Paris (FRA) : Dalloz, 1994. - 134 p.

*Mots-clés* : THEORIE FINANCIERE

*Présentation* - Ce mémento traite de la banque sous l'aspect de l'économie et de la gestion. Les banques étant des intervenants majeurs des économies contemporaines, il importe de connaître les concepts et mécanismes qui les caractérisent. L'objectif de cet ouvrage est de fournir les bases indispensables à la compréhension de cet univers complexe et mouvant. Ces bases portent sur la description et l'analyse des structures (banque, système bancaire, régulation), le fonctionnement des marchés et la nature des produits (barrières à l'entrée, économies d'échelle, relations produit-client, banque-client). Les bases de gestion sont également rappelées avec les instruments d'analyse (bilan et compte de résultat) et les critères de gestion (rentabilité, risque, stratégies bancaires).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**State, Market and Civil Organizations : New Theories,  
New Practices and their Implications for Rural  
Development.**

011

De Janvry A. ; Radwan S. ; Sadoulet E. ; Thorbecke E.

London (GBR) : MacMillan, 1995. - 511 p.

*Mots-clés* : ROLE DE L'ETAT ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; THEORIE DES JEUX

*Présentation* - - State, market and civil organizations : new theories, new practices and their implication for rural development (de Janvry, Sadoulet, Thorbecke) ; - Markets and states : against minimalism and dichotomy (Streeten) ; - Political constraints on the development state : alternative theoretical explanations (Sadoulet) ; - The rocky road to reform : trade, industrial, financial and agricultural strategies (Taylor) ; - Political economy of structural adjustment : a general equilibrium-interest group perspective (Roe) ; - Impact of state and civil institutions on the operation of rural market and non-market configurations (Thorbecke) ; - Grassroots organizations and NGOs in rural dev. : opportunities with diminishing states and expanding markets (Uphoff) ; - Between state, markets and households : a neo-institutional analysis of local organizations and institutions (Nugent) ; - Analytics of the institution of informal cooperation in rural de. (Bardhan) ; - Civil institutions and evolution (Basu) ; - The rural community, mutual assistance and structural adjustment (Fafchamps) ; - The rôle of collateral in credit contracts (Bell) ; - Land reform as commenced business (Lipton) ; - Institutions and econ. linkages at village level in West Java (Adelman, Ralston) ; - The political economy of econ. decline and reform in Africa (Sahn, Sarris) ; - Latin America, beyond the debt crisis : the context of rural dev. (de Janvry, Sadoulet) ; - The case of Eastern Europe and the Soviet republics (Rausser, Johnson).

*Consultation* : Doc DSFR

---



---

**La monnaie, système financier et théorie monétaire.**

012

De Mourgues M.

Paris (FRA) : Economica, 1990. - 698 p.

*Mots-clés* : THEORIE FINANCIERE

*Présentation* - Cet ouvrage présente parallèlement, l'évolution des institutions financières et celles des théories monétaires. Il procure un exposé clair de phénomènes et de théories considérés en général comme assez complexes. Après avoir consacré ses premiers développements à la monnaie et précisé son statut théorique et sa place dans le système financier, l'ouvrage s'oriente vers une analyse en perspective des institutions et mécanismes financiers des économies modernes. La partie théorique présente les différentes étapes de la formation de la théorie monétaire et les débats qui ont jalonné son évolution avec les vicissitudes des économies et les besoins des politiques économiques.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Money, Interest and Banking in Economic Development.**

013

Fry M.J.

Baltimore (USA) : Johns Hopkins University Press, 1995 (2<sup>o</sup> éd.). - 568 p.

*Mots-clés* : ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT ; THEORIE FINANCIERE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; ECONOMETRIE ; MACROECONOMIE

*Présentation* - Combinant théorie, études empiriques, analyses institutionnelles et évaluation des politiques, cette deuxième édition de Fry offre une large revue de la littérature analysant le rôle de l'économie monétaire et financière dans les pays en développement : modèles théoriques du développement financier (Keynes, McKinnon-Shaw, modèles de croissance endogène, critiques de la libéralisation financière...) ; Tests économétriques de modèles de développement financier ; aspects micro-économiques et institutionnels du développement financier (institutions financières et marchés, intervention de l'Etat) ; Politiques monétaires et financières dans les PVD (environnement macro-économique, banque centrale, taux d'intérêt...).

---

**Economie du développement.**

014

Gillis M. ; Perkins D.H. ; Roemer M. ; Snodgrass D.R.

Paris (FRA) : Ouvertures Economiques, 1990. - 650 p.

*Mots-clés* : ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT ; THEORIE FINANCIERE

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Financial Structure and Economic Development.**

015

Gurley J.G. ; Shaw E.S.

Economic Development and Cultural Change

1967, (15) : 257-268

*Mots-clés* : THEORIE FINANCIERE ; ECHEC ; INTERMEDIATION FINANCIERE

---

---

**Economie néo-institutionnelle et développement - une analyse synthétique.**

016

He Y.

Revue d'Economie du Développement

1994, (4) : 3-34

Mots-clés : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT

*Présentation* - Pour l'auteur, les théories de l'économie du développement se concentrent trop sur les aspects techniques et physiques et la théorie des institutions est souvent absente, en particulier par manque d'une méthode capable d'interpréter, de façon endogène, l'origine et l'évolution des institutions. Dans ce contexte, l'apparition du courant néo-institutionnel constitue un progrès théorique important. L'article présente dans un premier temps les idées essentielles de l'économie néo-institutionnelle, puis étudie comment la théorie néo-institutionnelle a été introduite dans l'économie du développement. Enfin, l'auteur montre que cette théorie permet de porter un nouveau regard sur des thèmes importants dans le domaine du développement (rationalité des paysans, institutions traditionnelles, dynamisme des pays d'Asie du Sud-Est...).

Consultation : Doc DSFR

---

**The Economics of Rural Organization.Theory, Practice, and Policy.**

017

Hoff K. ; Braverman A. ; Stiglitz J.E.

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1993. - 590 p.

Mots-clés : ECONOMIE DES ORGANISATIONS ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; MARCHÉ FINANCIER RURAL

*Présentation* - Pourquoi certaines politiques de développement rural ont été couronnées de succès alors que d'autres ont conduit à des échecs ? Les auteurs traitent cette question en définissant une nouvelles branche de l'économie qui explore les relations économiques en milieu rural dans les PVD. Ils insistent sur les imperfections de l'information et l'absence de marchés qui représentent des contraintes majeures. Pour remédier à ces défaillances des marchés, il faut d'abord comprendre leurs origines. Le livre est construit en trois parties : politiques et marchés du crédit rural ; politiques et marchés fonciers ; taxes et redistribution des revenus.

Consultation : Doc DSFR

---

**Money and Capital in Economic Development.**

018

McKinnon R.I.

Washington (USA) : Brookings Institution, 1973. - 184 p.

Mots-clés : THEORIE FINANCIERE ; ECHEC

---

**L'économie des organisations.**

019

Ménard C.

Repères

Paris (FRA) : La Découverte, 1993. - 125 p.

Mots-clés : ECONOMIE DES ORGANISATIONS

*Présentation* - L'auteur présente les caractéristiques de l'économie des organisations et les résultats des théories économiques habituelles qu'elle remet en cause. Il cherche à montrer comment distinguer organisations, marchés et institutions, quelles composantes caractérisent une organisation économique et comment elles s'ordonnent. Il s'agit de savoir si l'on peut expliquer les performances des organisations et comprendre leur dynamique.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**The New Institutional Economics and its Applicability to Development.**

020

Nabli K.M. ; Nugent B.J.

World Development

1989, 17 (9) : 1333-1347

Mots-clés : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; COUT ; INSTITUTIONNALISATION ; ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT

*Présentation* - Plusieurs développements intéressants dans les sciences sociales qui concernent la Nouvelle économie institutionnelle (New institutional economics) n'ont pas encore été complètement exploités pour analyser les déterminants et les effets du changement institutionnel dans le contexte du développement. Cet article identifie deux composantes importantes de la NIE (coûts de transaction et d'information, et action collective) et illustre à la fois les complémentarités potentielles entre elles et leur applicabilité à divers problèmes et politiques sur le développement à long terme des PVD.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Microfinance pour les pauvres ?.**

021

Schneider H. (ed.)

Paris (FRA) : FIDA/OCDE, 1997. - 200 p.

Mots-clés : PAUVRETE ; ETUDE DE CAS ; INNOVATION ; FONDS D'INVESTISSEMENT ; PERFORMANCE ; DETTE ; GRAMEEN BANK ; CVECA ; BANCOSOL

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Financial Deepening in Economic Development.**

022

Shaw E.S.

New York (USA) : Oxford University Press, 1973. - 260 p.

Mots-clés : THEORIE FINANCIERE ; ECHEC ; FINANCIAL DEEPENING

*Présentation* - Shaw part de l'idée que le secteur financier joue un rôle important dans le développement économique. Il analyse les effets négatifs de la répression financière et développe l'impact pour l'économie de la libéralisation financière et du "financial deepening" ou approfondissement financier (augmentation des stocks financiers, des flux, des institutions, de la gamme des services...).

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Le rôle de l'Etat dans le développement économique.**

023

Stern N.H.

Lausanne (CHE) : Payot, 1992. - 158 p.

*Mots-clés* : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; ROLE DE L'ETAT

*Présentation* - Pour l'auteur, le rôle de l'Etat ne doit pas être minimal. Par contre, ce n'est pas sur la production que doit se concentrer l'action de l'Etat, mais sur la santé, l'éducation, la protection des plus démunis, l'infrastructure et les conditions d'épanouissement de l'esprit d'entreprise. L'auteur fait le point des défaillances des marchés mais aussi des défaillances de l'Etat, qui permettent d'argumenter l'intervention de l'Etat.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**The New Development Economics.**

024

Stiglitz J.E.

World Development

1986, 14 (2) : 257-265

*Mots-clés* : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT ; MARCHES LIES

*Présentation* - La théorie des organisations rurales basée sur la rationalité des paysans dans un environnement où l'information est imparfaite et coûteuse fournit une explication simple pour une large gamme de phénomènes dans les PVD (métayage, liens entre marché foncier et marché du crédit, partage des coûts...). L'article argumente le fait que cette théorie fournit de meilleures explications à ces phénomènes que ne le font les théories concurrentes. Cette théorie peut être considérée comme une application importante d'un paradigme plus général, celui de l'information imparfaite qui explique des phénomènes économiques dans des cadres de concurrence, oligopoles, monopoles, sur les marchés du travail, du capital, de l'assurance, des biens, dans les pays développés ou les PVD...

*Consultation* : Doc DSFR

---



# Evolution de la pensée économique

## **Evolution de la pensée économique sur le financement dans les pays en voie de développement**

Face aux échecs du décollage économique dans les pays en développement, la solution du crédit est apparue comme une voie intéressante depuis une trentaine d'années. En effet, le capital correspond souvent au principal facteur limitant de la croissance économique. Partant de cette idée de l'importance du crédit pour le développement, les approches sur le financement ont évolué d'une vision purement macroéconomique à la nécessité d'assurer les bases microéconomiques de l'offre financière en s'appuyant alors sur l'analyse des échecs des réalisations précédentes. Schématiquement, quatre approches peuvent être distinguées (Krahn et Schmidt, 1994).

### **Capital et croissance**

A la fin de la seconde guerre mondiale, développement et croissance macroéconomique sont associés dans une vision globale de l'économie, soulignant l'importance des investissements. Le point crucial pour conduire à la croissance consiste à disposer du capital nécessaire aux investissements et dans ce cadre-là, le sous-développement est le résultat du cercle vicieux qui se réalise à l'échelle des individus et du pays entre "faible épargne/faible investissement/faible productivité du travail/faibles revenus". Le rôle des fonds extérieurs paraît alors immédiat : ils peuvent compenser le faible niveau d'épargne local et réamorcer un cycle d'investissements et de croissance qui n'a pu démarrer jusque là. L'intervention consiste à injecter des fonds à travers de grands projets de développement pour lesquels se pose peu la question de l'allocation et moins encore celle de la répartition des ressources. Les bénéficiaires et les intermédiaires ne sont pas placés au centre du dispositif. Cette approche ignore en effet le système financier et l'on suppose que quelque mécanisme invisible transforme l'épargne en investissement sans chercher à approfondir le rôle que peut jouer un système bancaire qui mobilise et alloue l'épargne, ou une administration publique qui collecte et redistribue des taxes.

### **Orientation vers les groupes cibles**

Dès les années 60, se pose de façon toujours plus aiguë la question de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Les politiques de

développement, fortement orientées vers un interventionnisme étatique, vont se préoccuper de façon plus spécifique des populations concernées, dans le but d'augmenter la production à leur niveau et donc leurs revenus. Les politiques s'orientent vers le service à des groupes cibles qui bénéficient des crédits subventionnés. Les faibles taux d'intérêt pratiqués doivent permettre de stimuler la production en accélérant l'adoption de nouvelles techniques ; par ailleurs, ces crédits sont ciblés, afin de promouvoir un paquet technique spécifique diffusé dans le cadre de projets de développement, à l'image des prêts accompagnant les programmes de révolution verte, en Inde, en Indonésie...

Cependant, face aux échecs des institutions mises en place dans les années 70 selon ces principes, les critiques de l'approche par les groupes cibles se font vives (Banque mondiale, 1989 ; Adams *et al.*, 1983). Elles portent, d'une part, sur les subventions des taux d'intérêt qui ne permettent pas de collecter l'épargne privée ni de couvrir les coûts de fonctionnement ; la faible rentabilité qui en découle, conjuguée à des problèmes croissants de remboursement, a souvent conduit à des situations de faillites financières. D'autre part, les clients initialement ciblés ont rarement été touchés : des prêts de gros volume ont souvent été concentrés sur des emprunteurs influents, fournissant des garanties plus sûres ; par ailleurs, les crédits ciblés n'ont pas toujours atteint leur but : ils ont été détournés pour d'autres utilisations, ou bien, mal adaptés aux conditions locales, ils ne sont pas parvenus à attirer les agriculteurs.

Un certain nombre d'échec d'institutions sont analysés en détail, en particulier sur les caisses nationales de crédit agricole (Cnca) et les banques nationales de développement agricoles (Bnda) d'Afrique de l'Ouest (Le Breton, 1989 ; L'Hériveau, 1991 ; Moreau, 1991...)

Par la suite, certaines institutions conserveront encore l'approche vers des groupes cibles mais elles adopteront des canaux moins conventionnels sous forme d'organisations non bancaires et non gouvernementales.

## **Développement des systèmes financiers**

Les attaques contre la politique de "répression financière" (McKinnon, 1973) qui soumet les institutions à un contrôle des taux d'intérêt, des volumes... conduisent à mettre en avant les effets positifs de la libéralisation et du renforcement des systèmes financiers (voir chapitre "Régulation des systèmes financiers décentralisés"). Cette approche se construit en parallèle à l'orientation libérale préconisée pour l'ensemble des économies dans les pays développés et en voie de développement. Dans le cadre de la théorie de l'équilibre général, le marché financier, comme les marchés des biens et des services, du travail, des facteurs de production, doit fonctionner librement pour une allocation optimale des ressources.



Un nouveau rôle est attribué aux institutions financières : elles doivent permettre la mise en relation des agents économiques à besoin de financement que sont les entreprises avec les agents à capacité d'épargne que sont les ménages (Gurley et Shaw, 1967). La nouvelle approche se focalise donc sur la fonction d'intermédiation des institutions financières qui transforme les échéances et les risques. Dans le cas du milieu rural, il s'agira généralement d'une intermédiation entre ménages avec comme emprunteurs des ménages-entrepreneurs, du type ménages agricoles.

Au niveau macroéconomique, Shaw (1973) et McKinnon (1973) révèlent les avantages d'un système financier moins contraint et plus largement développé ("*financial deepening*") pour la croissance car il génère des opportunités pour des opérations profitables, augmente les ressources d'épargne privée domestique et étrangère, etc.

Au niveau microéconomique, les institutions financières doivent s'orienter vers un fonctionnement durable et autonome (Nowak, 1993 ; Von Pischke *et al.*, 1983). La durabilité implique pour les institutions de couvrir leurs dépenses en minimisant leurs coûts de transaction et en fixant des taux d'intérêt qui permettent d'atteindre l'équilibre financier ; leur autonomie sera acquise par une rentabilité à long terme, une efficacité à offrir des services adaptés à des coûts compétitifs, une indépendance financière vis-à-vis de l'extérieur, l'acquisition de la confiance des clients (Meyer, 1991).

Cette orientation qui cherche à favoriser le bon fonctionnement du marché financier suppose cependant que la libéralisation est suffisante, en dehors de toute instabilité macroéconomique, pour conduire à la réussite d'un marché libre. Il semble cependant que certaines fondations microéconomiques doivent être prises davantage en considération.

## **Institutions et systèmes d'incitation**

L'observation du développement des systèmes financiers montre en pratique que la libéralisation seule et le recours aux forces du marché ne sont pas forcément les garants du bon fonctionnement, même dans un contexte de stabilité macroéconomique. La nouvelle et dernière approche apparue dans les années 80 s'appuie sur un fonctionnement imparfait des marchés (Hoff et Stiglitz, 1990). Cette imperfection est essentiellement liée aux coûts de transaction engagés dans l'échange et aux problèmes d'asymétrie et d'incomplétude de l'information, qui empêchent d'établir entre deux agents des contrats prenant en compte toutes les perspectives futures. Cela laisse donc ouvertes des possibilités de comportements opportunistes des agents (*moral hazard*) et de mauvaise sélection des partenaires (*adverse selection*). Ces nouvelles orientations sont développées dans le cadre de la "nouvelle économie du développement" (*New Development Economics*), dont l'un des chefs de file est Stiglitz (Stiglitz, 1986 ; voir chapitre Régulation des systèmes

financiers décentralisés). Dans ce cadre, on cherche maintenant à induire un fonctionnement optimum des institutions au sein de marchés imparfaits en ayant recours à des systèmes d'incitation et de recherche de l'information qui fondent des bases microéconomiques solides entre clients et institutions.

D'un point de vue pratique, les nouveaux systèmes de financement décentralisés adoptent généralement un certain nombre de bases communes de fonctionnement qui reposent sur la proximité avec les clients (proximité géographique, mais aussi temporelle, sociale... — Servet, 1996), la liberté d'utilisation des fonds à des fins productives, la simplicité des procédures d'octroi des crédits, le recours à des formes de garanties nouvelles, la volonté de se pérenniser, en répondant durablement aux demandes des clients, en atteignant peu à peu l'équilibre financier... La question de l'appropriation locale de ces systèmes devient cruciale (Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ?, Gentil et Fournier, 1993). Sur ces principes communs, les expériences restent cependant très diversifiées (Andraimbahoaka *et al.*, 1996 ; Cuevas et Benoit-Cattin, 1991).

L'évolution des concepts sur le financement rural a ainsi conduit d'un centrage macroéconomique à une prise en compte des institutions et des acteurs locaux. Les notions d'autonomie financière, durabilité, efficacité des institutions financières deviennent centrales et dans ce cadre, le fonctionnement interne et les interfaces institutions-clients et institutions-système financier global doivent être mieux construits.

Nous commençons par présenter un certain nombre de références faisant le bilan des échecs des expériences précédentes et présentant les nouvelles approches, théoriques et pratiques, en matière de financement dans les pays en développement. Nous développerons par la suite les voies de réflexion et de réalisation de ces nouvelles approches, à travers les différentes étapes de diagnostic, de mise en oeuvre et de régulation de ces systèmes de financement.



## Analyse des échecs

---

### Limitations of Cheap Credit in Promoting Rural development.

025

Adams D.W. (ed.) ; Graham D.H. (ed.) ; Von Pischke J.D. (ed.)

EDI Training Materials

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1983. - 135 p.

Mots-clés : ECHEC ; TAUX D'INTERET

*Présentation* - L'ouvrage regroupe des articles présentés à un colloque sur la finance rurale de septembre 1981. Il présente un résumé des résultats de recherches compilés depuis 1970 et qui expliquent nombre des problèmes généralement rencontrés sur les marchés financiers ruraux. Il est construit en 4 parties : introduction sur le rôle de la finance dans le développement rural ; discussions sur la politique des taux d'intérêt ; interaction entre politique économique et finance ; nouvelles orientations et réformes qui pourraient améliorer l'impact sur le développement de la finance rurale.

*Consultation* : Doc DSFR

---

### Les causes des manifestations et les conséquences de la crise bancaire africaine.

026

Alibert J.

Marchés Tropicaux

1989, (2289) : 3452-3465

Mots-clés : BANQUE PUBLIQUE ; ECHEC ; AFRIQUE

*Consultation* : Doc CIRAD

---

### Rapport sur le développement dans le monde 1989. Systèmes financiers et développement. Indicateurs du développement dans le monde.

027

Banque Mondiale

Paris (FRA) : Banque Mondiale, 1989. - 281 p.

Mots-clés : ECHEC ; HISTOIRE ; ROLE DE L'ETAT ; LIBERALISATION ; REGLEMENTATION ; INFORMEL ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - Les stratégies de développement des années 60 et 70 ont contribué à façonner les systèmes financiers des pays du Tiers-Monde. Dans nombre d'entre eux, la mise en place de structures financières robustes et efficaces a été retardée par l'intervention des pouvoirs publics, soucieux d'allouer le crédit aux secteurs prioritaires et de maintenir les taux d'intérêt à un niveau artificiellement bas. Cherchant maintenant à miser davantage sur le secteur privé et les forces du marché, la nécessité d'une réforme financière se fait clairement sentir. Les modifications qu'il convient d'apporter aux politiques économiques ainsi qu'aux institutions, aux instruments et aux marchés financiers sont le thème de ce rapport. Il retrace l'évolution financière des pays à revenu élevé et des PVD, et notamment les politiques et les événements qui ont abouti aux graves difficultés qu'éprouvent tant d'intermédiaires financiers. Il examine ensuite les conditions préalables au développement de systèmes financiers plus efficaces : la restructuration des banques en difficultés et des entreprises non rentables qui leur



ont emprunté ; le retour à la stabilité macro-économique ; le renforcement du cadre juridique, comptable et réglementaire sous-tendant les systèmes financiers ; l'amélioration de la gestion des institutions ; la diversification des institutions et des marchés. Le rapport analyse aussi les tentatives de libéralisation financière menées par certains pays.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Trente ans de financement du développement : une complexité croissante.** 028

Gentil D.

Histoire de Développement

1991, (13) : 36-45

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**La faillite des systèmes bancaires en Afrique.** 029

L'Hériveau M.F.

In : Adda J., Assidon E. - Dette ou financement du développement

Paris (FRA) : L'Harmattan, 1991. - p. 113-119

*Mots-clés* : BANQUE PUBLIQUE ; ECHEC ; AFRIQUE

---

**L'échec de la CNCA du Togo.** 030

Moreau B.

Lettre du Réseau GAO

1991, (4) : 3-4

*Mots-clés* : ECHEC ; DEVIATION ; CNCA ; BANQUE PUBLIQUE ; TOGO

*Présentation* - L'auteur fait le point sur la faillite de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Togo (CNCA). Créée en 1967, avec l'aide du Crédit Agricole Mutuel de France, ses activités devaient porter sur le financement des actions pour la mise en oeuvre de la politique agricole. Cependant, ses opérations sont sorties du cadre prévu, ses moyens se sont fortement développés et des pratiques douteuses et des détournements ont été mis à jour. Vue l'ampleur du déficit, les autorités ont décidé la liquidation de la CNCA. L'auteur commente ces faits. (base de donnée FPH).

*Consultation* : Doc CIRAD

---

---

**De la crise à la réforme des institutions bancaires  
africaines : l'expérience du Cameroun.**

031

Tamba I. ; Tchamanbe Djine L.

Revue Tiers Monde

1995, 36 (144) : 813-835

*Mots-clés* : ECHEC ; MARCHE FINANCIER ; PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ; CAMEROUN

*Présentation* - Les auteurs s'interrogent sur les origines de la crise financière qui couvrait depuis le début des années 80 et qui se déclare en 1989. Ils analysent également la nature et l'efficacité des mesures correctives prises pour restaurer durablement l'équilibre du système bancaire. L'article s'articule autour de deux parties : une première partie analyse les causes et les manifestations de la crise du secteur bancaire camerounais (erreurs de gestion, environnement juridico-réglementaire ambigu, tutelle lourde...); la deuxième partie expose l'ensemble des mesures prises dans le cadre du programme d'ajustement financier et en évalue les résultats et les leçons à tirer (restructurations partielles et insuffisantes, mais amélioration de la liquidité des banques...).

*Consultation* : Doc CIRAD

---

## **Nouvelles approches, stratégies des opérateurs et des organismes internationaux**

---

### **Comment établir des marchés financiers ruraux durables ?.** 032

Adams D.W.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (34) : 5-15

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; MARCHE FINANCIER RURAL ; ECHEC

*Présentation* - L'auteur distingue deux écoles de pensée en matière de mesure du succès des interventions sur les marchés financiers : d'une part l'approche "projet de crédit" mettant l'accent sur l'emprunteur mais ignorant en général les conditions de viabilité de l'activité financière et d'autre part, l'approche "performance du marché" s'appuyant sur l'offre de l'intermédiation financière, le long terme, la mobilisation des dépôts... ; il continue en discutant de l'importance et des limites de la contribution de ces marchés au développement rural et présente ensuite les raisons des mauvaises performances des marchés financiers ruraux dans les pays en développement. L'auteur conclut que l'on a trop mis l'accent sur les activités de crédit et qu'il est préférable d'apporter plus d'attention à la construction de marchés financiers durables.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

### **Les systèmes d'épargne-crédit en Afrique de l'Ouest... Une histoire de confiance. Synthèse bibliographique.** 033

Andraimbahoaka D. ; Donnet C. ; Pelissier I. ; Niamsa S.

Mémoire EITARC

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1996. - 200 p.

*Mots-clés* : BIBLIOGRAPHIE ; NOUVELLE APPROCHE ; HISTOIRE ; BANQUE COMMERCIALE ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; MUTUALISME ; CREDIT SOLIDAIRE ; CVECA ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Présentation* - A partir d'extraits d'ouvrages et d'articles, ce document présente l'histoire des principaux systèmes d'épargne-crédit mis en place en Afrique de l'Ouest. Il reprend leurs principes et leur évolution d'une part au sein des structures centralisées (banques centrales, banques de développement, banques commerciales), d'autre part au sein des structures locales décentralisées formelles (mutualisme, crédit solidaire, caisses villageoises autogérées) et informelles (tontines, commerçants...); enfin, il fait le point sur les réflexions et grandes lignes des stratégies d'actions d'aujourd'hui.

*Consultation* : Doc DSFR ; CNEARC

---



---

**Innovations financières et monétaires dans les pays en développement.**

034

Arnould D. (ed.) ; Gérardin H. (ed.)

Mondes en Développement, (24)

1996. - 100 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; LOI BANCAIRE ; TONTINE ; MACROECONOMIE ; INNOVATION ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE ; CAMEROUN ; CONGO

*Présentation* - - Quelles innovations financières et monétaires récentes dans le Tiers-Monde ? (Arnould, Gérardin) - Les innovations dans les sphères financières informelles et semi-formelles en Afrique subsaharienne (Hugon) - Contrats, agence et tontines : une application de la théorie des contrats à l'analyse des tontines camerounaises (Bekolo-Ebe) - Stratégies de stabilisation de recettes fiscales et recours aux "instruments dérivés" : une application au Congo (Ory) - La nouvelle loi sur les mutuelles d'épargne et de crédit dans les pays d'Afrique de l'Ouest : la loi PARMEC de l'UMOA (Lelart) - La convertibilité des monnaies en Afrique subsaharienne hors zone franc (Bourgain).

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**La BEAC a 20 ans (1972-1992).**

035

BEAC

Yaoundé (CMR) : BEAC, 1994. - 131 p.

*Mots-clés* : BEAC ; BANQUE CENTRALE ; HISTOIRE ; INSTITUTION INTERNATIONALE ; AFRIQUE CENTRALE

*Consultation* : Ministère de la Coopération

---

**Politiques de développement financier et croissance.**

036

Berthélemy J.C. ; Varoudakis A.

Croissance à long terme

Paris (FRA) : OCDE, 1996. - 155 p.

*Mots-clés* : MACROECONOMIE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT ; MARCHE FINANCIER ; NOUVELLE APPROCHE ; ARGENTINE ; CHINE ; KENYA ; SENEGAL ; TUNISIE

*Consultation* : IRAM ; Doc CIRAD

---

**Financial Landscapes Reconstructed : the Fine Art of Mapping Development.**

037

Bouman F.J.A. (ed.) ; Hospes O. (ed.)

Boulder, Colorado (USA) : Westview Press, 1994. - 416 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ; INFORMEL ; ASIE

*Présentation* - A partir de 22 communications au séminaire "Financial Landscapes Reconstructed" (Wageningen, Pays-Bas, 17-19 novembre 1992), ce livre examine les changements dans la politique économique sur les institutions financières rurales des PVD. Pour les auteurs, l'étude du paysage financier requiert une approche pluridisciplinaire : technologie financière, agro-économie, études politiques, sociologiques... La première partie de l'ouvrage situe les récents changements du contexte économique ; la deuxième partie décrit le développement de la finance rurale, et l'importance du secteur informel ; enfin, la troisième partie présente des études de cas au Sri-Lanka, aux Philippines, en Thaïlande, Inde et Indonésie.



---

**Finance et développement rural en Afrique de l'Ouest.**

038

Cuevas C. (ed.) ; Benoit-Cattin M. (ed.)

Actes du XIIème séminaire d'économie rurale, 21-25 octobre 1991

Ouagadougou (BFA) : CIRAD, 1991. - 425 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; ECONOMIE DES MENAGES ; DEMANDE ; OFFRE/DEMANDE ; INFORMEL ; CREDIT AGRICOLE ; ANALYSE DE SYSTEME ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Présentation* - Les réflexions sur la relance du développement rural en Afrique de l'Ouest soulignent de plus en plus le rôle clé des aspects financiers au niveau micro-économique. D'un côté, les connaissances acquises sur le fonctionnement des unités de production agricole et sur l'économie des ménages ruraux mettent en évidence l'importance des contraintes financières sur leur capacité de progression technique et économique ; de l'autre, les services financiers à caractère institutionnel sont difficilement accessibles aux ménages ruraux et subissent les conséquences des mesures d'ajustement structurel, ce qui conduit à s'interroger sur les possibilités offertes par le secteur informel traditionnel de plus en plus relayé par une multitude d'initiatives nouvelles. L'objet du séminaire est de faire le point des connaissances acquises et des recherches en cours sur ces services financiers et de dresser un inventaire des initiatives en matière de services financiers en milieu rural.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Institutional Finance for Agricultural Development : an Analytical Survey of Critical Issues.**

039

Desai B.M. ; Mellor J.W.

Food Policy Review

Washington, D.C. (USA) : International Food Policy Research Institute, 1993. - 162 p.

*Mots-clés* : BIBLIOGRAPHIE ; NOUVELLE APPROCHE ; ROLE DE L'ETAT ; CREDIT AGRICOLE ; HISTOIRE ; DEMANDE ; TAUX D'INTERET ; EVALUATION

*Présentation* - Les auteurs s'appuient sur une revue d'écrits anglo-saxons des années 60 à la fin des années 80 traitant des institutions financières rurales des PVD et des pays industrialisés. Ils cherchent à déterminer comment ces institutions sont organisées ; quelles organisations sont les plus efficaces et comment elles peuvent améliorer leur viabilité financière ; quel est le rôle de l'Etat ; quel est le rôle relatif des prêteurs formels et informels ; comment le taux d'intérêt réel affecte la demande de prêts, l'offre de dépôts.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

---

**Les techniques financières au service du développement.**

040

Epargne Sans Frontières

Techniques Financières et Développement

1995, (40/41) : 1-124

*Mots-clés* : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; NOUVELLE APPROCHE ; MACROECONOMIE ; LIBERALISATION ; FMI ; DETTE ; PME ; EUROPE ; EUROPE DE L'EST

*Présentation* - Les articles de la revue sont les suivants : - Coopération et épargne locale : deux perspectives complémentaires (Barre) - Réformes financières et développement économique (Berrada) - L'éthique dans la finance (Laurent) - Globalisation financière et déréglementation (Coudert, Nayman) - Libéralisation financière et croissance dans un environnement volatile : l'Argentine au 20e siècle (Veganzones, Winograd) - Le FMI et les financements internationaux : regard sur les 10 dernières années (Camdessus) - Dix années de dette extérieure (Alibert) - Le dette extérieure de l'Amérique Latine (Calcagno) - Le système bancaire et financier dans les pays en transition vers l'économie de marché : quelques expériences à partir de l'expérience russe (de Boissieu) - La zone franc et l'Union Economique Européenne (Trichet) - La montée en puissance de l'Asie : dimensions financières et monétaires (Judet) - Problématique et expériences récentes de l'indépendance des Banques centrales en Amérique Latine (Rollinat) - Marchés émergents : atterrissage en douceur ou en catastrophe ? (Menai) - Les ONG et les conversions de dette (Parnière) - L'irrésistible ascension du crédit solidaire (Nowak) - Le financement des entreprises dans les PVD (Le Noir) - Placements éthiques, une mode ou un avenir ? (Vigier) - Le risque de change dans les PVD à monnaie non convertible (Dahlem, Jacquier) - Les produits d'épargne : le cas du Maroc (Klaoua).

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Nouvelles approches financières pour l'Afrique.**

041

Epargne Sans Frontières

Techniques Financières et Développement

1995, (38/39) : 1-87

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; MACROECONOMIE ; MOBILISATION DE L'EPARGNE ; AFRIQUE

*Présentation* - Les articles sont les suivants : - Nouvelles approches financières pour l'Afrique, conclusion du Forum (Vizzavona) - Quels systèmes financiers pour l'Afrique (Diabre) Environnement macro-économique et développement financier - Développement financier et croissance (Berthelemy) - Effets directs et indirects de la répression financière sur l'épargne (Fry) - Les déterminants de l'épargne en Afrique au Sud du Sahara (Toulemont Dakoure) - L'environnement du système financier africain (Delcroix) - Politique monétaire dans les pays de la zone franc (Deletre) Epargne et systèmes financiers - Déterminants de l'épargne : facteurs sociologiques et culturels (Henry) - Le lien de confiance : fondement nécessaire des relations financières (Servet) - Mécanismes d'épargne et de crédit et participation populaire (Schneider) - L'évolution des systèmes d'épargne et de crédit décentralisés (Yard) - Adaptation des produits bancaires au contexte africain (Ponson) Banques et développement en Afrique - Le financement des PME en Afrique (Quenan) - Les déterminants de l'offre de crédit au Cameroun (Joseph) - Les systèmes financiers actuels sont ils adaptés aux besoins de l'Afrique ? (Le Noir) Conditions et conséquences du développement des marchés financiers - Dév. économique et développement des marchés financiers (Berrada) - Les bourses de valeurs d'Afrique subsaharienne (Wohrer) - Les marchés financiers africains : une nouvelle opportunité pour les investisseurs (Niepold).

*Consultation* : Doc CIRAD



---

**Institutions internationales : stratégies nouvelles de développement ?.**

042

Epargne Sans Frontières

Techniques Financières et Développement

1996, (43) : 1-64

*Mots-clés* : BANQUE CENTRALE ; INSTITUTION INTERNATIONALE ; BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT ; BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ; BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT

*Présentation* - Articles concernant les stratégies des banques régionales - Pour l'Afrique : une banque originale et à problèmes : la Banque Africaine de Développement (Alibert) - La Banque Interaméricaine de Développement : ses nouvelles orientations (Chapman) - La stratégie de la Banque Asiatique de Développement (Sato).

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Le financement du développement local.**

043

Fournier Y. ; Gentil D.

In : Mercoiret M.R. - L'appui aux producteurs ruraux : guide à l'usage des agents du développement et des responsables de groupes

Paris (FRA) : Karthala, 1994. - p. 389-417

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; ORGANISATION PAYSANNE

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Les systèmes financiers pour le développement rural.**

044

GRET ; CCL ; IRAM

Actes du séminaire régional ; Vientiane (LAO) ; 30 octobre - 1 novembre 1995

Paris (FRA) : GRET, 1996. - 102 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; MARCHE FINANCIER RURAL ; CAMBODGE ; LAOS ; VIET NAM ; MYANMAR

*Présentation* - En matière de financement rural, la situation du Laos peut être rapprochée de celle du Cambodge et du Viet-Nam : volonté politique de mettre l'accent sur le développement rural, mise sur pied de structures financières, prise en compte de la nécessité de décentralisation. Même si chaque pays construit sa stratégie propre, plusieurs éléments sont communs : les systèmes de crédit sont récents, les cadres institutionnels et juridiques sont en voie d'élaboration, un grand nombre d'opérateurs, nationaux et extérieurs, travaillent dans ce domaine. Les débats du séminaire ont été organisés autour de 4 axes : les acquis sur les systèmes financiers dans le monde ; la situation du crédit rural dans les 4 pays (avec le Myanmar) ; les stratégies pour la mise en place de SFD ; les intérêts communs. Ce document reprend l'essentiel du contenu des discussions.

*Consultation* : Doc DSFR ; GRET ; IRAM ; Doc CIRAD



---

**Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ?.**

045

Gentil D. ; Fournier Y.

Paris (FRA) : Syros, 1993. - 270 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; HISTOIRE ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; CREDIT AGRICOLE ; CREDIT SOLIDAIRE ; MUTUALISME ; INFORMEL ; INTERMEDIATION FINANCIERE ; APPROPRIATION ; AFRIQUE

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Le financement décentralisé. Pratiques et théories.**

046

Gentil D. (ed.) ; Hugon P. (ed.)

Revue Tiers-Monde, 37 (145)

1996. - 238 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE

*Présentation* - (Voir le détail des articles de 1996 de Adéchoubou ; Assidon ; Birbuet et Cornacchia ; Botzung ; Cruz, Braojos et Zuvire ; Doligez ; Fournier et Ouedraogo ; Gentil ; Hugon ; Labie ; Servet ; Siebel).

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Stages in the Evolution of Thought on Rural Finance. A vision from the Ohio State University.**

047

Gonzalez-Vega C.

Economics and Sociology Occasional Paper

Columbus (USA) : Ohio State University, 1994. - n° 2134. - 24 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; ECHEC ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; COUT ; TAUX D'INTERET ; ACCES AU CREDIT

*Présentation* - Ce papier explore le rôle des politiques, des technologies et des organisations financières pour faciliter l'accès des petits producteurs ruraux aux services financiers et cela du point de vue du programme "Finance rurale" de l'Ohio State University. L'objectif des approches concernant le financement est de définir les interventions optimales. Un diagnostic inadéquat des imperfections du marché, des faiblesses de l'infrastructure physique et institutionnelle représente une explication majeure des échecs dans le développement des programmes de finance rurale. L'auteur étudie des exemples de mesures inappropriées et apporte des recommandations pour la recherche d'interventions efficaces (analyse des coûts, importance de la viabilité institutionnelle, nécessité d'innovations dans les technologies financières et l'organisation institutionnelle).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Creating a Sustainable Supply of Financial Services for the Rural Poor : a Challenge for the Agricultural Economics Profession.**

048

Graham D.H.

Agrekon

1995, 34 (1) : 138-145

*Mots-clés* : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; NOUVELLE APPROCHE ; RESTRUCTURATION ; ONG ; BANQUE PUBLIQUE ; ROLE DES BAILLEURS

*Consultation* : Doc DSFR

---

---

**Assessment of the IDB Lending Program, 1979-92.** 049

Griffith J.S. ; Singer H.W. ; Puyana A. ; Stevens C.

IDS Research Report

Brighton (GBR) : IDS Publications, 1993. - n° 25. - 213 p.

*Mots-clés* : PAUVRETE ; INSTITUTION INTERNATIONALE ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; AMERIQUE LATINE ; CARAIBES

---

**Special Issue : Innovative Approaches to Rural Financial Market Development.** 050

Heidhues F. (ed.)

Quarterly Journal of International Agriculture, 34 (2)

1995. - 212 p.

*Mots-clés* : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; MARCHE FINANCIER RURAL ; NOUVELLE APPROCHE ; PAUVRETE ; DEMANDE ; ASIE ; PHILIPPINES ; SRI LANKA

*Présentation* - - Rural Financial Markets : an important tool to fight poverty (Heidhues) - From agricultural credit to rural finance (Adams) - Analytical and public policy issues in promoting innovation in rural financial markets (Von Pischke) - Reaching the poor through financial innovations (Schrieder, Heidhues) - The demand for financial services by rural households. Conceptual framework and empirical findings (Zeller) - Credit guarantee schemes in small and microentreprise finance : do they really do more good than harm ? The case of the Philippines (Seibel) - Financial services in rural Sri Lanka : customer orientation in periods of political instability (Zander) - Promoting poverty-oriented banking innovations in financial markets through technical cooperation (Kropp).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Bilan et perspectives du financement local.** 051

IRAM

Paris (FRA) : IRAM, 1995. - 163 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; IMPACT ; CREDIT SOLIDAIRE ; FEMME ; FONDS D'INVESTISSEMENT ; INFORMEL ; GUINEE ; MALI ; NICARAGUA

*Présentation* - Cette synthèse fait le point du positionnement et des actions de l'IRAM dans le champ du financement local (enjeux pour l'IRAM ; éclairage macro-économique ; financement local et politique agricole ; impact économique ; femmes et crédit ; débats sur le crédit solidaire ; perspectives...). Elle est accompagnée d'extraits de rapports et de revues, de synthèses thématiques... qui étayent ces réflexions.

*Consultation* : Doc DSFR ; IRAM

---

---

**Development Finance as Institution Building. A New Approach to Poverty-oriented Banking.**

052

Krahnén J.P. ; Schmidt R.H.

Boulder, Colorado (USA) : Westview Press, 1994. - 154 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; HISTOIRE ; INFORMEL ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; FINANCIAL DEEPENING ; INCITATION

*Présentation* - L'objectif de l'ouvrage est (1) d'établir un cadre systématique et cohérent pour identifier les politiques et institutions financières qui ont un intérêt pour la promotion d'entreprises et la formation des revenus ; (2) d'analyser les forces et les faiblesses de certaines institutions et techniques pour consolider les micro-entreprises et faciliter les activités de lutte contre la pauvreté. Le concept et le rôle du financement dans le développement ont évolué : approche macro-économique du capital et de la croissance ; financement de groupes cibles spécifiques ; développement des systèmes financiers (financial deepening) ; à l'heure actuelle, l'offre de services financiers passe davantage par la construction d'institutions basées sur les incitations plutôt que par la disponibilité de fonds prêtables. Les auteurs développent cette idée dans le cadre de la théorie institutionnelle.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Bilan et perspectives du crédit rural en Afrique, Rapport de synthèse.**

053

L'Héritau M.F.

Séminaire d'Harare (ZWE) ; 23-25 novembre 1992

Paris (FRA) : CCCE, 1992. - 36 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; CAMEROUN ; GHANA ; KENYA ; MALI ; TUNISIE ; ZIMBABWE

*Présentation* - L'étude a été réalisée en 1992 et cette synthèse visait à introduire les débats du séminaire de l'AFRACA (Association Régionale du Crédit Agricole pour l'Afrique) sur le thème : "Bilan et perspectives du crédit rural en Afrique". Elle porte sur le cas de 6 pays africains, trois anglophones et trois francophones : Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Tunisie, Zimbabwe. Les consultants ont effectué des missions dans ces pays en mai et juin 1992. Chaque étude de cas examine le système de crédit rural non seulement à travers les institutions membres de l'AFRACA, mais aussi à travers d'autres organismes, parfois de caractère semi-formel, contribuant au financement du secteur rural. La synthèse donne d'abord un aperçu de chaque étude de cas ; elle propose ensuite un repérage des principales questions que pose le crédit rural en Afrique, tentant de dégager à propos de chacune d'entre elles les grandes lignes de la problématique, les termes des débats en cours et les perspectives de solution.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Recherche sur le financement rural : priorités, diffusion et incidence des politiques.**

054

Meyer R.L.

Cinquième consultation technique sur le programme de développement agricole ; Rome (ITA)

Rome (ITA) : FAO, 1991. - 39 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; PERFORMANCE ; MARCHE FINANCIER RURAL

*Consultation* : Doc DSFR

---



---

**Réflexion sur le financement du secteur rural et les systèmes d'épargne et de crédit décentralisés.**

055

Ministère de la Coopération ; Caisse Centrale de Coopération Economique Paris (FRA) : Ministère de la Coopération, 1992. - 24 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE

*Présentation* - Position des différents opérateurs sur le financement et les SFD.

*Consultation* : Ministère de la Coopération

---

**Le rôle du crédit dans le développement.**

056

Nowak M.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (34) : 16-23

*Mots-clés* : ECHEC ; MARCHE FINANCIER RURAL ; DIVERSIFICATION DES ACTIVITES ; NOUVELLE APPROCHE ; ROLE DE L'ETAT ; ROLE DES BAILLEURS

*Présentation* - Les difficultés en matière de crédit pour le développement viendraient de la transplantation de modèles des pays du Nord vers le Sud, de la place trop importante des Etats ainsi que du lien étroit entre crédit et projet de développement agricole. Il faut poursuivre les expériences alternatives basées sur la solidarité de groupe comme garantie pour les pauvres. Le crédit doit soutenir la pluriactivité paysanne en milieu rural non pas par des prêts subventionnés mais par des organisations viables soutenues par les pouvoirs publics et l'aide extérieure.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**The New World of Micro-Enterprise Finance : Building Healthy Financial Institutions for the Poor.**

057

Otero M. (ed.) ; Rhyne E. (ed.)

London (GBR) : Intermediate Technology Publications, 1994. - 302 p.

*Mots-clés* : PME ; NOUVELLE APPROCHE ; PAUVRETE ; SUCCES ; BRI ; BANCOSOL ; KREP ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - - Financial services for microenterprise finance (MEF) : principles and institutions (Rhyne, Otero) - Savings mobilization and MEF : the Indonesian experience (Robinson) - Principles of regulation and prudential supervision and their relevance for MEF organizations (Chaves, Gonzalez-Vega) - The process of institutional development : assisting small enterprise institutions become more effective (Edgcomb, Cawley) - The evolution of NGO towards financial intermediation (Otero) - A new view of finance program evaluation (Rhyne) - The solidarity group experience worldwide (Berenbach, Guzman) - Credit unions : a formal sector alternative for financing micro-entreprise development (Magill) - The village bank methodology : performance and prospects (Holt) - Transformation lending : helping microentreprise become small business (Reed, Befus) - BRI unit Desa system : achievements and replicability (Boomgard, Angell) - The creation of Bancosol in Bolivia (Glosser) - The association of solidarity groups of Colombia : governance and services (Alfonso) - The Juhudi credit scheme : from a traditional integrated method to a financial system approach (Mutua).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Pour de nouvelles approches de l'aide au développement, quels outils financiers pour une coopération équitable ?.** 058

SOS Faim

Actes du colloque ; Bruxelles (BEL) ; 7-9 mars 1994

Bruxelles (BEL) : SOS Faim, 1994. - n.p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE

---

**Risque, incertitude et financement de proximité en Afrique. Une approche socio-économique.** 059

Servet J.M.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 41-58

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; INFORMEL ; SOCIOLOGIE ; PROXIMITE ; RISQUE ; CONFIANCE ; PRESSION SOCIALE ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - Face au risque inhérent à toute relation financière et à la grande incertitude qui prévaut dans le contexte économique de l'Afrique subsaharienne, comment les populations, dans les transactions informelles, tissent-elles et utilisent-elles des relations qui obligent au remboursement ? Comment se construisent des rapports de proximité, proximité géographique mais aussi ethnique, religieuse, professionnelle, temporelle... ?.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Financer autrement. Les associations et ONG de développement du Tiers-Monde. Vol. 1.** 060

Vincent F.

Genève (CHE) : IRED, 1994. - 443 p.

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE

*Consultation* : IRED

---

**Rural Financial Markets in Developing Countries. Their Use and Abuse.** 061

Von Pischke J.D. ; Adams D.W. ; Gordon D.

Washington, D.C. (USA) : World Bank. Economic Development Institute, 1983. - 430 p.

*Mots-clés* : ECHEC

*Consultation* : Doc CIRAD

---

# Etudes de cas de systèmes financiers



## **Etudes de cas de systèmes financiers**

Cette partie, un peu comme le serait un préalable à tout diagnostic précédant la mise en oeuvre d'un projet de microfinancement, permettra de présenter des études de cas par pays ou par régions présentant la situation et le fonctionnement de tout ou partie du système financier, formel et informel.

### **Le secteur formel**

Malgré un mouvement assez général de libéralisation (voir chapitre Régulation), ces études révèlent la diversité des systèmes financiers dans les pays en développement, en particulier dans le degré d'implication du système public dans l'offre de services financiers et la définition du cadre économique, politique et institutionnel. La place de chacun des acteurs est variable, mais l'on retrouve cependant de grandes tendances.

Les banques commerciales fonctionnent selon des principes bancaires classiques (taux d'intérêt du marché, garanties, rentabilité des projets à financer...). Souvent localisées dans les villes, elles financent les activités industrielles, l'import-export, l'immobilier... Elles sont généralement peu concernées par le financement du monde rural et des petites unités économiques. En effet, ces secteurs représentent un financement trop coûteux relativement aux volumes octroyés, trop risqué, trop dispersé... L'Etat est parfois intervenu pour imposer qu'une part de leur portefeuille soit spécifiquement destinée à l'agriculture ou aux microentreprises (Philippines, Indonésie, Zimbabwe, Ghana...) mais cela s'est souvent soldé par des échecs (mauvais taux de remboursement) ou une faible application des contraintes.

Les banques de développement publiques, nous l'avons vu, ont souvent rencontré des difficultés à suivre leurs objectifs de départ. Un certain nombre d'innovations a cependant permis de consolider leurs structures lorsqu'elles ont pu s'appuyer sur le financement de filières bien organisées. C'est en particulier le cas des filières d'exportation encadrées par des sociétés nationales qui assurent la distribution des intrants (à crédit) et la commercialisation (associée aux remboursements). Les tentatives de décentralisation, souvent mises en oeuvre selon une approche "Top-down" ne sont cependant pas parvenues, en général, à créer des liens plus serrés entre l'institution et les clients. Pourtant, l'analyse de certaines expériences comme la Bri, en Indonésie, mérite d'être approfondie vu le succès avec lequel une banque publique a pu passer d'une situation de quasi-faillite financière en 1983-1984 à un fonctionnement rentable et efficace actuellement.

Les mouvements coopératifs ne constituent généralement pas un mouvement spontané issu d'organisations paysannes confrontées à des contraintes de production. Ils ont souvent été encouragés par les Etats (Kenya, Indonésie, Cameroun...) pour venir en appui au développement agricole et rural et peuvent offrir des services de crédit et parfois d'épargne. Les coopératives servent essentiellement d'instrument à la politique gouvernementale, à l'exemple des programmes d'appui pour la Révolution verte où elles sont chargées de la diffusion à crédit des paquets techniques (engrais, variétés à haut rendement...) et de l'appui technique. Cependant, comme au Cameroun, *"nombre des faiblesses relevées ont été mises au compte des "vices" de la tutelle étatique"* (Akpaca, 1992) et à l'heure actuelle, beaucoup des coopératives ont fermé ou sont intégrées dans un mouvement d'autonomisation, avec en particulier la définition de cadres légaux plus clairs.

Les banques rurales sont des structures souvent récentes que l'on retrouve dans les systèmes financiers les plus ouverts (Indonésie, Ghana, Nicaragua...) et qui reposent parfois sur des structures privées. Ce sont de petites unités locales qui fonctionnent selon des règles bancaires tout en mettant l'accent sur le service de proximité. De façon spontanée ou plus organisée, elles se sont généralement structurées en réseaux afin de consolider leur organisation, de gérer avec plus de souplesse et de rapidité leurs ressources financières, d'établir sur le long terme des relations plus sûres, de mettre en place des services communs, d'avoir plus de poids sur le marché interbancaire...

Le secteur intermédiaire est caractérisé par sa position entre le secteur formel et le secteur informel (Gentil et Fournier, 1993). L'Etat ou des organismes formels interviennent dans certaines étapes de la création ou du fonctionnement de ces systèmes mais des éléments de gestion quotidienne, ou les prises de décisions sont laissées à l'initiative d'acteurs privés, parfois informels. Ce secteur cherche à toucher la population exclue des systèmes financiers classiques par des techniques financières appropriées à leurs contraintes. Nous reviendrons plus en détail dans la partie sur les types de modèles de systèmes financiers de proximité sur leur mode de fonctionnement.

## **Le secteur informel**

Une attention particulière doit être accordée au secteur financier informel. Ce secteur est caractérisé par le fait que ses acteurs pratiquent une activité de type financier sans contrôle ni intervention directs de l'Etat. Il est parfois qualifié de secteur "autonome" (Gentil et Fournier, 1993) afin d'ôter toute connotation négative du terme informel qui pourrait se rapprocher de "hors-la-loi", nuance d'autant plus pertinente que l'attitude vis-à-vis de l'informel a largement évolué au cours du temps. Pendant longtemps, le secteur informel a



été négligé et rejeté du fait de taux d'intérêt et de pratiques que l'on jugeait usuraires. Les pratiques informelles, monopoles des prêteurs locaux, ne pouvaient se perpétuer que grâce aux lacunes du secteur formel qui exclut une grande partie de la population. Le "dualisme financier" (Germidis *et al.*, 1991) entre les deux secteurs était considéré comme le résultat de la répression et des carences du formel ou encore d'un dualisme intrinsèque aux structures de l'économie des pays en voie de développement. Les ménages sans garanties, ayant des besoins urgents, en l'occurrence les plus pauvres, étaient contraints de subir les conditions inacceptables des commerçants, des propriétaires fonciers, des détenteurs de capital.

Pourtant on a observé de façon assez générale que malgré le développement du secteur formel, l'informel garde une place non négligeable au sein de l'économie des ménages et des microentreprises. Son maintien a conduit à s'interroger plus spécifiquement sur sa nature. Or l'observation montre qu'il enregistre des taux de remboursement intéressants et que l'ensemble des couches sociales peut avoir recours à ses services.

Certaines formes classiques, dépassant le cadre des prêts "sociaux", sans intérêts, entre voisins ou dans la famille, ont été plus particulièrement étudiées.

Les tontines, fréquentes en Asie et en Afrique (Bouman, 1995 ; Lelart, 1995 ; Mayoukou, 1994...), réunissent régulièrement un petit groupe de voisins, d'amis, de microentrepreneurs qui déposent chacun un même montant. A chaque tour, un des membres reçoit la totalité des dépôts par tirage au sort, par décision des membres ou par enchères. Le nombre de tours est égal au nombre de membres de la tontine. Si l'objectif premier des tontines est souvent social, permettant des rencontres régulières au sein d'une communauté d'intérêt, elles peuvent aussi remplir une fonction économique et financière d'épargne et d'investissement en intégrant des règles économiques complexes telles que les enchères.

Les banquiers ambulants (Adéchoubou, 1996 ; Aryeetey, 1995) se déplacent chez leurs clients pour collecter l'épargne et octroyer de petits prêts. En règle générale, même le service d'épargne est payant puisque d'une part le banquier se déplace et d'autre part son service permet au déposant de sécuriser ses fonds vis-à-vis des risques de vol, de détérioration, et par rapport à la pression sociale qui l'obligerait à redistribuer à sa famille une partie de ses économies.

Dans les mises en gage de biens productifs (Dury *et al.*, 1996 ; Fukui, 1995...), le propriétaire du bien (terre, arbre, véhicule...) cède son droit d'usage au créancier pour la durée de l'emprunt. Le créancier exploite le bien comme il l'entend pendant la durée du prêt et récolte la production qui constitue les intérêts. Ce système correspond à une forme de placement financier pour les créanciers et un moyen d'obtenir des liquidités à partir d'un capital non liquide pour les débiteurs.



Les commerçants également, du fait du capital dont ils disposent, jouent souvent un rôle majeur dans les systèmes de prêts informels, soit en accordant des crédits à la consommation à partir de leur magasins, soit en fournissant des intrants, agricoles par exemple, et en assurant la commercialisation de la production en tenant compte des intérêts, soit en pratiquant l'achat sur pied des récoltes avant maturité, prenant en charge une partie des risques en fin de production.

Les acteurs du secteur informel, individus ou groupes, obéissent à des logiques d'ordres divers : logiques économiques (commerçants, liens entrepreneur-salariés...), logiques sociales (liens de voisinage, liens familiaux...), logiques culturelles (interdit religieux sur la perception d'intérêts monétaires chez les musulmans...). Les transactions financières sont complexes, mettant fréquemment en jeu des échanges de monnaies, de biens réels et de travail. Ces études amènent généralement à conclure que les caractéristiques de souplesse, de proximité, d'adéquation aux besoins des services informels confèrent des avantages mutuels aux prêteurs et aux emprunteurs. En particulier, le niveau des taux d'intérêt peut parfois se justifier compte tenu du type de service rendu et du coût d'opportunité de l'argent (Dury et Lapenu, 1996 ; Shibli, 1993).

On considère maintenant, étant donné sa richesse et son fonctionnement efficace, que l'informel peut offrir des références pour la mise en place de systèmes innovants (Srinivas, 1996) en particulier pour des systèmes d'information et d'incitation qui assurent de meilleurs taux de remboursement. Par ailleurs, il est possible d'envisager des liens avec ce secteur qui assurent une meilleure gestion des coûts puisque les fonctions de sélection, de distribution, de remboursement peuvent être déléguées à des institutions locales qui maîtrisent mieux les relations avec les clients.

D'une façon générale, on observe que les systèmes financiers s'orientent davantage vers un mouvement d'"approfondissement" (*financial deepening*), développant de nouvelles institutions, de nouveaux services. Les institutions sont alors davantage confrontées à la concurrence. Pourtant, l'image d'ensemble reste marquée par une forte segmentation des marchés, chaque type d'institution ayant tendance à servir un créneau spécifique de clients. Ainsi, des liens gagneraient sans doute à être établis, entre formel et informel, entre institutions bancaires surliquides et systèmes locaux ayant une faible capacité de mobilisation de l'épargne. Un certain nombre d'expériences ont été développées dans ce sens (Kropp, 1989 ; Seibel, 1996...).

L'analyse d'un système financier dans son ensemble permet de comprendre les conditions d'intervention des différents acteurs, le rôle de l'Etat, la dynamique des institutions. Dans ce cadre, il s'agit de conclure sur les risques, les limites et les perspectives du financement des petites unités économiques afin d'évaluer le mode de financement qui pourrait être le mieux adapté à leurs contraintes.

## Systèmes financiers par régions ou par pays

---

### Le financiamiento de la pequeña agricultura Chilena.

062

Aguilera N.

Debate Agrario

1996, (24) : 115-126

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; CREDIT AGRICOLE ; RISQUE ; ROLE DE L'ETAT ; EVALUATION ; CHILI

*Présentation* - L'auteur fait le point des risques et problèmes économiques auxquels sont confrontés les programmes de crédit destinés à la petite agriculture. Il propose une série d'outils de politique financière destinés à améliorer l'accès au crédit pour la petite agriculture chilienne, sans détériorer la viabilité financière des institutions qui participent à ces programmes (programmes de développement intégré ; appui technique ; étude du marché informel ; mécanismes de garanties...).

*Consultation* : Doc CIRAD

---

### Les systèmes de financement rural au Mali.

063

Akpaca M. ; Caugant G.

Paris (FRA) : CCCE, 1992. - 60 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; ROLE DE L'ETAT ; BANQUE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; MUTUALISME ; BNDA ; CVECA ; KAFO JIGINEW ; INFORMEL ; MALI

*Présentation* - Cette étude dresse le bilan du financement rural au Mali et analyse les conditions d'intervention des différents acteurs. Il fait partie d'une série d'études de cas réalisées par l'AFRACA (Association régionale du Crédit Agricole pour l'Afrique) et synthétisées par MF L'Hériveau (L'Hériveau, 1992).

*Consultation* : Doc DSFR

---

### Les systèmes de financement rural au Cameroun.

064

Akpaca M. ; Caugant G.

Paris (FRA) : CCCE, 1992. - 62 p.. - 2 vol.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; ROLE DE L'ETAT ; BANQUE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; MUTUALISME ; UNION DE CREDIT ; INFORMEL ; CAMEROUN

*Présentation* - Cette étude dresse le bilan du financement rural au Cameroun et analyse les conditions d'intervention des différents acteurs, à partir d'une revue de la littérature et des entretiens réalisés en mai 1992. Elle fait partie d'une série d'études de cas réalisées par l'AFRACA (Association régionale du Crédit Agricole pour l'Afrique) et synthétisées par MF L'Hériveau (L'Hériveau, 1992).

*Consultation* : Doc DSFR

---

---

**Farm Finance and Agricultural Development.**

065

Asian Productivity Organization

Tokyo (JPN) : APO, 1988. - 561 p.

*Mots-clés* : CREDIT AGRICOLE ; ETUDE DE CAS ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; ROLE DE L'ÉTAT ; INFORMEL ; ASIE

*Présentation* - Cet ouvrage fait la synthèse de réflexions menées au cours d'un séminaire ancien (1986) à Tokyo, mais qui dresse l'état du crédit agricole dans de nombreux pays asiatiques (Japon, Corée, Bangladesh, Chine, Fiji, Inde, Indonésie, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande) sur trois thèmes majeurs : état de l'art en matière de crédit rural en Asie et dans le Pacifique ; mobilisation de l'épargne rurale comme source de crédit ; mode de remboursement et défauts de paiement.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**On Financial Sector Reform and Development : a Case Study of Ghana.**

066

Bhatt V.V.

Savings and Development

1993, sup. (1) : 5-26

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; ETAPE DE LA LIBERALISATION ; INSTITUTIONNALISATION ; PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ; GHANA

*Présentation* - L'expérience du Ghana est intéressante à plusieurs points de vue : les années 1978-83 sont marquées par un déclin économique très rude qui affaiblit en particulier le système financier ; à partir de 1988, les ajustements structurels s'accompagnent d'une réforme du secteur financier ; le pays a ensuite bénéficié d'une croissance économique de 5-6% sur la période 1984-90. L'article décrit la réforme financière, analyse son impact sur le système financier, souligne les problèmes qui demeurent et cherche à tirer des leçons de cette expérience qui pourraient être utiles à d'autres pays en développement.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Institutions de financement du développement rural au Burkina-Faso.**

067

Bosh E. ; Zoundi S. ; Somda A. ; Bakyono X.

Ouagadougou (BFA) : Ambassade Royale des Pays-Bas, 1994. - n.p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; MARCHE FINANCIER RURAL ; BURKINA FASO

*Consultation* : PRAOC

---

**Financial Systems and Development in Africa.**

068

Callier P.

EDI Seminar Series

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1991. - 280 p.

*Mots-clés* : MARCHE FINANCIER ; ETUDE DE CAS ; AFRIQUE

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Bilan et perspectives du crédit rural en Afrique. Les systèmes de financement rural en Tunisie.**

069

Caugant G.

Paris (FRA) : AFRACA, CFD, Crédit Agricole, Coopération Française, ESF, 1992. - 63 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; ROLE DE L'ETAT ; AGRICULTURE ; BANQUE ; CREDIT AGRICOLE ; TUNISIE

*Présentation* - Cette étude dresse le bilan du financement de l'agriculture en Tunisie. L'auteur analyse le rôle de l'Etat et la place de la Banque Nationale Agricole, leader dans le financement de l'agriculture. Il conclut sur les perspectives d'évolution du financement agricole et rural et sur les réformes institutionnelles à mettre en oeuvre. Ce rapport fait partie d'une série d'études de cas réalisées par l'AFRACA (Association régionale du Crédit Agricole pour l'Afrique) et synthétisées par MF L'Héritau (L'Héritau, 1992).

*Consultation* : Ministère de la Coopération

---

**Initiative privée : qui finance quoi ?.**

070

Centre d'Information Mauritanien pour le Développement Economique et Technique

Nouakchott (MRT) : CIMDET, 1994. - 80 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; BANQUE ISLAMIQUE ; BANQUE ; ONG ; ROLE DE L'ETAT ; MAURITANIE

*Présentation* - Afin d'aider tous les investisseurs potentiels à débroussailler la question "Qui finance quoi", le CIMDET réalise une synthèse sous forme de fiches techniques présentant les banques et établissement de crédit, les ONG nationales et internationales, les programmes de coopération multi et bilatérale, les institutions publiques et para-publiques. Ces fiches présentent les activités, groupes cibles, procédures, secteurs financés, garanties exigées, zones d'intervention, projets à venir de chaque institution. Elles sont complétées par des entretiens auprès de responsables de ces institutions afin de préciser, du point de vue de ces intervenants, quel est le rôle des institutions, qui bénéficie des crédits, quel est l'état des lieux du système bancaire et quelles sont les perspectives.

*Consultation* : Ministère de la Coopération

---

**Prêter et emprunter. Pratiques de crédit au Mexique.**

071

Chamoux M. (ed.) ; Dehouve D. (ed.) ; Gouy-Gilbert C. (ed.) ; Lehalleur P. (ed.)

Paris (FRA) : Maison des Sciences de l'Homme, 1993. - 252 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; HISTOIRE ; ROLE DE L'ETAT ; INFORMEL ; MEXIQUE

*Présentation* - Les auteurs remontent au XVI<sup>e</sup> siècle pour présenter l'évolution historique du crédit rural au Mexique. Au XX<sup>e</sup> siècle, le système financier est unifié et centralisé, avec un rôle majeur de l'Etat qui intervient en particulier à travers le Banco Nacional Agropecuario (issu de la fusion des banques nationales en 1965) et le Banrural, créé en 1975 et destiné au crédit "social". Le secteur financier informel reste dynamique.

*Consultation* : IRAM

---

**Building a Modern Financial System, The Indonesian Experience.**

072

Cole D.C. ; Slade B.F.

Cambridge (GBR) : Cambridge University Press, 1996. - 452 p.

*Mots-clés* : PERFORMANCE ; MARCHE FINANCIER ; LIBERALISATION ; ETUDE DE CAS ; MACROECONOMIE ; MARCHE DES CAPITAUX ; INDONESIE

*Présentation* - Ce livre analyse les politiques qui peuvent conduire au développement d'un système financier moderne dans un pays immense et "relativement" sous-développé. L'étude couvre les différentes facettes du système financier, soulignant le rôle des autorités monétaires, la transition d'un système dominé par l'Etat à un système majoritairement privé et la récente croissance du marché des capitaux.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Analyse de la dynamique des micro et petites entreprises et de leurs dispositifs d'appui (Sénégal).**

073

Damais G. ; Hutin S.

Paris (FRA) : IRAM, GRET, 1995. - n.p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; PME ; ACEP ; COPARE ; PAMEC ; SENEGAL

*Présentation* - Cette étude de cas analyse les dispositifs d'appui aux petites entreprises au Sénégal (ACEP, COPARE, PAMEC) et prend en compte l'appréciation des entrepreneurs. Elle fait partie d'une synthèse à partir d'une étude comparée de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Kenya, du Ghana, du Congo et de Madagascar ("Petits entrepreneurs et dispositifs d'appui : la difficile rencontre").

*Consultation* : IRAM ; GRET

---

**Développement des marchés et instruments financiers en Afrique de l'Ouest.**

074

De Boissieu C.

Washington (USA) : Banque Mondiale, 1992. - 37 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; MACROECONOMIE ; MARCHE DES CAPITAUX ; ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ; UMOA ; REGLEMENTATION ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - Ce document est le rapport de synthèse d'un séminaire de politique générale sur le développement des marchés et des instruments financiers en Afrique de l'Ouest, tenu à Dakar au siège de la BCEAO en mai 1991. Ce rapport passe d'abord en revue la situation des secteurs financiers des pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine. Il synthétise ensuite les débats concernant les mesures qui permettraient de promouvoir le développement des marchés et instruments financiers dans la région en agissant sur l'environnement du système bancaire et financier. Il considère enfin les mesures relatives au secteur financier lui-même, à la politique monétaire, et au contrôle prudentiel.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Limitas y perspectivas del financiamiento rural local en Nicaragua.**

075

Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, 1993. - 30 p.

*Mots-clés* : MARCHE FINANCIER RURAL ; EVALUATION ; ETUDE DE CAS ; BANQUE RURALE ; NICARAGUA

*Présentation* - L'institut Nitlapàn (Centro de investigación, educación popular y desarrollo alternativo de la Universidad centroamericana) travaille sur un programme d'amélioration des capacités institutionnelles pour l'offre de services financiers aux petites unités rurales de production. Dans le cadre d'une mission d'appui, l'auteur fait le point du contexte financier rural (évolution institutionnelle, risques, interférences de la sphère politique) et analyse le fonctionnement du réseau des banques rurales. A partir des problèmes soulevés au niveau local comme au niveau national, il définit des propositions d'appui par l'institut Nitlapàn (promotion, structuration d'un réseau de banques locales, centre d'appui et de formation...).

*Consultation* : IRAM

---

**Evolution du système financier rural à Java.**

076

Dury S. ; Lapenu C.

Economie Rurale

1995, (227) : 34-43

*Mots-clés* : MARCHE FINANCIER RURAL ; ETUDE DE CAS ; LIBERALISATION ; TAUX D'INTERET ; INFORMEL ; INDONESIE

*Présentation* - Les auteurs présentent, après un rapide rappel historique, l'évolution du système financier rural indonésien. On observe la coexistence actuelle entre les secteurs formel et informel, malgré les effets de la libéralisation financière menée depuis le début des années 80 qui a conduit à un large développement des institutions financières formelles.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Crédit et développement rural en Amérique latine.**

077

FADES ; SOS Faim

Bruxelles (BEL) : Action pour le Développement, 1995. - n.p.

*Mots-clés* : MARCHE FINANCIER RURAL ; ETUDE DE CAS ; AMERIQUE LATINE

---



---

**Entreprise Finance in Kenya.**

078

Fafchamps M. ; Biggs T. ; Conning J. ; Srivastava P.

Regional Program on Entreprise Development. Africa Region  
Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1993. - 92 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; PME ; PERFORMANCE ;  
BANQUE ; INFORMEL ; ASSURANCE ; KENYA

*Présentation* - Les auteurs commencent par discuter dans une première partie les concepts à partir desquels la collecte de donnée et le projet de recherche sont organisés. Basés sur la théorie institutionnelle, ces concepts reposent sur les imperfection des marchés, le rôle des institutions, les contrats entre institutions et clients. Les résultats empiriques (enquêtes auprès de 244 entreprises) sont analysés dans une deuxième partie à partir de ces concepts (caractéristiques des institutions, utilisation du crédit et des assurances, nature des contrats). A partir de ces résultats, les auteurs s'efforcent de tirer des suggestions pour des interventions politiques.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Micro-Finance in Viet-Nam : a Collaborative Study Based upon the Experiences of NGOs, UN Agencies and Bilateral Donors.**

079

Johnson A.

Hanoi (VNM) : CGAP, UNDP, 1996. - 100 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; VIET NAM

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Analyse de la dynamique des micro et petites entreprises et de leur dispositif d'appui. (Cote d'Ivoire, Congo, Madagascar).**

080

Le Bissonnais A. ; Botzung M.

Paris (FRA) : IRAM, GRET, 1995. - n.p.

*Mots-clés* : PME ; ETUDE DE CAS ; CONGO ; COTE D'IVOIRE ; MADAGASCAR

*Présentation* - Cette étude de cas analyse les dispositifs d'appui aux petites entreprises en Côte d'Ivoire, au Congo et à Madagascar (PASI, FIDI...) et prend en compte l'appréciation des entrepreneurs. Elle fait partie d'une synthèse à partir d'une étude comparée de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Kenya, du Ghana, du Congo et de Madagascar ("Petits entrepreneurs et dispositifs d'appui : la difficile rencontre").

*Consultation* : IRAM ; GRET

---

---

**Les banques agricoles en Afrique de l'Ouest.**

081

Le Breton P.

Notes et Etudes

Paris (FRA) : CCCE. Caisse Centrale de Coopération Economique, 1989. - n° 24. - 55 p.

*Mots-clés* : ECHÉC ; BANQUE PUBLIQUE ; UMOA ; CREDIT AGRICOLE ; CNCA ; BNDA ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Présentation* - Devant la crise des structures officielles de crédit agricole en Afrique sub-saharienne et à un moment où bailleurs de fonds et gouvernements semblent disposés à reconsidérer leur politique en matière de crédit rural, il a paru intéressant de faire la synthèse des données et réflexions concernant les institutions concernées. Le choix des pays étudiés s'est effectué en fonction des informations disponibles. De ce fait, l'étude ne concerne que les banques agricoles des sept pays membres de l'UMOA (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) qui, entre 1967 et 1984, ont adopté la même solution institutionnelle. L'évaluation des banques agricoles a été menée autour de deux axes principaux : leur capacité à répondre aux besoins de crédit du monde rural et leur viabilité financière. L'analyse de leur fonctionnement et de leur activité met en évidence l'inadaptation du modèle institutionnel qui se révèle incapable de répondre aux besoins de crédit du milieu rural : leurs procédures sont lourdes et inefficaces, les types de crédit sont trop peu diversifiés, leurs interventions sont polarisées sur le financement des sociétés publiques.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Les systèmes de financement rural au Zimbabwe.**

082

Lescure G. ; Nallatamby P.

Séminaire d'Harare (ZWE) ; 23-25 novembre 1992

Paris (FRA) : AFRACA, CFD, Crédit Agricole, Coopération Française, ESF, 1992. - 60 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; ROLE DE L'ETAT ; BANQUE ; COOPERATIVE ; INFORMEL ; ZIMBABWE

*Présentation* - Cette étude dresse le bilan du financement rural au Zimbabwe et analyse les conditions d'intervention des différents acteurs. Elle fait partie d'une série d'études de cas réalisées par l'AFRACA (Association régionale du Crédit Agricole pour l'Afrique) et synthétisées par MF L'Héritau (L'Héritau, 1992).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Les systèmes de financement rural au Kenya.**

083

Lescure G. ; Nallatamby P.

Séminaire d'Harare (ZWE) ; 23-25 novembre 1992

Paris (FRA) : AFRACA, CFD, Crédit Agricole, Coopération Française, ESF, 1992. - 51 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; ROLE DE L'ETAT ; BANQUE ; COOPERATIVE ; KENYA

*Présentation* - Cette étude dresse le bilan du financement rural au Kenya et analyse les conditions d'intervention des différents acteurs, à partir d'une revue de la littérature et des entretiens réalisés en juin 1992. Elle fait partie d'une série d'études de cas réalisées par l'AFRACA (Association régionale du Crédit Agricole pour l'Afrique) et synthétisées par MF L'Héritau (L'Héritau, 1992).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Les systèmes de financement rural au Ghana.**

084

Lescure G. ; Nallatamby P.

Séminaire d'Harare (ZWE) ; 23-25 novembre 1992

Paris (FRA) : AFRACA, CFD, Crédit Agricole, Coopération Française, ESF, 1992. - 47 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; ROLE DE L'ETAT ; BANQUE ; BANQUE RURALE ; COOPERATIVE ; INFORMEL ; GHANA

*Présentation* - Cette étude dresse le bilan du financement rural au Ghana et analyse les conditions d'intervention des différents acteurs, à partir d'une revue de la littérature et des entretiens réalisés en mai 1992. Elle fait partie d'une série d'études de cas réalisées par l'AFRACA (Association régionale du Crédit Agricole pour l'Afrique) et synthétisées par MF L'Hériveau (L'Hériveau, 1992).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Le financement alternatif. Le cas des micro-entreprises et des associations de producteurs des pays andins.**

085

Lessafre D. (ed.) ; Mees M. (ed.) ; Necochea W. (ed.)

Action pour le développement

Bruxelles (BEL) : RAFAD, SOS-FAIM, 1993. - 94 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; INFORMEL ; MUTUALISME ; ONG ; BANQUE ; PME ; SECTEUR PRIVE ; AMERIQUE LATINE

*Présentation* - Devant les situations difficiles vécues par les pays andins, tant du point de vue politique que du point de vue économique, de nombreuses initiatives privées, représentatives du dynamisme de la société civile, ont appliqué des mécanismes financiers innovateurs au service de l'économie populaire. Cet ouvrage est la synthèse d'un atelier de travail qui a eu lieu à Quito en octobre 1992 avec une vingtaine d'associations des pays andins qui ont pu confronter leurs expériences. Leurs démarches diversifiées ont démontré une efficacité certaine et prouvé qu'il était possible de concilier une logique financière avec une logique sociale.

*Consultation* : GRET

---

**Les finances populaires au Mexique.**

086

Mansells C.

Mexico (MEX) : Milenio, 1995. - n.p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; MEXIQUE

*Consultation* : IRAM

---

**Rôle du crédit agricole dans le développement de l'agriculture en Indonésie. Cas d'étude à Java Est.**

087

Martodidjojo Thohari E.

Thèse universitaire

Montpellier (FRA) : Montpellier I, 1991. - 256 p.

*Mots-clés* : HISTOIRE ; ETUDE DE CAS ; CREDIT AGRICOLE ; BANQUE PUBLIQUE ; BANQUE REGIONALE ; INFORMEL ; BRI ; INDONESIE

*Présentation* - Cette thèse fait le bilan du financement agricole en Indonésie à partir de l'étude du mode de fonctionnement des institutions formelles et informelles de Java Est. L'auteur analyse l'intérêt des populations locales pour les différents organismes de crédit et les facteurs limitants du bon fonctionnement de ces institutions.

*Consultation* : INRA ; Doc CIRAD



---

**Systèmes financiers en Afrique subsaharienne. Etude comparative.**

088

Popiel P.A.

Documents de synthèse de la Banque Mondiale

Washington, D.C. (USA) : Banque Mondiale, 1995. - n° 260F. - 95 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; MACROECONOMIE ; MARCHE FINANCIER ; EVALUATION ; COMPARAISON ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - Cette étude compare la performance de 11 systèmes financiers de l'Afrique subsaharienne (pays hors UMOA et pays de l'UMOA) durant les années 80 et le début des années 90. La comparaison porte principalement sur quatre domaines : la gestion monétaire, la performance du secteur bancaire, le développement des marchés financiers, et les mécanismes et instruments financiers informels. Dans le programme d'action pour l'avenir, le rapport tire des conclusions et formule des recommandations qui sont applicables aux systèmes financiers de la plupart des pays subsahariens.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**A Worldwide Inventory of Microfinance Institutions.**

089

Sustainable Banking with the Poor

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1996. - 67 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; FEMME ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; AFRIQUE ; AMÉRIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - L'objectif de cet inventaire est de présenter une image instantanée des systèmes de microfinance dans le monde selon trois critères : services de micro financement, plus de 1000 clients et apparu en 1992 ou avant. Il s'agit d'offrir une liste (incomplète) d'institutions et de fournir les caractéristiques de base des institutions qui ont répondu au questionnaire de la Banque Mondiale. Les données étant fournies par les institutions, l'étude ne peut cependant pas analyser des données indépendamment vérifiées sur la comptabilité ou les performances financières. Elle souligne des tendances par type d'institutions (banques, unions de crédit, ONG, banques d'épargne) ou par régions (Asie, Amérique Latine, Afrique) sur le nombre de clients touchés, la composition du portefeuille, la mobilisation de l'épargne, la place des femmes, les prêts à des groupes...

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Les sources de financement et les besoins en crédit des paysans, Programme Fleuve Rouge, Viet-Nam.**

090

Thai B.T.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1996. - 80 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; DEMANDE ; INFORMEL ; VIET NAM

*Présentation* - Depuis 1992, le Programme Fleuve Rouge a implanté des caisses de crédit rural solidaire dans le Nord Viet-Nam. Ce projet a pour ambition de tester un système de crédit complémentaire à la Banque Agricole, destiné aux plus pauvres. Pourtant, depuis 1994 le marché des capitaux à la campagne évolue rapidement. Une série d'organisations financières officielles (Banque des Pauvres, caisses de crédit populaire, caisses de crédit rural, associations des vétérans, des femmes...) et non officielles (associations volontaires, organisation du lignage, usuriers...) se sont créées. Face au développement d'organisations de financement variées, certaines questions restent en suspend : les besoins en crédit des paysans sont-ils couverts par les sources de financement qui existent ? Quels sont les comportements des paysans vis-à-vis des sources de crédit ? Le mémoire étudie les formes de crédit existantes et cherche à analyser les besoins de crédit des paysans classés par type selon l'âge du chef de famille et la structure du ménage (Tchayanov).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Le secteur informel et les institutions de micro-financement en Afrique de l'Ouest.**

091

Webster L. (ed.) ; Fidler P. (ed.)

Washington, D.C. (USA) : Banque Mondiale, 1995. - 333 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; ONG ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Présentation* - Présentation des secteurs informels par pays ; Evaluation d'une sélection d'institutions de micro-financement pour le Burkina : Sahel Action et Caisses populaires.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Sources and Terms of Credit for the Rural Poor in the Gambia.**

092

Zeller M. ; Von Braun J. ; John K. ; Puetz D.

Savings and Development

1994, sup. (1/2) : 167-186

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; OFFRE/DEMANDE ; ASSURANCE ; DEMANDE ; ECONOMIE DES MENAGES ; GAMBIE

*Présentation* - Sur la base d'un modèle de ménage, l'article examine les bénéfices potentiels que l'offre de services financiers apporterait pour la production et les investissements mais aussi pour la consommation des ménages ruraux. A la lumière de la demande diversifiée pour les services financiers, les sources de crédit et les options pour l'épargne sont passées en revue. L'accent est mis sur l'identification des différents types de crédit, d'épargne ainsi que les formes d'assurance qui leur sont associés et qui sont offerts par les secteurs informels mais jusqu'ici négligés par le secteur formel. Le papier met l'accent sur le besoin de produits financiers plus diversifiés et qui répondent mieux à la demande hétérogène de ces ménages en termes de crédit, d'épargne et de services d'assurance.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

## Le système informel

---

### Finance informelle dans les pays en développement.

093

Adams D.W. ; Fitchett D.A.

Lyon (FRA) : Presses Universitaires de Lyon, 1994. - 392 p.

Mots-clés : INFORMEL ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; THEORIE FINANCIERE ; AFRIQUE ; ASIE

*Présentation* - A travers un grand nombre d'étude de cas (Gambie, Cameroun, Somalie, Niger, Sri Lanka, Thaïlande, Nouvelle Guinée, Philippines, Japon, Inde, Indonésie), les auteurs font le point de l'évolution des connaissances sur le financement informel et les leçons qui peuvent être tirées de ces systèmes.

*Consultation* : Doc DSFR (version anglaise)

---

### Les banquiers ambulants au Bénin.

094

Adéchoubou M.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 59-68

Mots-clés : INFORMEL ; BANQUIER AMBULANT ; BENIN

*Présentation* - Le Bénin est un terrain privilégié de la finance informelle, surtout dans sa partie méridionale où le secteur est en pleine expansion. C'est à la faveur de la crise socio-économique de la fin des années 80 avec son cortège de liquidation des banques que la vitalité des marchés financiers informels a été mise en exergue. Dans les zones rurales et urbaines au Bénin, les études disponibles indiquent que l'appartenance au secteur financier informel touche plus de 80% de la population. Parmi la diversité de la finance informelle, le cas des banquiers ambulant illustre bien l'inventivité de ce secteur et ses "règles spécifiques". L'auteur développe les origines et les caractéristiques principales de ces banquiers, leur clientèle, l'organisation du travail, leurs activités économiques et revenus et leurs rapports avec l'environnement.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

### Pratiques financières informelles en Casamance (Sénégal) : à propos des boutiquiers garde-monnaie et des tontines de marché.

095

Akpaca M.

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1994. - n° 94/37. - 95 p.

Mots-clés : INFORMEL ; TONTINE ; FEMME ; GARDE-MONNAIE ; INTERMEDIATION FINANCIERE ; CREDIT A LA CONSOMMATION ; SENEGAL



*Présentation* - A Ziguinchor (Sénégal), les tontines organisées sur les places de marché sont essentiellement constituées de femmes. Ces tontines fonctionnent en dehors d'idéaux associatifs ou communautaires, et sous la houlette de responsables dont le rôle apparaît souvent déterminant. A partir d'une enquête menée sur trois grands marchés de la ville, l'auteur analyse les structures, caractéristiques financières et conditions d'administration des tontines, les retombées d'ordre commercial, productif et social et les cas de participations multiples. En ce qui concerne les boutiquiers de quartier, ils assument trois fonctions : la réception de dépôts, l'octroi de petits prêts d'argent sans intérêt et l'offre de crédit à la consommation sous forme de "bons". L'auteur s'interroge sur la nature de l'intermédiation financière assurée par ces garde-monnaie.

*Consultation* : GRET

---

**Savings Collectors and Financial Intermediation in Ghana.** 096

Aryeetey E. ; Steel W.F.

Savings and Development

1995, 19 (2) : 191-212

*Mots-clés* : INFORMEL ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; BANQUIER AMBULANT ; GHANA

*Présentation* - Les "banquiers ambulants" jouent un rôle important dans la mobilisation de l'épargne des ménages et des micro-entreprises et offrent de bonnes possibilités d'intermédiation financière à certains pays d'Afrique. Les épargnants sont prêts à payer pour la commodité et la sécurité qu'offrent les collecteurs qui se rendent sur leur lieu de travail et qui accumulent leur épargne quotidienne sur un mois et parfois davantage. Les collecteurs consentent quelque fois des avances mais leur capacité de prêt est gravement limitée faute de capitaux et d'accès au crédit. Ce système informel évolue grâce aux liaisons avec le système bancaire formel qui accroîtrait l'aptitude des collecteurs d'épargne à servir d'intermédiaires et à l'application de leurs méthodes par des institutions semi-formelles.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Analyse du risque et réintermédiation de l'épargne en Afrique subsaharienne.** 097

Bloy E. ; Mayoukou C.

Note de recherche

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1994. - n° 94/38. - 22 p.

*Mots-clés* : PME ; EVALUATION ; INTERMEDIATION FINANCIERE ; INFORMEL ; PROXIMITÉ ; RISQUE ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - La réflexion porte sur les modalités de réintermédiation de l'épargne informelle. La recherche s'oriente dans deux voies : une détermination du risque adaptée au contexte local (sources de risques, spécificité du risque des PME africaines) et une analyse en termes de proximité et de confiance afin de déterminer les institutions ou combinaison d'institutions les plus aptes à distribuer l'épargne collectée.

*Consultation* : GRET

---

---

**Rotating and Accumulating Savings and Credit Associations : a Development Perspective.**

098

Bouman F.J.A.

World Development

1995, 23 (3) : 371-384

*Mots-clés* : TONTINE ; INFORMEL ; INNOVATION ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE

*Présentation* - Les groupes d'entraide dans les pays en développement sont généralement de deux types : d'une part, les "associations rotatives de crédit et d'épargne" (ROSCA) et d'autre part, les "associations accumulatives de crédit et d'épargne" (ASCRA), où l'épargne, plutôt que d'être immédiatement redistribuée à l'un des membres, est accumulée afin d'accorder un prêt pour un but spécifique (frais de scolarité, cérémonie, événement...). L'auteur compare les deux groupes et souligne les différences et les similitudes. Il observe que les efforts pour rectifier les limites des ROSCAS ont conduit à des innovations qui donnent lieu à des formes hybrides conservant les avantages des deux formes et en constante adaptation aux changements de leur environnement.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Proximité, diffusion de l'innovation et intermédiation tontinière : cas des grands marchés de Pointe-Noire.**

099

Dirat J.R. ; Makaya A.

Note de recherche

Paris (FRA) : AUELF-UREF, 1994. - n° 94/44. - 39 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; TONTINE ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; CONFIANCE ; PROXIMITÉ ; CONGO

*Présentation* - Pour parer aux difficultés quotidiennes et faire prospérer leurs affaires, de jeunes micro-entrepreneurs recourent aux services tontiniers. La migration des populations ouest-africaines, la jeunesse et le niveau appréciable du "capital humain" sont au nombre des facteurs qui ont favorisé la diffusion des innovations tontinières. Une autre raison du succès de la mobilisation des ressources est la confiance dont les proximités professionnelles, culturelles et géographiques sont les fondements essentiels.

*Consultation* : GRET

---

**Durian trees (*Durio zibethinus* Murr.) in Javanese Home Gardens : their Importance in Informal Financial Systems.**

100

Dury S. ; Vilcosqui L. ; Mary F.

Agroforestry Systems

1996, (33) : 215-230

*Mots-clés* : INFORMEL ; GARANTIE ; ARBRE ; GAGE ; ECONOMIE DES MENAGES ; ENQUETE MENAGE ; TAUX D'INTERET ; COUT ; INDONESIE

*Présentation* - La place des agroforêts javanaises (home garden) dans le budget des ménages décroît par suite du développement global et de la diversification croissante des activités. On observe un phénomène de concentration et, seuls les ménages riches en patrimoine possèdent des agroforêts. Une grande partie de ces ménages rencontre cependant des difficultés de trésorerie. Un des moyens de s'affranchir de cette contrainte consiste à emprunter contre la mise en gage (gadaï) d'arbres des agroforêts. Le coût de l'emprunt correspond à la production de l'arbre qui revient au prêteur pendant la durée du prêt. L'article porte sur l'analyse de 80 contrats oraux de gadaï portant sur l'arbre Durian, compare les modalités de ce prêt aux autres opportunités offertes aux ménages et cherche à comprendre la logique du gadaï.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**The Role of Land Pawning in Securing Loans : the Case of Sangla in the Philippines.** 101

Fukui S.

Developing Economies

1995, 33 (4) : 397-409

*Mots-clés* : GAGE ; INFORMEL ; GARANTIE ; PHILIPPINES

*Présentation* - L'auteur décrit un système de mise en gage des terres agricoles (rizières) pour l'obtention de prêts. Les droits de cultiver sont transférés au prêteur. L'analyse porte sur les coûts, et compare ce système avec d'autres systèmes de gestion de la terre.

---

**Systèmes financiers et développement : quel rôle pour les secteurs financiers formel et informel ?.** 102

Germidis D. ; Kessler D. ; Meghir R.

Paris (FRA) : OCDE, 1991. - 276 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; DUALISME FINANCIER ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; ACCES AU CREDIT ; PERFORMANCE ; MACROECONOMIE

*Présentation* - Dans la plupart des pays en développement, les systèmes financiers se caractérisent par la coexistence et le fonctionnement parallèle des secteurs financiers formel et informel, situation désignée par le terme "dualisme financier". Deux thèses sont généralement avancées pour expliquer ce dualisme : le secteur financier informel serait une réponse aux carences et à la réglementation excessive du secteur formel, ou bien le secteur formel se heurterait au dualisme structurel des économies en développement plus qu'il ne l'engendrerait. Sur la base d'études détaillées menées dans 12 PVD sur trois continents, les auteurs développent l'idée que c'est plutôt dans une conjugaison des deux analyses précédentes qu'il faut rechercher les causes du dualisme ; ils cherchent de là à définir des voies et des moyens pour réduire ce dualisme, préjudiciable au développement par ses effets sur les processus d'accumulation et de répartition des ressources. Ils préconisent en particulier l'établissement de liens entre les deux secteurs permettant de mettre en place un environnement économique plus équilibré.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD



---

**Tontines et banques au Cameroun : les principes de la société des amis.** 103

Henry A. ; Tchente G.H. ; Guillaume-Dieumegard P.

Economie et Développement

Paris (FRA) : Karthala, 1991. - 164 p.

Mots-clés : INFORMEL ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; TONTINE ; CAMEROUN

*Présentation* - A travers diverses sources d'information (littérature, témoignages, enquêtes, participation directe d'un des auteurs), les auteurs décrivent le fonctionnement des tontines bamiléké du Cameroun. Ils étudient leur rôle dans le développement et cherchent à analyser les déterminants du succès des tontines qui pourraient être mis à profit par les banques modernes pour améliorer leur efficacité (personnalisation des liens, fréquence, parrainage...).

*Consultation* : INRA ; Doc CIRAD

---

**Linking Self-Help Groups and Banks in Developing Countries.** 104

Kropp E. ; Marx M.T. ; Pramod B. ; Quinones B.R. ; Seibel H.D.

Eschborn (DEU), Bangkok (THA) : GTZ, APRACA, 1989. - 151 p.

Mots-clés : MARCHÉ FINANCIER ; INFORMEL ; LIENS FORMEL/INFORMEL

*Présentation* - La GTZ (Agence de coopération allemande) et l'APRACA (Asian and Pacific Regional Agricultural Credit Association) exposent ici les principes à mettre en oeuvre pour créer des liens entre les banques formelles et les groupes d'entraide (Self-help group) représentés en majorité par les associations rotatives d'épargne et de crédit de type tontines ou les associations de micro-entrepreneurs. Partant du mode d'organisation de ces groupes et du fonctionnement des marchés financiers, ils analysent quelles peuvent être la nature des liens et la façon de les mettre en oeuvre. Ils définissent alors un cadre conceptuel pour les aspects techniques et sociaux de ces constructions.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Tontines africaines et tontines asiatiques.** 105

Lelart M.

Document de recherche

Orléans (FRA) : Institut Orléanais de Finance, 1995. - 22 p.

Mots-clés : TONTINE ; INFORMEL ; AFRIQUE ; ASIE

*Présentation* - Les tontines sont restées longtemps un phénomène méconnu. Elles sont pourtant présentes dans quelques pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine et beaucoup plus généralement en Afrique et en Asie. Elles présentent partout les mêmes caractéristiques qui tiennent à ce que les relations personnelles entre les membres sont particulièrement étroites. De là, s'ensuit leur grande souplesse et leurs pratiques financières originales. L'auteur présente l'origine des tontines, leur vocation, le système des enchères, leur organisation et leur statut. L'analyse des tontines débouche sur la question de la politique à adopter, notamment en Afrique où elles tiennent toujours une large place dans les comportements d'épargne et les mécanismes de crédit. L'expérience des tontines asiatiques peut être à cet égard d'un grand intérêt.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**L'évolution de la finance informelle au Bénin.**

106

Lelart M.

Document de recherche

Orléans (FRA) : Institut Orléanais de Finance, 1997. - n° 2-1997/2EI. - 28 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; TONTINE ; BANQUIER AMBULANT ; INNOVATION ; ZONE URBAIN ; BENIN

*Consultation* : Doc DSFR

---

**La tontine ; pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en développement.**

107

Lelart M. (ed.)

Collection Sciences en marche, UREF

Paris (FRA) : John Libbey Eurotext, 1990. - 368 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; TONTINE

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Le système des tontines en Afrique. Un système bancaire informel.**

108

Mayoukou C.

Logiques économiques

Paris (FRA) : L'Harmattan, 1994. - 143 p.

*Mots-clés* : PERFORMANCE ; INFORMEL ; INTERMEDIATION FINANCIERE ; MOBILISATION DE L'EPARGNE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; TONTINE ; RECIPROCITE ; CONGO

*Présentation* - Quels sont les déterminants de l'efficacité du secteur financier informel tontinier dans la mobilisation et l'allocation des ressources en Afrique subsaharienne ? En partant du cas du Congo, l'auteur met en exergue l'ampleur de la tontinisation de l'économie et la raison d'être de l'accélération du phénomène au cours des années 80. Il montre ensuite le caractère non marchand de l'intermédiation tontinière, en particulier la prédominance de la réciprocité circulaire comme mécanisme d'allocation des ressources. Cette réciprocité et son corollaire, le don contre dons, sont les ressorts du paradoxe du système tontinier par rapport à la logique bancaire formelle. L'auteur montre enfin comment, par le biais des innovations de produits le système des tontines accélère la vitesse de circulation de la monnaie fiduciaire et permet de contourner les pénuries de liquidité. Grâce à leur logique de coordination reposant sur des mécanismes tels que la proximité et la confiance, les tontines gèrent efficacement les risques de défaut et réduisent voire éliminent le risque moral, ce qui renforce leurs performances dans la mobilisation et l'allocation des ressources.

*Consultation* : Ministère de la Coopération

---

---

**Forging Collaboration Between Formal and Informal  
Financial Markets : Some Thoughts.**

109

Nwanna G.I.

Savings and Development

1994, 18 (3) : 323-334

*Mots-clés* : INFORMEL ; LIENS FORMEL/INFORMEL

*Présentation* - Cette communication explore les voies visant à promouvoir la collaboration et l'union entre les marchés financiers formel et informel. L'importance de ces liens provient du fait que dans la plupart des pays en développement malgré l'existence de nombreuses institutions informelles et leur rôle actif dans la mobilisation et l'allocation des ressources, peu d'entre elles ont des liens avec les institutions formelles. Les services en zones rurales pourraient être développés selon cette voie.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Le financement informel de la pêche dans le Delta central  
du Niger (Mali).**

110

Rey H.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (35) : 35-49

*Mots-clés* : INFORMEL ; PECHE ; MALI

*Présentation* - Face à la crise économique et sociale que subit le secteur de la pêche, activité traditionnelle dans le Delta du Niger au Mali, des projets de développement sont ainsi mis en place en appui aux pêcheurs pour le financement de leur activité. Cependant, le bilan de ces opérations de financement semi-formel s'est révélé négatif. Il a de plus mis en évidence la permanence des circuits de financement informel qui lient les pêcheurs aux fournisseurs de leur matériel. Une étude des circuits de financement informel de la filière pêche est réalisée pour mettre en évidence les points de blocage de la dynamique du système. Cette étude s'appuie sur l'analyse des pratiques informelles de financement et de la structure de financement des unités budgétaires. Elle présente les modes de financement de l'activité des pêcheurs mais aussi des fournisseurs en amont, puis elle identifie les circuits de refinancement des différents acteurs de la filière. L'auteur conclut sur l'importance des formes de financement informel (prêts familiaux et crédit fournisseur) pour la filière pêche dans le Delta. La finance informelle comporte en effet de nombreux avantages et ne représente en aucun cas une source de dépendance pour les pêcheurs. Il apparaît toutefois une contrainte en termes de disponibilité en crédit qui interroge sur la réelle efficacité économique d'un tel processus de financement endogène par rapport à d'autres systèmes financiers.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---



---

**Epargne et liens sociaux. Etudes comparées d'informalités financières.** 111

Servet J.M. (ed.)

Cahiers "Finance, éthique, confiance"

Lyon (FRA) : Association d'Economie Financière, 1995. - 295 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; EPARGNE ; MOBILISATION DE L'EPARGNE ; TONTINE ; FEMME ; BANQUE DE CEREALES ; DUALISME FINANCIER ; SOCIOLOGIE ; HISTOIRE ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE ; EGYPTTE ; ETHIOPIE ; MALI ; NIGER ; SENEGAL ; TCHAD

*Présentation* - Cet ouvrage collectif traite des fondements socio-culturels et historiques des pratiques financières informelles, puis les modes informels d'épargne et de prêts sont analysés du point de vue économique. Différents cas sont ensuite présentés au Sénégal, au Niger, au Mali et au Tchad. Au Nord, de nouvelles solidarités financières s'établissent également. En conclusion, les auteurs rejettent l'hypothèse de la répression et du dualisme financiers, et développent celle de la mise en avant du fondement culturel de la rationalité des pratiques financières informelles.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Usufructuary Mortgages in Rural South Asia Economies : Collateral Valuation and Internal Rates.** 112

Shibli M.A.

American Journal of Economics and Sociology

1993, 52 (2) : 167-181

*Mots-clés* : GAGE ; GARANTIE ; INFORMEL ; TAUX D'INTERET ; COUT ; ASIE

*Présentation* - L'auteur analyse le fonctionnement d'un système de mise en gage de terre pour l'obtention de prêts. Il évalue les taux d'intérêt implicites et les compare aux coûts d'opportunité des prêteurs afin de comprendre leur niveau élevé.

---

**Informal Credit Markets and Economic Development in Taiwan.** 113

Shui-Yan T.

World Development

1995, 23 (5) : 845-855

*Mots-clés* : INFORMEL ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; PME ; LIBERALISATION ; TAIWAN

*Consultation* : Doc DSFR

---

**A Continuum of Informality of Credit : What can Informal Lenders Teach Us ?.** 114

Srinivas H. ; Higuchi Y.

Savings and Development

1996, 20 (2) : 203-220

*Mots-clés* : INFORMEL

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Some Lessons from Informal Financial Practices in Rural Tanzania.**

115

Temu A.E. ; Hill G.P.

Savings and Development

1994, sup. (1/2) : 141-166

*Mots-clés* : INFORMEL ; EPARGNE EN NATURE ; CONFIANCE ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; CREDIT A LA CONSOMMATION ; TANZANIE

*Présentation* - Cet article explore les pratiques informelles rencontrées en Tanzanie dans la région du Kilimanjaro. L'objectif est d'identifier des caractéristiques opérationnelles des pratiques informelles qui puissent avoir des implications pour le développement des institutions formelles. Des données d'enquêtes montrent que les populations rurales résolvent leurs problèmes financiers par le recours aux moyens informels : épargne sous forme de stocks de récoltes ou de bétail à faible rendement mais résistant ; prêts informels, en nature ou en argent, entre amis, familles ou voisins. Différentes pratiques sont détaillées. Les leçons pour la finance formelle portent sur l'observation de la capacité et de la volonté d'épargner des populations rurales, les relations étroites entre prêteurs et emprunteurs, la confiance établie dans les transactions, le rôle joué par les leaders traditionnels dans l'accomplissement des accords, les mesures sévères prises contre les mauvais payeurs, l'adaptation aux besoins exprimés par le demandeur et l'importance du crédit à la consommation.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**L'arbre, support de garantie dans un système de crédit informel indonésien : le Gadai.**

116

Vilcosqui L.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1994. - 68 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; GARANTIE ; GAGE ; ARBRE ; TAUX D'INTERET ; ENQUETE MENAGE ; BENEFICIAIRE ; INDONESIE

*Présentation* - L'étude porte sur un système de prêt informel en Indonésie, le gadai qui consiste à mettre en gage un bien productif (ici l'arbre Durion) contre une somme d'argent. Le prêteur bénéficie, comme intérêt, de la production du bien (les fruits du Durion) tant que le prêt n'est pas remboursé. Le travail a consisté à enquêter sur un village de Java Ouest l'ensemble des prêteurs et emprunteurs (140 personnes, soit environ 70 mises en gage) participant à ce système afin de comprendre comment le Gadai fonctionne, comment sont déterminés les montants prêtés et quel taux d'intérêt implicite cela peut représenter.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

## Le diagnostic préalable



## **Le diagnostic précédant la mise en œuvre d'un nouveau système ou d'un nouveau service**

La plupart des références bibliographiques retenues dans cette partie présentent des études de cas, des exemples de diagnostics effectués dans telle ou telle zone du monde. Les objectifs et les méthodes adoptées pour ces démarches de diagnostic peuvent être "lus en filigrane" de chaque étude de cas, mais peu parmi ces références offrent une réflexion construite sur le pourquoi et le comment de la démarche de recherche-développement que constitue l'étape du diagnostic. Cette introduction a donc pour objectif de pallier à ce manque en proposant une synthèse rapide articulée autour des trois questions principales que se pose un opérateur de développement en phase initiale de son travail :

- Quel est l'intérêt d'investir dans une phase de diagnostic ?
- Comment réaliser ce diagnostic ?
- Qui va faire le diagnostic ?

### **Pourquoi investir dans une phase de diagnostic ?**

Les méthodes de diagnostic utilisées, et le degré d'approfondissement de l'analyse, dépendent de l'étape de mise en œuvre, mais aussi et avant tout du type de système financier adopté : les systèmes de crédit fondés sur l'apport d'une garantie matérielle qui limite le risque de défaillance du client, peuvent se contenter d'une connaissance relativement superficielle de leur clientèle ; par contre, les systèmes de microfinancement fondés sur une garantie sociale ont intérêt à investir dans la recherche d'une connaissance approfondie de leurs bénéficiaires. Les objectifs et méthodes de diagnostic exposés ici correspondent à cette seconde option.

La démarche de diagnostic peut intervenir à différentes étapes de la mise en œuvre d'un système de microfinancement : en préalable à sa mise en place, mais aussi en préparation de phase d'expansion, ou encore pour résoudre un problème posé au système (retards de remboursement, concurrence avec d'autres systèmes, etc...). Dans les deux derniers cas, la démarche de diagnostic peut s'insérer dans celle du suivi-évaluation (voir plus loin).

Le diagnostic préalable a pour objectif d'analyser :

- les besoins de financement et les contraintes qui limitent la capacité de développement des ménages ;

— les conditions globales du développement dans la zone où vit la population ciblée par le système de microfinancement : conditions agro-écologiques, économiques, sociales, institutionnelles...

La connaissance préalable ainsi acquise permettra à l'opérateur :

— d'identifier son public cible ( "pauvres", femmes, jeunes, ou entrepreneurs...), ses activités actuelles, ses stratégies de développement, ses contraintes, ses besoins de financement ;

— d'identifier les activités à financer : rentabilité, potentiel des marchés, contraintes, etc. ;

— d'adapter le système de microfinancement au public et aux activités ciblées (modalités de crédit, formes de garantie, place de l'épargne...) ;

— de mettre éventuellement en place des services d'appui destinés à consolider l'action du système de financement : appui technique, prophylaxie vétérinaire, alphabétisation...(ces services pouvant être soit directement liés au système de microfinancement, soit pris en charge parallèlement par d'autres opérateurs) ;

— de raisonner les conditions de la durabilité du système de microfinancement, en fonction de la densité de la population et des activités économiques ciblées, des coûts de transaction qui en découlent, du risque qui est pris par le système, de ses perspectives d'expansion...

## **Comment réaliser le diagnostic ?**

La démarche de diagnostic peut être organisée en trois étapes, successives, parallèles ou imbriquées selon les moyens mobilisés et l'état de la connaissance du milieu déjà disponible. Les méthodes présentées pour chaque étape peuvent être déclinées en techniques d'analyse rapide ou plus approfondie, mais plus longue.

L'analyse régionale (ou locale) est la porte d'entrée privilégiée par de nombreuses démarches de diagnostic. Elle doit mettre en évidence les principales composantes de la dynamique de développement de la zone dans laquelle le système financier veut s'implanter. Elle s'articule autour de quatre pôles majeurs :

— le diagnostic agroécologique et l'analyse du ou des systèmes agraires de la zone ;

— l'analyse des activités économiques de la zone : nature des activités, des échanges, caractérisation des principales filières de produits locaux, identification des flux et des marchés ;

— l'analyse du fonctionnement social et organisationnel de la zone : caractérisation des principaux groupes sociaux, de leurs relations, identification des organisations existantes (traditionnelles ou récentes), mode et formes d'action, réseaux..., analyse de la place spécifique du groupe de population ciblé par le système financier ;



— l'analyse du contexte institutionnel du développement : nature et activités des institutions présentes, systèmes de financement présents (population ciblée, activités, résultats...)

L'analyse des activités et stratégies des ménages permet ensuite de préciser les résultats obtenus à l'échelle régionale ou locale ; après avoir défini ce qu'est un "ménage" dans la zone d'étude, l'analyse s'attache à préciser, à partir d'enquêtes individuelles, les différents types de ménages présents dans la zone, leurs moyens et systèmes de production agricoles et non agricoles, leurs revenus, leurs contraintes de trésorerie, les stratégies économiques développées en fonction de leurs opportunités et contraintes, le mode de financement actuel des activités économiques, leurs projets. Le mode d'insertion sociale des différents types de ménages est ensuite étudié. A ce stade, l'analyse des activités qu'il est envisagé de financer peut être approfondie (techniques de production, rentabilité, débouchés, contraintes...). L'ensemble de ces questions peut être traité à l'échelle du "ménage", mais aussi déclinée à l'échelle de catégories d'individus au sein des ménages — femmes, jeunes — ou à l'échelle des microentreprises.

L'analyse du contexte macroéconomique et institutionnel complète la démarche de diagnostic et permet de resituer à la fois la zone, la population étudiées et le projet de système financier envisagé dans leur contexte national : comment la zone ciblée s'insère-t-elle dans la politique de développement nationale (agriculture, industrie, infrastructures, services...) ? Quelle est sa contribution à la production nationale ? Comment le système de microfinancement envisagé s'insère-t-il dans le cadre national (état de la concurrence, existence et contenu d'un cadre juridique englobant...) ? Cette analyse est souvent préalable à l'ensemble de la démarche de création du système financier et peut être faite en l'amont de l'opérateur, par le bailleur de fonds par exemple.

## **Qui peut réaliser la démarche de diagnostic ?**

La phase de diagnostic est déterminante de la qualité et de la durabilité du futur système de microfinancement ; elle peut aussi influencer fortement sur les décisions des bailleurs de fonds. Il est donc nécessaire qu'elle soit réalisée avec professionnalisme. Quatre possibilités s'offrent à l'opérateur du système de microfinancement : le diagnostic peut être réalisé par l'opérateur lui-même, par un service connexe à l'opérateur, par une combinaison de ressources internes et externes ou par des ressources externes.

Le diagnostic peut être réalisé par l'opérateur lui-même. C'est la formule la plus efficace pour l'appropriation des connaissances, la maîtrise de l'information au sein du futur système de microfinancement, et la recherche d'une proximité avec la population ciblée. Cependant, les méthodes de recherche-développement à mobiliser pour la démarche de diagnostic



requièrent des compétences et une expérience spécifiques, en matière de collecte et de traitement des données. Si l'opérateur ne dispose pas de ces compétences, il pourra soit les acquérir s'il dispose d'un temps suffisant pour le faire (de trois à six mois de formation sont nécessaires<sup>1</sup>), soit se faire appuyer.

Le diagnostic peut être réalisé par un service connexe à l'opérateur, dans le cadre d'une institution englobante : certains opérateurs de microfinancement font partie d'une institution de développement plus large, disposant de services de recherche ou de suivi évaluation spécialisés, que l'opérateur pourra mobiliser. Au sein d'une institution, l'accès et la maîtrise de l'information sont des éléments de pouvoir déterminants. Le problème majeur est donc ici pour l'opérateur de maîtriser le travail de ce service, et de se réapproprier la connaissance produite. Les conditions essentielles de cette maîtrise sont une définition claire des objectifs, et un suivi rapproché du travail de diagnostic, qui peut être aussi pour l'opérateur une occasion d'acquérir les compétences et méthodes nécessaires à ce type de travail.

Le diagnostic peut être réalisé par une combinaison de ressources internes et externes : le cas le plus fréquent est le recours à un étudiant-stagiaire qui pourra, dans un laps de temps relativement court (4 à 6 mois), produire une étude ponctuelle. Pour que ce type de démarche soit efficace, il faut d'abord que le stagiaire soit correctement préparé à son thème d'étude avant le départ en stage (contact entre le système de microfinancement et l'école d'origine, définition claire du sujet, bibliographie sur les méthodes et des études de cas, préparation suffisante aux méthodes et aux techniques de traitement de données) ; une fois sur le terrain, le stagiaire doit être étroitement encadré par l'opérateur ; pour une appropriation des résultats optimale, l'étude doit être menée conjointement par le stagiaire et un membre du futur système de microfinancement. Le stage sera pour celui-ci l'occasion d'acquérir les techniques qu'il ne maîtrise pas encore, et d'approfondir avec le stagiaire l'analyse des réalités locales ; enfin, le stage doit s'achever par un programme de restitution et de discussion des résultats au sein du système de microfinancement et avec les populations ayant fait l'objet des enquêtes.

Le diagnostic peut être réalisé par des ressources externes : que ces ressources soient un bureau d'études, une Ong spécialisée ou un centre de recherche, les conditions de réussite de la démarche de diagnostic sont proches du cas précédent : définition claire des objectifs et du cahier des charges (méthodes, calendrier, coûts), travail en commun avec un membre du système de microfinancement si possible, restitution des résultats aux populations et aux personnel du système de microfinancement.

---

1. Des formations professionnelles sur ce thème existent en Afrique de l'Ouest (itinéraire formation diffusion), et en France (Cnearc de Montpellier).

Dans tous les cas de figure, il est essentiel que les résultats soient discutés avec les populations ciblées d'une part, et l'ensemble des membres du système de microfinancement d'autre part, pour une meilleure appropriation de l'action ultérieure.

La phase de diagnostic est déterminante pour le futur système de microfinancement. Elle doit permettre d'affiner les objectifs fixés au système, et d'élaborer les éléments de sa mise en oeuvre. Elle peut conduire aussi à une réorientation, voire une redéfinition des objectifs initialement fixés au système : en fonction des éléments mis en évidence par le diagnostic, les objectifs initiaux restent-ils pertinents ? Comment peut-on les adapter aux réalités locales ? Ce type de questions est déterminant à ce stade de l'action, dans la mesure où il est difficile, tant du point de vue des populations locales que de celui des bailleurs de fonds, de changer les formes et modalités d'un système de microfinancement au cours de sa phase de mise en oeuvre ultérieure.

## **Diagnostic précédant la mise en oeuvre d'un nouveau système ou d'un nouveau service**

---

### **Atelier sur le financement rural décentralisé.**

117

AFRACA ; GTZ ; CTA

Atelier sur le Financement Rural Décentralisé ; Cotonou (BEN) ; 23-27 octobre 1990

Actes de séminaire - CTA

Wageningen (NLD) : CTA, 1991. - 280 p. - 2 vol.

**Mots-clés** : COOPERATIVE ; BANQUE RURALE ; REGLEMENTATION ; DIAGNOSTIC ; SERVICE SPECIFIQUE ; AFRIQUE

*Présentation* - L'atelier de Cotonou a été organisé afin de fournir des éléments de base pour la mise au point de stratégies appropriées visant à améliorer, de façon durable, la qualité des services financiers décentralisés accessibles aux petits producteurs. L'atelier a analysé les possibilités de prestations de services par les institutions suivantes : banques à succursales, banques rurales, coopératives d'épargne et de crédit. L'analyse des banques à succursales a été concentrée sur leur capacité de décentralisation tandis que pour les deux autres types l'accent a été mis sur les aspects qui favorisent ou freinent leur expansion, étant donné qu'il s'agit d'institutions déjà décentralisées. Le travail de l'atelier comprend des études de cas sur 9 pays africains. L'atelier a constaté qu'il existe une complémentarité entre divers systèmes institutionnels permettant, selon les cas, différentes formes de coopération. Une attention particulière a été réservée à l'importance d'une réglementation bancaire, d'un cadre juridique coopératif adéquat pour améliorer les systèmes de financement rural.

*Consultation* : GRET ; Doc CIRAD

---

### **Diagnostic de l'existant en matière de diversification économique et perspectives de financement par un système de crédit décentralisé. Provinces de la Tapoa, du Yatenga, du Ganzourgou et du Soum, Burkina-Faso.**

118

Ali A. ; Mai Tanimoune M. ; Oumarou A. ; Sig-Nar M.

Mémoire EITARC

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1993. - 4 vol.- 75 p., 78 p., 83 p., 57 p.

**Mots-clés** : DIAGNOSTIC ; DIVERSIFICATION DES ACTIVITES ; PPPCR ; CREDIT SOLIDAIRE ; CREDIT AGRICOLE ; ENQUETE MENAGE ; ELEVAGE ; CULTURE MARAICHERE ; ARTISANAT ; BURKINA FASO

*Présentation* - A partir d'une méthode similaire (choix de filières dynamiques, typologie des acteurs, analyse économique - valeur ajoutée et taux de rentabilité interne), chacun des travaux conclut sur des propositions de financement pour diversifier le porte-feuille du projet et accompagner la diversification économique de la zone. Dans la Tapoa, la filière élevage, principale filière d'exportation de la province, a été approfondie ; dans le Yatenga, la filière oignons ; dans le Ganzourgou, la commercialisation des pièces détachées et dans le Soum, les filières "petits ruminants" et "confection de nattes".

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Le problème du financement des petites et micro-entreprises et les perspectives institutionnelles actuelles au Maroc.**

119

Balenghien A.

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1994. - n° 94/42. - 17 p.

Mots-clés : DIAGNOSTIC ; SERVICE SPECIFIQUE ; PME ; MAROC

Consultation : GRET

---

**The Demand for Financial Services by the Microenterprise Sector in Selected Sites of the Northern Province and the Former Kwazulu Homeland.**

120

Baydas M. ; Graham D.H.

Columbus, Ohio (USA) : OSU. Rural Finance Program, 1996. - 98 p.

Mots-clés : DIAGNOSTIC ; DEMANDE ; ENQUETE MENAGE ; PME ; AFRIQUE DU SUD

*Présentation* - L'objectif de l'étude est de fournir des données économiques, financières et sociales sur les micro-entrepreneurs de zones défavorisées de la République d'Afrique du Sud afin de fournir des indicateurs de leur demande en services financiers. 270 enquêtes auprès de micro entrepreneurs de deux régions d'Afrique du Sud ont montré le très faible impact des prêts formels mais aussi informels ; le secteur formel offre par contre un service sûr pour l'épargne de précaution. Les services à développer pour améliorer les capacités des micro-entreprises concernent d'abord la formation, les opportunités d'accès aux marchés, le flux de crédits et l'appui des institutions publiques parallèlement au développement du secteur privé.

Consultation : Doc DSFR

---

**L'épargne dans l'économie paysanne de Tomina (Bolivie).**

121

Beuret S. ; Beuret J.E.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (34) : 24-37

Mots-clés : EPARGNE ; EPARGNE EN NATURE ; ELEVAGE ; DIAGNOSTIC ; ASSURANCE ; BOLIVIE

*Présentation* - A Tomina, les animaux servent de réserve d'épargne dont le paysan cherche à maximiser le volume et non la productivité. Face au surpâturage qui en résulte, la proposition de formes alternatives d'épargne s'impose. Les formes d'épargne existantes répondent à des exigences techniques, économiques et sociales très diverses des paysans. Les ovins et caprins, comme l'épargne en argent et en produits, contribuent à la reproduction de l'exploitation, alors que les bovins servent d'"assurance", de "caisse de retraite", et financent les investissements. L'étude de l'affectation des ressources à la reproduction, l'accumulation ou la régulation, permet de comprendre le mode de gestion de l'épargne dans le système de production. Outre démontrer l'importance de l'épargne pour la reproduction de l'exploitation et pour l'accumulation, cette étude ouvre la voie à des alternatives à l'épargne en animaux.

Consultation : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Diversification économique et crédit rural. Provinces de la Tapoa, du Soum, du Ganzourgou et du Yatenga (Burkina-Faso).** 122

Bissakonou J. ; Kongbo A. ; Maliki B. ; Naitorbaide M.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1994. - 4 vol.- 64 p., 62 p., 84 p., 77 p.

*Mots-clés* : PPPCR ; CREDIT SOLIDAIRE ; DIAGNOSTIC ; DIVERSIFICATION DES ACTIVITES ; CREDIT AGRICOLE ; ENQUETE MENAGE ; ELEVAGE ; ARTISANAT ; CULTURE MARAICHERE ; BURKINA FASO

*Présentation* - A partir d'une méthode similaire (choix de filières dynamiques, typologie des acteurs, analyse économique - valeur ajoutée et taux de rentabilité interne), chacun des travaux conclut sur des propositions de financement pour diversifier le porte-feuille du projet et accompagner la diversification économique de la zone. La filière arachide a été suivie dans la Tapoa ; les filières petits ruminants et maraîchage, dans le Soum ; la filière bétail et la riziculture irriguée dans le Ganzourgou ; et enfin, les filières pomme de terre et forge au Yatenga.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Analyse économique des ménages dans la zone d'intervention du projet WWF/ Andringitra, Madagascar.** 123

Bissakonou J.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1995. - 119 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; ENQUETE MENAGE ; RESERVE NATURELLE ; PAUVRETE ; MADAGASCAR

*Présentation* - Dans le cadre d'un Projet de conservation et de développement intégré (PCDI), les premiers diagnostics ont montré que la pauvreté était la cause principale des pressions exercées sur la réserve. Cette étude avait pour but d'analyser les potentialités économiques des ménages afin d'adapter des projets de cofinancement d'activités (équipement agricole, artisanat...). Les résultats ont montré d'une part, la très faible capacité d'épargne de la plupart des ménages et d'autre part l'implication des ménages riches également dans les pressions sur la réserve. Les actions proposées tiennent alors compte de ce nouveau diagnostic de l'économie des ménages de la zone.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Micro-réalisations économiques et nouvelles sources de revenus. L'expérience des porteurs de projets issus des milieux défavorisés et de leurs partenaires financiers.** 124

CEDAL

Document de travail

Paris (FRA) : FPH, 1994. - n° 58. - 89 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; BRESIL ; CHILI ; FRANCE

*Consultation* : FPH

---

---

**Etude pour la mise en place d'un système de crédit rural (Madagascar). Rapport final.** 125

CIDR

Autrèches (FRA) : CIDR, 1996. - 70 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; ENQUETE MENAGE ; DEMANDE ; MADAGASCAR

*Présentation* - Ce rapport de mission part de la politique nationale malgache en termes de financement du monde rural et de la description de la zone d'étude pour la mise en place d'un système de crédit rural (sud ouest malgache). Les résultats des enquêtes auprès des ménages retracent l'organisation sociale, l'économie familiale, les formes d'épargne et les besoins de crédit. De ces données, sont définies les caractéristiques majeures d'un système à promouvoir, explicitant la méthodologie du crédit, la décentralisation, les mesures destinées à atteindre autonomie et viabilité. Enfin, sont développés la programmation et les moyens.

*Consultation* : Ministère de la Coopération

---

**Famille et entreprise. Histoires de vie de micro et petits entrepreneurs africains.** 126

Chaze C.

Document de travail

Paris (FRA) : FPH, 1995. - n° 68. - 58 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; ENQUETE MENAGE ; DEMANDE ; GUINEE ; INDE ; MADAGASCAR

*Présentation* - Ce dossier part d'entretiens réalisés pour capitaliser sur un certain nombre d'expériences d'appui aux initiatives économiques en milieu défavorisé (Inde, Guinée, Madagascar). Ces entretiens se présentent sous forme de récits du parcours de vie des acteurs et résultent en une trentaine d'"histoires de vie" (dont 16 sont reproduites dans le document). Il en ressort le rôle déterminant de la famille dans les stratégies de toutes les personnes rencontrées. A partir de là, les propositions portent sur les moyens d'accompagner les entrepreneurs dans leurs efforts d'articulation/arbitrage entre intérêts économiques et intérêts sociaux (dossier de financement, formation, protection sociale, valorisation du rôle de la famille).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Contribution à l'étude pour la mise en place d'un système de financement décentralisé dans le Nord de la Côte d'Ivoire : cas de Pleuro.** 127

Cissé M.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1996. - 66 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; COTE D'IVOIRE

*Consultation* : Doc DSFR

---



---

**Quelle politique d'épargne dans les systèmes d'épargne-crédit ? Au Cambodge et au Viet-Nam.**

128

Daubert P.

Collection Etudes et Travaux

Paris (FRA) : GRET, 1996. - 32 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; COMPARAISON ; CAMBODGE ; VIET NAM

*Présentation* - Comme on a pu l'observer souvent, la stratégie devant la collecte de l'épargne tend à diviser les promoteurs des systèmes d'épargne-crédit. En fait, les références techniques, institutionnelles et même idéologiques se mêlent parfois pour déterminer une politique en la matière. Ce document essaie d'analyser la problématique sous ses principaux angles. Afin de bien montrer comment la différence des situations peut déterminer la différenciation des dispositifs techniques, on compare le contexte des pays de la péninsule indochinoise avec celui des pays d'Afrique de l'Ouest. L'essentiel de l'analyse, pour la partie Asie du Sud-Est, s'appuie sur les acquis du GRET. On y décrit les éléments qui ont déterminé l'élaboration des protocoles techniques de crédit sur les projets du GRET au Cambodge et au Viet-Nam, l'évolution de la situation relative au problème de l'épargne, et enfin la conséquence de cette évolution sur la stratégie de collecte de l'épargne.

*Consultation* : Doc DSFR ; GRET

---

**Financement et développement local au Sud Togo.**

129

Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, 1992. - 38 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; MARCHÉ FINANCIER RURAL ; TOGO

*Présentation* - Dans le cadre d'un projet de développement local (reboisement, élevage ovin...), l'analyse de la dynamique agraire a mis en évidence les blocages financiers existants au niveau des exploitations paysannes. La mission fait le point des caractéristiques socio-économiques de la région, des besoins en matière de financement (crédit et épargne) et des systèmes de financement présents dans la région (banques classiques, réseaux décentralisés, financement par les filières, ONG, informel). De là, l'auteur élabore des propositions d'intervention en matière de financement, détaillant le protocole de crédit (caution solidaire, objet de crédit, modalités de remboursement, taux d'intérêt, épargne-capitalisation, formation...), le montage institutionnel sous forme de caisses villageoises et le montage financier.

*Consultation* : Ministère de la Coopération ; IRAM

---

**Diagnostic, propositions de crédit et programme de vulgarisation. Projet de Réhabilitation de l'Agriculture, province de Huambo, Angola.**

130

Duarte de Carvalho R. ; Japiot F. ; Marzin J.

Montpellier (FRA) : CIRAD, Republica de Angola, FAO, MINADER, 1996. - n° 138/96. - 41 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; CREDIT AGRICOLE ; ANGOLA

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Les comportements d'épargne des ménages ruraux. Spécification d'un modèle dynamique et estimation sur données d'enquêtes (Java, Indonésie).** 131

Dury S.

Etudes et Recherche

Montpellier (FRA) : INRA-ESR, 1997. - n° 108. - 176 p.

*Mots-clés* : ENQUETE MENAGE ; ECONOMETRIE ; EPARGNE ; INFORMEL ; INDONESIE

*Présentation* - Cette thèse traite de la mesure et de l'analyse économique de l'épargne des ménages à partir d'une enquête portant sur une population représentative de Java-Ouest et basée sur l'enregistrement pendant un an des flux et des stocks des ménages. Le niveau d'épargne est élevé (10% des revenus) ; cette constatation surprend dans la mesure où la population est relativement pauvre. L'hypothèse développée est que ce comportement est lié à l'imperfection des marchés financiers et à un besoin de lissage de la consommation d'autant plus important que les revenus sont faibles et variables au cours du cycle de vie (épargne "retraite") et d'une année sur l'autre (épargne de "précaution"). Les analyses sont menées par la résolution d'un modèle dynamique permettant d'estimer le taux d'aversion pour le risque de chaque ménage.

*Consultation* : INRA ESR

---

**Development of a credit scheme, Programa de desinvolvimento integrado de Manica, Mozambique.** 132

Ellsasser K. ; Colliot E.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1995. - 60 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; MOZAMBIQUE

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière au Cameroun. Cas du village Bafou dans la Province de l'Ouest.** 133

Foko E.

Economie Rurale

1995, (228) : 54-57

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; CREDIT AGRICOLE ; CULTURE VIVRIERE ; INVESTISSEMENT ; ENQUETE MENAGE ; CAMEROUN

*Présentation* - Le secteur vivrier au Cameroun est financé par quatre sources principales : l'épargne des agriculteurs, les emprunts, les revenus agricoles et les dons. Les investissements dépendent largement de l'épargne ; les agriculteurs recourent fortement aux crédits de sources informelles. Les dons jouent un rôle surtout pour les jeunes... A partir de l'analyse du mode de financement des activités agricoles, l'auteur propose des systèmes financiers qui permettraient de lever les contraintes des agriculteurs : coopératives pour les prêts à court et moyen terme, intervention de l'Etat pour satisfaire les besoins de prêts à long terme.

*Consultation* : Doc CIRAD



---

**Agriculture familiale et politique agricole.**

134

GRET ; FPH

Compte-rendu des rencontres internationales ; Phnom Penh (KHM) ; 14-19 décembre 1992

Paris (FRA) : GRET, 1993. - 193 p.

*Mots-clés* : LIBERALISATION ; COMPARAISON ; CREDIT AGRICOLE ; DIAGNOSTIC ; ANALYSE DE SYSTEME ; POLITIQUE AGRICOLE ; TRANSITION ECONOMIQUE ; ORGANISATION PAYSANNE ; CAMBODGE ; LAOS ; THAILANDE ; VIET NAM

*Présentation* - L'Histoire rapproche de nos jours la Thaïlande, le Laos, le Viet-Nam et le Cambodge. Bien que leur géographie économique et leur histoire agraire aient forgé des situations bien différentes, le modèle de la planification centralisée et de la production étatisé s'est écroulé (Cambodge, Viet-Nam) et le modèle ultra-libéral a montré ses limites (Thaïlande). Entre ces pays, les échanges se développent très rapidement. Les rencontres à Phnom Penh ont conduit à examiner la situation des principales filières de produits agricoles (riz, sucre, coton, caoutchouc) et une partie des mesures qui seraient nécessaires pour sécuriser l'agriculture familiale (politique de financement, promotion des organisations paysannes). Ces éléments, encore partiels, permettent de raisonner les questions de politique agricole à partir d'une approche comparée.

*Consultation* : GRET ; Doc CIRAD

---

**Poser les bons diagnostics pour trouver les bonnes réponses.**

135

Gentil D. ; Fournier Y.

Lettre du Réseau GAO

1991, (8) : 3

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Epargne-crédit en milieu rural : méthodologie d'intervention. L'exemple de l'Ouest-Cameroun.**

136

Guérin I.

Mémoire DEA. Analyse économique et histoire des institutions

Lyon (FRA) : Université Lumière-Lyon 2, 1996. - 288 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; SOCIOLOGIE ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; INFORMEL ; CONFIANCE ; GARANTIE ; CAMEROUN

*Présentation* - Les résultats des projets d'épargne-crédit dans la région de l'Ouest Cameroun sont loin d'être à la hauteur des besoins. Alors que de nombreuses initiatives se sont soldées par des échecs, on assiste depuis quelques années à un intérêt accru de la part des chercheurs à l'égard des pratiques financières africaines. Ce travail cherche à voir ce qu'une réflexion théorique en sciences sociales pourrait apporter à la construction de systèmes d'épargne-crédit : approche sociologique et anthropologique, remise en cause de la notion de marché, rôle de la confiance et des réseaux sociaux. Face à l'enchevêtrement des logiques et des intérêts des différents acteurs, quels principes d'intervention adopter ? Comment définir des modes d'organisation compatibles avec les modes d'organisation traditionnels, des moyens de contrôle et d'incitation compatibles avec les modèles culturels ?.

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Rapport d'identification d'opérations de crédit décentralisé au Mozambique.** 137

Jullien F.

Paris (FRA) : CFD, 1993. - 30 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; INFLATION ; TRANSITION ECONOMIQUE ; MOZAMBIQUE

*Présentation* - L'auteur situe les grands traits du système financier mozambicain, dans un contexte socio politique particulier de fin de guerre civile, de structure foncière où la terre est légalement propriété de l'Etat... A partir de l'analyse des besoins du monde rural en matière d'épargne-crédit et des atouts (fort potentiel agricole, besoins réels de crédit solvables, réorganisation des circuits de commercialisation...) et contraintes (sortie de guerre, dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation...) , l'auteur dresse les orientations de base pour la mise en place d'un système décentralisé (choix des zones d'intervention, principes d'organisation, stratégie financière, finalité et objectifs, conditions de mise en oeuvre).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**External Financing of Microenterprises in LDCs : Lessons from Colombia.** 138

Konig W. ; Koch M.

Savings and Development

1990, 14 (4) : 353-368

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; PME ; COLOMBIE

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Etude prospective de l'implantation d'un système financier décentralisé dans la zone de Tanghin-Dassouri.** 139

Kuela N.

Ouagadougou (BFA) : Service réseau PPPCR, 1996. - 50 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; CREDIT SOLIDAIRE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Les activités d'épargne-crédit en Afrique. Orientations méthodologiques pour les ONG.** 140

Ministère de la Coopération

Paris (FRA) : ENDA Tiers Monde, 1995. - 123 p.

*Mots-clés* : MARCHE FINANCIER ; DIAGNOSTIC ; MISE EN OEUVRE ; METHODOLOGIE ; ROLE DES BAILLEURS ; AFRIQUE

*Présentation* - On assiste depuis quelques années en Afrique à un foisonnement d'expériences d'épargne-crédit. L'engouement des groupes de base, des opérateurs d'appui ou des bailleurs de fonds s'explique par l'importance des besoins à couvrir et le succès significatif de certaines expériences. Cependant, si la satisfaction des besoins en crédit peut être un levier puissant en faveur du développement, le non respect de certaines règles élémentaires dans la mise en place ou la gestion de ces opérations peut également avoir des effets pervers sur le milieu et le bien-être des populations. L'amélioration des pratiques des acteurs passe par une meilleure diffusion des résultats, des leçons, des outils tirés des succès ou des échecs. Cet ouvrage

présente une série de repères méthodologiques afin d'une part de se situer dans le paysage de l'épargne-crédit et de ses différents systèmes et d'autre part d'améliorer les pratiques d'intervention (prise en compte de la situation locale et des moyens de l'opérateur, adaptation des services, sécurisation des remboursements, gestion de l'opération, articulation institutionnelle).

*Consultation* : ESF

---

<b>Projet expérimental d'une action d'épargne et de crédit (Projet de conservation et développement intégrés, Andringitra, Madagascar).</b>	<b>141</b>
---	------------

---

Morant B.

Antananarivo (MDG) : WWF, 1995. - 55 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; ENQUETE MENAGE ; DEMANDE ; BANQUE DE CEREALES ; RESERVE NATURELLE ; MADAGASCAR

*Présentation* - Ce rapport constitue une étude de faisabilité pour un projet de financement en relation avec un Projet de Conservation et Développement Intégrés à Madagascar. Le diagnostic porte sur le cadre institutionnel (contexte politique et économique, secteur bancaire, SFD), l'étude de la région (milieu physique, organisation sociale, systèmes de production, économie des ménages), la demande en services financiers. La proposition pour un système de financement part des atouts et des contraintes de la situation actuelle et élabore des hypothèses d'action : transformation des greniers villageois en caisses d'épargne et de crédit, création d'institutions nouvelles.

*Consultation* : Doc DSFR

---

<b>Etude préalable à la mise en place de systèmes de financement aux activités d'élevage dans un espace sahélien (Province du Soum, Burkina-Faso).</b>	<b>142</b>
--	------------

---

Ngobounan F.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1992. - 69 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; PPPCR ; ELEVAGE ; CREDIT AGRICOLE ; CREDIT SOLIDAIRE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

<b>Elevage, embouche et crédit rural dans la province du Soum (Burkina-Faso).</b>	<b>143</b>
---	------------

---

Rubrice E.

Mémoire EITARC

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1995. - 56 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; ELEVAGE ; CREDIT AGRICOLE ; CREDIT SOLIDAIRE ; PPPCR ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Guide de la banque pour tous. Innovations africaines.**

144

Taillefer B.

Paris (FRA) : Karthala, 1996. - 314 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; GESTION ; MISE EN OEUVRE ; AFRIQUE

*Présentation* - En Afrique, entre les banques qui ne prêtent qu'aux plus riches, et les tontines, associations informelles d'épargne, des initiatives d'épargne et de crédit s'organisent : banques populaires, banques villageoises, banques solidaires, caisses locales ; elles répondent aux besoins des plus modestes : paysans, petits artisans et commerçants, femmes. Cet ouvrage se veut un outil facilitant la construction de systèmes d'épargne et de crédit populaires. Il explique le fonctionnement de la banque et les contraintes de la gestion de l'argent. Puis il aide à monter les mécanismes de gestion de l'épargne, du crédit et du contrôle de l'ensemble de l'édifice bancaire.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**La diversification économique en milieu rural. Cas du village de Gandaogo, Province du Ganzourgou, Burkina-Faso.**

145

Tassembedo M.

Mémoire DEA

Ouagadougou (BFA) : Université de Ouagadougou. Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, 1995. - 68 p.

*Mots-clés* : DIAGNOSTIC ; DIVERSIFICATION DES ACTIVITES ; ENQUETE MENAGE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Risk and Insurance in Village India.**

146

Townsend R.

Econometrica

1994, 62 (3) : 539-591

*Mots-clés* : ECONOMETRIE ; ASSURANCE ; INFORMEL ; MESOECONOMIE ; ECONOMIE DES MENAGES ; DIAGNOSTIC ; INDE

*Présentation* - The full insurance model is tested using data from three poor, high risk villages in the semi-arid tropics of southern India. The model presented here incorporates a number of salient features of the actual village economies. Although the model is rejected statistically, it does provide a surprisingly good benchmark. Household consumptions comove with village average consumption. More clearly, household consumptions are not much influence by contemporaneous own income, sickness, unemployment, or other idiosyncratic shocks, controlling for village consumption (i.e. for village level risk). There is evidence that the landless are less well insured than their village neighbors in one of the three villages.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Risk and Saving in Northern Nigeria.**

147

Udry C.

American Economic Review

1995, 85 (5) : 1287-1300

*Mots-clés* : ASSURANCE ; INFORMEL ; DIAGNOSTIC ; NIGERIA



---

**Credit Unions and Microenterprises : the WOCCU  
Perspective.**

148

World Council of Credit Unions

Working Paper

Washington, D.C. (USA) : GEMINI, 1993. - n° 64. - n.p.

*Mots-clés* : PME ; UNION DE CREDIT ; DIAGNOSTIC

---

# Modèles de microfinancement

## **Les principaux modèles de microfinancement**

Les systèmes de financement développés en réaction aux dysfonctionnements et aux faillites des institutions centralisées et fortement subventionnées, peuvent être schématiquement regroupés en trois types : les systèmes mutualistes, les systèmes à caution solidaire et les systèmes bancaires fonctionnant sur de nouvelles bases.

### **Les modèles mutualistes**

Les modèles mutualistes sont relativement anciens. Ils s'inspirent de mouvements développés en Europe ou au Canada à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : les caisses Raiffeisen en Allemagne (Branman, 1988) et les caisses Desjardins au Canada. Ils sont apparus en Afrique anglophone avant les indépendances et regroupent à l'heure actuelle en Afrique, en Amérique latine, un grand nombre de réseaux aux appellations variées mais reposant sur des principes de base communs (Fournier et Ouedraogo, 1996 ; Cruz, 1996). Les principes communs sont les suivants :

- mobilisation préalable de l'épargne ;
- distribution des crédits à partir de l'épargne collectée ;
- les individus désirant adhérer à une caisse achètent une part sociale et deviennent sociétaires ; responsabilité des membres, autogestion de la caisse par ses membres ;
- organisation de la structure à partir d'élus parmi les sociétaires (conseil d'administration) et de salariés sur les aspects techniques.

Les débats et critiques des systèmes mutualistes portent sur les contraintes qu'impose aux ménages une mobilisation préalable de l'épargne. Cette sélection des clients risque en effet d'exclure du système les ménages les plus pauvres ou engagés dans un processus de décapitalisation, suite, par exemple, aux sécheresses en zone sahélienne. Par ailleurs, les ratios de liquidités nécessaires pour une bonne gestion des risques imposent aux systèmes mutualistes de ne redistribuer sous forme de prêts qu'une partie de l'épargne collectée, drainant souvent l'épargne rurale vers le système bancaire urbain. Enfin, la structure classique en trois niveaux (caisses locales, régionales, fédération nationale) conduit parfois à une certaine centralisation des prises de décisions et à des lourdeurs administratives.

Une variante des systèmes mutualistes a été développée par la suite. Ce sont les caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées (Chao-Beroff, 1992),



au Mali, au Burkina-Faso... Elles fonctionnent à l'échelle villageoise, autogérées par les villageois, reposant en partie sur le bénévolat et des indemnités pour les responsables locaux ce qui limite leurs coûts de fonctionnement. Une autonomie maximale est laissée aux unités de base. L'intermédiation s'avérant limitée à l'échelle d'un village ou d'une petite zone, ces caisses ont recours au refinancement de banques nationales (Bnda du Mali, Cnca du Burkina-Faso) ce qui permet de développer l'activité malgré la faiblesse des ressources collectées localement. Les caisses et les associations de caisses sont appuyées à travers une relation contractuelle par un service commun qui assure les fonctions de contrôle, de conseil, de formation...

## **Le modèle *Grameen Bank***

Parmi les plus connues des institutions de microfinancement, se trouve la *Grameen Bank* du Bangladesh. Elle tire en particulier sa renommée de son origine ancienne (1976), de sa localisation dans un pays particulièrement défavorisé et de sa grande capacité à atteindre, avec un très bon taux de remboursement, une large part de la population pauvre (deux millions de membres en 1994). Issue d'un projet pilote mis en place par le charismatique professeur Yunus, elle obtient le statut officiel de banque en 1983.

Son fonctionnement repose sur une série de principes bien particuliers qui fondent son originalité (Belkin, 1991 ; Hossain, 1988) :

- des petits prêts à des individus établis en groupe, ciblés sur la part la plus pauvre de la population rurale ;
- pas de garanties physiques ou de garants requis, mais utilisation de la caution du groupe et de la possibilité de prêts futurs, pour le bon remboursement des prêts ;
- prêts remboursés régulièrement et par petites tranches sur un an au cours de réunions hebdomadaires avec les membres du groupe et le personnel du projet ;
- épargne obligatoire parallèlement au remboursement du prêt et taux d'intérêt permettant de couvrir les coûts de fonctionnement afin d'obtenir à long terme un système autonome et viable ;
- prêt en argent, non ciblé, destiné uniquement à une activité productive, au choix de l'emprunteur ;
- mise en place très progressive de ces prêts au sein des groupes afin de fonctionner sur des bases sûres ;
- distance limitée entre l'institution de crédit et les emprunteurs afin de garder des coûts d'accès faibles pour les deux agents de l'échange ;
- procédure de prêt simplifiée au maximum.

Pour les fondateurs de la *Grameen Bank* et d'expériences similaires, un suivi rapproché des clients et une simplification des procédures doivent permettre

de financer de façon rentable les petites entreprises rurales jusque là limitées dans leur envergure par manque de capital.

Face au succès de la *Grameen Bank*, de nombreuses expériences dans le monde se sont inspirées de ses principes pour développer des systèmes de crédit solidaire (Berenbach, 1994 ; Gibbons, 1992 ; Thomas, 1995...). La démarche consiste alors à conserver ce qui fait la force et le succès de la *Grameen Bank* en terme d'adéquation entre son public, les objets de crédit, les modalités financières et le montage institutionnel (Gentil, 1996) tout en s'adaptant aux spécificités du contexte local. Le modèle de la *Grameen Bank* se retrouve en Asie (programme Fleuve Rouge ; Fos Vietnam ; crédit rural du Cambodge ; Kum Indonésie ; Ikhtiar Malaisie...), en Amérique du Sud, en relation avec *Accion International*, en Afrique (Pppcr Burkina-Faso ; Crédit rural de Guinée...) et jusque dans les pays développés (Adie France ; Nowak, 1994). Cependant, le débat reste ouvert sur les limites de la "réplicabilité" du système dans des conditions économiques, politiques et sociales fort différentes du Bangladesh (Nguyen, 1995). En effet, la forte densité de population, l'offre de main d'oeuvre qualifiée et peu coûteuse sur le marché du travail, l'accès à des fonds nationaux ou internationaux à bon marché ont largement facilité l'extension de la *Grameen Bank*.

Les modèles mutualistes et solidaires ne sont pourtant pas exclusifs l'un de l'autre et l'on observe de plus en plus de "pontages" entre eux. Ainsi, le réseau mutualiste de la Fécécam développe à l'heure actuelle un service de "tout petit crédit aux femmes" qui ne réclame pas d'épargne préalable et s'appuie sur la caution du groupe pour le remboursement (Gentil et Doligez, 1996). Par ailleurs, des systèmes créés au départ selon les bases de la caution solidaire intègrent par la suite un volet épargne et cherchent davantage à associer les membres à la gestion du système, ce que ne recherche pas au départ la structure solidaire (Niger, Albanie...).

## **Les systèmes bancaires**

Suite aux échecs des institutions bancaires dans les années 1970-1980, un grand nombre d'entre elles ont été liquidées à l'exemple des banques de développement du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Bénin. Pourtant, on trouve à l'heure actuelle des structures bancaires qui fonctionnent sur des bases saines et efficaces, dont nous pouvons citer quelques exemples marquants.

La *Bank Rakyat Indonesia* (Bri) en Indonésie est une banque agricole publique internationalement reconnue pour sa capacité à servir les zones rurales tout en équilibrant ses comptes (Robinson, 1992). Pourtant, elle se trouvait au début des années 80 dans une situation de faillite potentielle, tout comme de nombreuses banques de développement à cette époque (mauvais remboursement, faible rentabilité...). La Bri, tout en restant structure d'Etat, est



parvenue à se restructurer (assouplissement de la structure hiérarchique, fermeture des unités non rentables...), à se professionnaliser (formation, respect des règles prudentielles...) et à affronter la concurrence nouvelle née avec la libéralisation (Lapenu, 1996).

La Caisse nationale de crédit agricole (Cnca) du Burkina-Faso est une des rares banques de développement agricole, avec la Banque nationale de développement agricole (Bnda) du Mali en Afrique de l'Ouest, à avoir maintenu un niveau d'équilibre relativement satisfaisant. Les clés de sa réussite proviennent d'une gestion rigoureuse et d'un fonctionnement étroitement lié à la filière coton, filière bien organisée et rentable (Horus, 1994, confidentiel).

Bancosol en Bolivie correspond à la première banque commerciale privée spécifiquement ciblée sur les microentrepreneurs. Elle est issue de la transformation d'un programme de petit crédit, à but non lucratif. Après deux ans de transition appuyée par un comité de promoteurs (Cobanco) qui assurent les études de faisabilité, la recherche de capitaux propres, la mise en oeuvre du processus légal et la transition opérationnelle et "psychologique", Bancosol est créée en 1992 et continue d'offrir un service de crédit solidaire, sur les bases d'un fonctionnement bancaire (Glosser, 1994 ; Mosley, 1996).

Dernier exemple enfin, celui des banques rurales privées d'Indonésie, les Bpr (banques populaires de crédit). Grâce à la libéralisation financière et à la définition d'un cadre légal adapté, plus de 900 banques rurales privées se sont développées sur l'ensemble de l'Indonésie entre 1988 et 1994. Adoptant généralement une politique téméraire de distribution de prêts et mobilisant fortement l'épargne locale, elles font preuve de dynamisme et de capacité d'innovation et d'organisation (Lapenu, 1996).

Ces exemples illustrent bien la place que peut conserver le secteur purement bancaire, public ou privé, dans l'offre de services financiers aux microentrepreneurs des pays en voie de développement. Les nouvelles structures bancaires se caractérisent en général par une structure souple, où les unités de base fonctionnent de façon relativement autonomes et responsables comme centre de profit. Clients et employés sont incités à agir en faveur de l'institution (intéressement aux résultats, incitations à rembourser, à épargner...).

Toutes ces institutions sont basées sur différents principes bancaires, coopératifs, mutualistes, de caution solidaire... mais cherchent d'une façon générale à s'adapter aux besoins et aux capacités des populations jusque-là exclues des formes classiques de financement. Elles adoptent généralement un certain nombre de bases communes de fonctionnement qui reposent sur la proximité avec les clients (proximité géographique, mais aussi temporelle, sociale... Servet, 1996), la liberté d'utilisation des fonds à des fins productives,



la simplicité des procédures d'octroi des crédits, le recours à des formes de garanties nouvelles (caution solidaire, épargne préalable...), la volonté de se pérenniser en répondant durablement aux demandes des clients, en atteignant peu à peu l'équilibre financier...

A ce stade, il est intéressant de revenir sur la notion de systèmes décentralisés. Le terme de "systèmes financiers décentralisés" est employé, généralement sur des terrains africains, pour désigner des institutions qui sont mises en place très localement et souvent sans appui de l'État ; leur objectif est de s'ouvrir à de nouveaux marchés pour atteindre les ménages micro-entrepreneurs exclus des systèmes financiers classiques. Le terme "décentralisé" se justifie par l'opposition des systèmes qu'il désigne avec les banques commerciales nationales, généralement publiques, qui n'ont pas répondu aux attentes des petits entrepreneurs ruraux. Si cette définition est significative sur les terrains africains en particulier, il semble cependant que les deux concepts de "décentralisation" et "d'inclusion" ne puissent fonctionner en parallèle de façon stricte partout. En effet, il existe des systèmes centralisés qui sont destinés à offrir des services financiers aux populations les plus défavorisées. A l'inverse, des institutions privées, totalement décentralisées, peuvent fonctionner avec les populations aisées sur la base de prêts commerciaux classiques (garanties physiques, taux d'intérêt du marché...). Plutôt que leur caractère décentralisé, c'est la notion de proximité qui caractérise le mode de fonctionnement de l'ensemble de ces institutions de financement.

## **Les systèmes mutualistes, coopératifs, autogestion**

---

**Frédéric Guillaume Raiffeisen 1888-1988. Car j'ai eu faim.** 149

Branman F.

s.l. : COPRUR, 1988. - 234 p.

*Mots-clés* : MUTUALISME ; RAIFFEISEN ; HISTOIRE ; PAUVRETE

*Présentation* - Ce livre rapporte l'histoire des caisses d'épargne et de crédit initiées par F.G Raiffeisen au début du XXe siècle en reprenant l'idéologie qui les a portées. Il retrace l'histoire de Raiffeisen, les besoins des paysans pauvres, et l'évolution des caisses au cours du temps.

*Consultation* : IRAM

---

**Enquête au pays des banquiers villageois. Les caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées du Pays Dogon. Cassettes audiovisuelles.** 150

CIDR

Autrèches (FRA) : CIDR, 1994. - n.p.

*Mots-clés* : CVECA ; AUTOGESTION ; SERVICES LIES ; RETRAIT DU PROJET ; REFINANCEMENT ; EQUILIBRE FINANCIER ; PME ; MALI

*Présentation* - Cette cassette présente l'histoire des Caisses villageoises autogérées du Pays Dogon, leur structuration actuelle en caisses et associations de caisses, appuyées par un service commun (audit, formation...). Quelques exemples caractéristiques d'activités financées sont détaillés.

*Consultation* : CIDR

---

**Capitalisation d'une expérience de mise en place des caisses villageoises et de crédit autogérées.** 151

Chao-Beroff R.

Notes et études

Paris (FRA) : CCCE, 1992. - n° 48. - 73 p.

*Mots-clés* : MOBILISATION DE L'EPARGNE ; AUTOGESTION ; BURKINA FASO ; GAMBIE ; MALI

*Consultation* : Doc CIRAD

---

---

**Les coopératives d'épargne et de crédit en Afrique.  
Historique et évolution récente.**

152

Fournier Y. ; Ouedraogo A.

Revue Tiers Monde  
1996, 37 (145) : 67-84

*Mots-clés* : MUTUALISME ; HISTOIRE ; BENEFICIAIRE ; FEMME ; AFRIQUE

*Présentation* - Les coopératives d'épargne et de crédit (Coopec) contribuent au renouvellement de la problématique du financement local qui s'élargit en reliant collecte de l'épargne locale et distribution de petits crédits à leurs membres. Les auteurs rappellent leur longue histoire, leurs principes de base communs malgré la diversité des appellations, l'impulsion nouvelle insufflée par la faillite des systèmes centralisés et leur complexification récente. A l'heure actuelle, elles représentent encore des enjeux importants : elles restent d'une dimension faible par rapport aux systèmes nationaux ; l'ouverture de leur services à toutes les catégories sociales pose encore question ainsi que la place des femmes ; enfin, les objectifs d'équilibre financier et de développement, le refinancement des Coopecs avec de l'argent extérieur, le financement des investissements demeurent encore des préoccupations fortes.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Estudio sobre las Uniones de Crédito en México. Balances  
y perspectivas.**

153

Gentil D. ; Doligez F.

Mexico (MEX) : FIRA, 1994. - 100 p.

*Mots-clés* : UNION DE CREDIT ; MUTUALISME ; EVALUATION ; MEXIQUE

*Présentation* - Cet ouvrage présente les principales conclusions d'une mission réalisée par l'IRAM sur les Unions de crédit rurales au Mexique. Face à la croissance rapide de ce secteur sur les trois dernières années et le vide important laissé par la restructuration du système financier rural au Mexique, la SHCP (Secretaria de Hacienda y Crédito Publico) et le FIRA (Fideicomisos Instituidos en relacion con la agricultura del Banco de México) organisent une mission d'évaluation. Il s'agit d'évaluer les perspectives d'évolution et les conditions de consolidation des Unions de Crédit.

*Consultation* : IRAM

---

**Evaluation du réseau Kafo Jiginew. Diagnostic, impact  
socio-économique et perspectives de développement.**

154

Haudeville B. ; Adéchoubou M.

Paris (FRA), Koutiala (MLI) : Consortium Européen pour le Crédit Coopératif  
Malien, 1996. - 56 p.

*Mots-clés* : MUTUALISME ; KAFO JIGINEW ; EVALUATION ; CREDIT AGRICOLE ; BANQUE  
DE CEREALES ; MALI



*Présentation* - Kafo Jiginew, en Bambara l'union des greniers, est l'organisation d'épargne et de crédit mutuel fondée et gérée par les paysans de Mali Sud, à l'image des réseaux mutualistes de crédits qui se sont créés au Nord comme au Sud depuis un siècle. Le rapport de mission fait le point de l'état actuel du réseau (historique, implantation, évolution du sociétariat et du capital social...) ; il présente les principales caractéristiques de son fonctionnement (organisation et gestion du réseau, collecte de l'épargne, politique de crédit, de formation...) et analyse l'impact et les perspectives de développement et les stratégies les plus appropriées pour y faire face (perspectives de la filière coton, perspectives institutionnelles).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**La situation de las cajas rurales de ahorro y crédito.** 155

Lazarte J.

Debate Agrario

1996, (24) : 39-58

*Mots-clés* : EVALUATION ; MUTUALISME ; PEROU

*Présentation* - Les Caisses rurales d'épargne et de crédit créées légalement en 1992 apparaissent comme une alternative dans l'intermédiation financière rurale au Pérou. L'auteur développe l'évolution de leurs activités et les difficultés qu'elles rencontrent dans l'exercice de leurs fonctions.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**L'expérience du crédit agricole mutuel (Bénin).** 156

Pesche D. ; Le Meur P.Y.

Lettre du Réseau GAO

1994, (19) : 6-9

*Mots-clés* : MUTUALISME ; FECECAM ; HISTOIRE ; BENIN

*Présentation* - A travers un entretien avec un des dirigeants de la FECECAM (C.Koukponou), l'article évoque l'histoire de ce réseau mutualiste et fait le point sur sa situation actuelle et ses perspectives d'avenir.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Des crédits pour les plus pauvres. Concilier solidarité et efficacité économique.** 157

RITIMO ; FPH

Base Arrière

Paris (FRA) : FPH, 1992. - 150 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; INFORMEL ; MUTUALISME ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - La revue est composée d'une cinquantaine de fiches présentant des expériences très diverses en Afrique, Asie, Amérique du Sud. Elles présentent succinctement les objectifs, activités, mode de gestion de projets en cours et de systèmes informels.

*Consultation* : GRET

## **Les systèmes à caution solidaire**

---

### **Projet de promotion du petit crédit rural au Niger.** 158

Barrier C. ; Larzillière M.J.

Paris (FRA) : CFD, 1993. - 40 p.

*Mots-clés* : MISE EN OEUVRE ; CREDIT SOLIDAIRE ; NIGER

*Présentation* - Au Niger, la CNCA a fermé ses portes en 1986. De nouveaux systèmes de crédit visant les petits emprunteurs ruraux ont été développés à titre expérimental. Certains fonctionnent avec une mobilisation préalable de l'épargne, d'autres, comme ce projet, distribuent d'emblée des micro-crédits. Ce rapport développe les objectifs et stratégies du projet, les modalités fixées pour l'opérateur (dispositif, zone d'intervention, durée de l'opération), son cahier des charges (gestion du crédit et de l'épargne, mise en place de la future institution bancaire, volet d'accompagnement) et fixe les prévisions d'activité et de coût pour s'interroger sur les conditions de viabilité du dispositif.

*Consultation* : Doc DSFR

---

### **Programme général de prêts de la Grameen Bank.** 159

Belkin G.

s.l. : ICAD, 1991. - 102 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; GRAMEEN BANK ; SOCIOLOGIE ; EVALUATION

*Présentation* - Trois ans d'étude de la Grameen bank ont permis à l'auteur de comprendre en détail le fonctionnement de ce "projet le plus connu et le plus cité de son secteur". Il commence par décrire toutes les bases sur lesquelles repose ce système avant d'en faire une analyse critique sans complaisance qui souligne ses qualités et ses risques.

*Consultation* : Doc DSFR

---

### **The Solidarity Group Experience Worldwide.** 160

Berenbach S. ; Guzman D.

In : Otero M., Rhyne E. - *The New World of Microenterprise Finance*

London (GBR) : IT Publications, 1994. - p. 119-139

*Mots-clés* : ACCION ; CREDIT SOLIDAIRE ; INNOVATION ; FORMATION ; MOBILISATION DE L'EPARGNE ; AMERIQUE LATINE ; BOLIVIE ; COLOMBIE ; GUATEMALA

*Présentation* - A partir de l'exemple de la Grameen Bank et de l'expérience de trois programmes de crédit solidaire en Amérique latine (PRODEM/BANCOSOL, Bolivie ; AGS, Colombie ; Funtec, Guatemala), associés à Accion International, les auteurs cherchent à analyser comment ces organisations sont devenues efficaces, centrées sur les clients. La discussion porte sur les résultats enregistrés et considère que ces programmes continuent d'innover dans des domaines tels que l'épargne, la formation et les nouveaux services aux clients.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Le crédit solidaire en Guinée Conakry.**

161

Doligez F. ; Fournier Y. ; Gentil D.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (35) : 69-82

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; EQUILIBRE FINANCIER ; EXTENSION ; APPROPRIATION ; GUINEE

*Présentation* - L'expérience de la Grameen Bank au Bangladesh a été reprise en Guinée Conakry. Les paysans pauvres peuvent obtenir des crédits pour réaliser de petits investissements, source d'accroissement de revenus. Aucune épargne préalable n'est exigée, mais une caution solidaire est nécessaire. Les remboursements sont effectués progressivement. Cette expérience a obtenu un grand succès et s'est étendue à d'autres secteurs. L'appropriation sociale et l'équilibre financier peuvent être rapidement obtenus et permettent de consolider et pérenniser le projet.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Le Projet de Promotion du Petit Crédit Rural au Burkina-Faso.**

162

Ellsasser K.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (34) : 51-64

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; PPPCR ; BURKINA FASO

*Présentation* - Le Burkina-Faso a connu de profondes transformations lors des sécheresses des années 70 et 80. Dans le nord Yatenga, les éleveurs peul comme les cultivateurs rimaibé ont dû diversifier leurs activités. Mais, entièrement décapitalisés, ils ne peuvent assurer leur autosuffisance alimentaire, et ne peuvent épargner pour avoir droit aux crédits classiques. Le petit crédit rural, structure solidaire et villageoise, leur permet d'emprunter pour des activités variées, selon des procédures simples inspirées de la Grameen Bank.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Vers une "banque solidaire" pour le crédit aux plus défavorisés.**

163

FPH

Compte-rendu de la rencontre de St-Sabin (FRA) ; Juin 1992

Document de travail n° 22

Paris (FRA) : FPH, 1992. - 131 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; FRANCE ; MEXIQUE ; RWANDA

*Présentation* - Cet ouvrage se compose d'une série d'exposés rapides sur différents systèmes de crédit solidaire, dans les PVD (Grameen Bank, Banques populaires du Rwanda, fonds de crédit au logement au Mexique...) et en France (Association pour le droit à l'initiative économique, Nouvelle économie fraternelle, Société d'investissement France active...). A partir de ces exemples, le cahier des charges d'une "banque solidaire" est défini (créer des outils financiers adaptés aux besoins, aux contraintes, aux aspirations et à la culture de populations précises, proposer aux bénéficiaires un processus de développement, rechercher des garanties immatérielles cohérentes avec la culture des bénéficiaires...etc.).

*Consultation* : GRET



---

**Les avatars du modèle "Grameen Bank".**

164

Gentil D.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 115-134

*Mots-clés* : GRAMEEN BANK ; CREDIT SOLIDAIRE ; SUCCES ; CRG ; PFR ; IKHTIAR

*Présentation* - La Grameen Bank qui a montré au Bangladesh qu'on pouvait faire du crédit aux populations pauvres a servi de modèle dans des contextes très divers. Le succès de la Grameen Bank vient de l'adéquation entre son public, les objets de crédit, les modalités financières et le montage institutionnel. La copie du modèle nécessite alors d'adapter l'organisation et le fonctionnement aux conditions spécifiques des pays (structures sociales, activités à financer, environnement institutionnel et légal, nature des différents acteurs financiers). Certains "avatars" (a. incarnation de Vichnou ; b. métamorphose, transformation ; c. par contresens, mésaventure...) de la Grameen Bank sont présentés, avec leurs modalités d'adaptation (projet Ikhtiar, Malaisie ; projet Crédit rural de Guinée ; programmes du Cambodge et du Viet-Nam, en relation avec le GRET).

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Overcoming Poverty through Credit : the Asian Experience in Replicating the Grameen Bank Approach.**

165

Getubig I.P. (ed.) ; Yaakub M.J. (ed.) ; Kuga Thas A.M. (ed.)

S.I. : Asian and Pacific Development Center, 1993. - n.p.

*Mots-clés* : GRAMEEN BANK ; CREDIT SOLIDAIRE

---

**The Grameen Bank Reader. Training Materials for the International Replication of the Grameen Bank Financial System for the Reduction of Rural Poverty.**

166

Gibbons D.S. (ed.)

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1992. - 158 p.

*Mots-clés* : HISTOIRE ; CREDIT SOLIDAIRE ; MALAISIE

*Présentation* - Le but de cet ouvrage est de sélectionner un certain nombre d'écrits présentant la philosophie de base de la Grameen Bank et les conditions requises pour la mise en oeuvre de modèles dans d'autres contextes. Il est destiné aux acteurs qui participent à des projets de "réplication" de la Grameen Bank afin d'en comprendre ses fondements.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Credit for Alleviation of Rural Poverty : the Grameen Bank in Bangladesh.**

167

Hossain M.

Bangladesh Institute of Development Studies

Washington, D.C. (USA) : International Food Policy Research Institute, 1988. - n° 66. - 89 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; GRAMEEN BANK ; MISE EN OEUVRE ; IMPACT ; COUT

*Présentation* - Cet ouvrage fait la synthèse de l'histoire de la Grameen bank, son fonctionnement et son évolution de 1976 à la fin des années 80 et aborde également les effets économiques et les questions de coûts de fonctionnement.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Innovations institutionnelles en faveur des populations rurales dans le système financier indonésien.** 168

Lapenu C.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1992. - n° 49/93. - 80 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; KUM ; PHBK ; P4K ; INDONESIE

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Grameen Bank : instrument bancaire ou instrument de développement ?.** 169

Le Stump P.

Techniques Financières et Développement

1994, (33) : 40-49

*Mots-clés* : GRAMEEN BANK ; CREDIT SOLIDAIRE ; BANGLADESH

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Is Grameen Bank an Appropriate Model for Subsaharan Africa ?.** 170

Nguyen T.D.P.

Rural Finance Group

Columbus (USA) : Ohio State University, 1995. - 28 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; PERFORMANCE ; SUCCES ; ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - L'auteur analyse en premier lieu les facteurs du succès de la Grameen Bank : forte densité de population, activités diversifiées, offre importante de travailleurs bien formés, coût salarial faible, connaissance des clients et du marché, système d'information rapide et flexible, formation, incitations, structure hiérarchique bien organisée, offre de fonds extérieurs à faible coût... Les contraintes sociales, micro et macro-économiques doivent ensuite être prises en compte dans chaque pays. La notion de "réplication" doit être précisée étant donnée que les institutions évoluent, s'adaptant à leur propre environnement. En 1993, moins de 10 réplifications sont connues en Afrique subsaharienne, et seules 2 ont dépassé les 5000 clients. L'auteur fait le point de leurs contraintes spécifiques.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Une voie d'insertion méconnue : la création de son propre emploi.** 171

Nowak M. ; Federici A.L. ; Le Bissonnais A. ; Missaoui R.

Dossier pour un débat

Paris (FRA) : FPH/ADIE, 1992. - n° 11. - 67 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; FRANCE

---

---

**La banquière de l'espoir. Celle qui prête aux exclus.**

172

Nowak M.

Passionnelles

Paris (FRA) : Albin Michel, 1994. - 292 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; TRANSITION ECONOMIQUE ; PAUVRETE ; ALBANIE ; BURKINA FASO ; FRANCE

*Présentation* - A travers cette autobiographie, l'auteur retrace son action dans le développement de systèmes de crédit solidaire. Désireuse de rendre aux plus démunis le droit de créer leur emploi en leur ouvrant un crédit, M.Nowak s'inspire du modèle de la Grameen Bank pour mettre en oeuvre des systèmes adaptés à des situations aussi diverses que les zones sahéliennes du Burkina-Faso soumises aux sécheresses, les zones rurales albanaises en pleine recomposition suite à la chute du régime communiste, l'appui aux exclus en France (chômeurs, RMistes, ex-détenus, immigrés).

*Consultation* : GRET

---

**Cigales, des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement.**

173

Russo P.D. ; Verley R.

Dossier pour un débat

Paris (FRA) : FPH, 1995. - n° 48. - 128 p.

*Mots-clés* : MOBILISATION DE L'EPARGNE ; CREDIT SOLIDAIRE ; FRANCE

---

**KUM : the Grameen Bank Approach to Poverty Alleviation in Indonesia.**

174

Syukur M. ; Suharto P. ; Colter Y.M.

Regional Workshop on the Grameen Bank Approach to Poverty Alleviation : Experiences and Prospects in Asia ; Malaisie ; 1991

Bogor (IDN) : CASER. Centre for Agro-Socio-Economic Research, 1991. - 35 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; KUM ; INDONESIE

*Présentation* - Ce travail décrit, dans le cadre du contexte indonésien (Java Ouest), le mode de fonctionnement et l'évolution d'un programme de répliation de la Grameen Bank créé en 1989 et comptant 270 membres en 1991, dont 85% de femmes.

*Consultation* : Doc DSFR

---



---

**Replicating the Grameen Bank. The Latin American Experience.**

175

Thomas J.J.

Small Enterprise Development

1995, 6 (2) : 16-26

*Mots-clés* : EVALUATION ; IMPACT ; CREDIT SOLIDAIRE ; ZONE URBAINE ; AMERIQUE LATINE

*Présentation* - Le succès de la Grameen Bank est bien connu. De nombreux écrits existent sur les modèles Grameen Bank mis en place en Asie et en Afrique. Cet article décrit des groupes solidaires en zone urbaine d'Amérique Latine et évalue leurs résultats en termes d'efficacité et de bénéfice pour les emprunteurs. Les conclusions montrent qu'un certain nombre de projets en place depuis plusieurs années ont atteint un niveau raisonnable d'efficacité ; les changements au niveau des entreprises des emprunteurs sont plus difficiles à évaluer et suggèrent des améliorations assez modestes.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Group credit : A Means to Improve Information Transfer and Loan Repayment Performance.**

176

Wenner M.D.

Journal of Development Studies

1995, 32 (2) : 263-281

*Mots-clés* : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; MISE EN OEUVRE ; REMBOURSEMENT ; GROUPE SOLIDAIRE ; CREDIT SOLIDAIRE ; INCITATION

---

## Les systèmes bancaires

---

### Le modèle financier et de développement de CORPOSOL. 177

Fernandez J.C.

Techniques Financières et Développement

1995, (37) : 64-65

Mots-clés : CORPOSOL ; BANQUE ; COLOMBIE

*Présentation* - Cet article analyse le fonctionnement, et le succès de Corposol. Pourtant, l'institution ayant subi une grave crise en 1996, il sera intéressant de suivre les travaux plus récents sur l'institution et de comprendre les failles du système.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

### Islamic Banking : Theory and Practice. 178

Hammad A.E.

Cincinnati (USA) : Zakat and Research Foundation, 1989. - 45 p.

Mots-clés : BANQUE ISLAMIQUE ; SERVICE SPECIFIQUE

*Présentation* - Ce petit fascicule présente les principes sur lesquels reposent les pratiques financières islamiques et les instruments utilisés (Morabahah, Mosharakah, Modharabah, Mozara'ah, salam, Qard hasan, Ijara).

*Consultation* : Doc DSFR

---

### Metamorphosis from NGO to Commercial Bank : the Case of Bancosol in Bolivia. 179

Mosley P.

In : Hulme D., Mosley P. - Finance against Poverty

London (GBR) : Routledge, 1996. - p. 1-31. - 2 vol.

Mots-clés : BANCOSOL ; ACCION ; ONG ; BANQUE COMMERCIALE ; INSTITUTIONNALISATION ; RESTRUCTURATION ; BOLIVIE

*Consultation* : Doc DSFR

---

### Progress with Profits. The Development of Rural Banking in Indonesia. 180

Patten R.H. ; Rosengard J.K.

Sector Studies

San Francisco (USA) : ICS Press, 1991. - n° 4. - 114 p.

Mots-clés : BANQUE PUBLIQUE ; BANQUE REGIONALE ; BRI ; BKK ; INCITATION ; EVALUATION ; HISTOIRE ; LIBERALISATION ; RESTRUCTURATION ; INDONESIE

*Présentation* - Les auteurs analysent ici en détail deux institutions financières rurales indonésiennes fonctionnant avec succès : la banque publique nationale BRI et le réseau des institutions financières du gouvernement provincial de Java central, les BKK. Ils comparent leurs approches dans les services financiers et soulignent les facteurs d'efficacité. Si certains de leurs points forts sont basés sur des conditions géographiques, politiques et économiques spécifiques, d'autres peuvent être transférés pour d'autres banques rurales (adhésion aux principes bancaires, compréhension et réactivité face aux attentes des clients...). La BRI montre en particulier comment une banque publique peut répondre aux forces du marché.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Rural Financial Intermediation : Lessons from Indonesia.** 181  
**Part one : the Bank Rakyat Indonesia, 1970-1991.**

Robinson M.S.

Development Discussion Paper

Cambridge (USA) : Harvard Institute for International Development, 1992. - n° 434.  
- 121 p.

*Mots-clés* : BANQUE PUBLIQUE ; BRI ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; INDONESIE

*Présentation* - L'auteur développe l'évolution et les transformations de la BRI et présente cette nouvelle culture qui a conduit au succès de l'institution. A partir du cadre des théories institutionnelles et des risques sur les marchés financiers, elle établit les bases d'un modèle pour une intermédiation financière rurale efficace, développé dans une deuxième partie. La troisième partie concerne les implications politiques de ces modèles. Ces trois parties sous forme de trois "Development discussion papers" doivent donner lieu à un livre à paraître.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Microfinance - Involving Banks.** 182

Rowlatt A.

Small Enterprise Development

1997, 8 (2) : 41-47

*Mots-clés* : FONDS DE GARANTIE ; BANQUE COMMERCIALE ; GUYANE ; NAMIBIE ; PALESTINE

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Finance et développement en pays d'Islam.** 183

Traimond P.

Universités francophones

Paris (FRA) : EDICEF/AUPELF, 1995. - 255 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; BANQUE ISLAMIQUE ; MACROECONOMIE

*Présentation* - Le thème de la finance islamique intéresse les relations monétaires internationales en raison des progrès de l'intégrisme, de la présence de nombreux conflits armés déclarés ou latents, de l'importance du pétrole, et enfin des problèmes de développement qui lui sont liés. Avec la mondialisation du crédit, la finance islamique ne peut échapper à l'évolution de la finance internationale. La première partie de l'ouvrage développe les principes de la finance islamique et ses instruments d'analyse. L'auteur cherche ensuite à préciser comment la finance islamique s'efforce de s'affirmer, puis il montre comment elle peut s'intégrer à la "globalisation" internationale ; il souligne enfin les adaptations qu'impose la crise mondiale et la baisse du prix des matières premières pour en tirer des conclusions sur le recul des pays du Proche-Orient.

*Consultation* : Doc DSFR



## Mise en oeuvre et système d'appui

---

### La innovacion en las tecnologias crediticias.

184

Alvarado J.

Debate Agrario

1995, (21) : 1-14

*Mots-clés* : MISE EN OEUVRE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; INNOVATION ; INFORMEL ; ONG ; BANQUE COMMERCIALE ; SELECTION DES CLIENTS ; INCITATION ; LIBERALISATION ; PEROU

*Présentation* - Suite à la libéralisation financière menée au Pérou depuis 1990, le paysage du crédit rural a été fortement transformé ; en particulier, en 1992, la banque agricole (Banco Agrario) a été liquidée. Les Banques commerciales, face aux difficultés du crédit rural ont peu pris le relais. L'auteur montre comment, avec des techniques de sélection, d'incitation et de contrainte différentes des techniques conventionnelles et inspirées du secteur informel, il est possible pour les banques commerciales de prêter aux petits agriculteurs. Il étudie en particulier l'exemple du programme de crédit du CEPES (Centro peruano de estudios sociales).

*Consultation* : Doc CIRAD

---

### Etude d'opportunité d'une contribution française à la formation au profit des systèmes financiers décentralisés en Afrique, dans le cadre du PRAOC.

185

Benarrosh R.

Paris (FRA) : Centre de formation de la profession bancaire, 1996. - 82 p.

*Mots-clés* : FORMATION ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Consultation* : Doc DSFR

---

### Promotion de l'agriculture familiale dans le bassin du Fleuve Rouge (Viet-Nam).

186

Bergeret P.

Paris (FRA) : GRET, 1993-1994. - n° 2. - 33 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; PFR ; MISE EN OEUVRE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ANALYSE DE SYSTEME ; TRANSITION ECONOMIQUE ; VIET NAM

*Présentation* - 1993 a vu le démarrage du projet "Agriculture familiale dans le bassin du Fleuve Rouge - Volet développement expérimental" (CFCF, MAE, GRET, Fondation de France). La mise en place du projet fait suite à plusieurs années de recherches sur l'agriculture locale ; les objectifs sont de tester, dans quatre districts représentatifs du Bassin, des méthodes de suivi-conseil pour la vulgarisation agricole (techniques agricoles, modes d'organisation sociale adaptés aux nouvelles conditions de l'agriculture nées de la décollectivisation). Quatre axes de travail ont été retenus : techniques agricoles et d'élevage, crédit, irrigation, organisations paysannes. Les rapports d'activité font le point sur l'état de la structure du projet et exposent ensuite la teneur des actions conduites dans les 4 axes évoqués. Des rapports d'activité spécifiques au volet crédit ont été réalisés depuis 1991 par les agents du GRET ou des missions externes (Bousquet D., Daubert P., Pillot D., Sapin V., Gentil D....).

*Consultation* : GRET

---

**Nonmarket Institutions for Credit and Risk Sharing in Low-Income Countries.** 187

Besley T.

Journal of Economic Perspectives

1995, 9 (3) : 115-127

Mots-clés : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; ASSURANCE ; RISQUE ; INFORMEL

---

**Les ONG spécialisées dans le financement rural en Bolivie. L'expérience de l'ANED.** 188

Birbuet G. ; Cornachia S.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 203-212

Mots-clés : ONG ; CREDIT SOLIDAIRE ; ANED ; HISTOIRE ; IMPACT ; BOLIVIE

*Présentation* - Entre secteur formel et informel, les ONG, largement implantées en Bolivie, développent de nouvelles démarches, spécialisées dans le crédit rural (PRODEM, Sartawi, FADES, ANED, FONDECO...). L'auteur présente en particulier l'expérience de l'ANED (Association Nationale Oecuménique pour le développement) et réfléchit à la place que pourront trouver ces ONG (intégration et concurrence avec le secteur formel).

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Dispositifs d'appui et financement de la petite entreprise.** 189

Botzung M.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 135-152

Mots-clés : PME ; SERVICE SPECIFIQUE ; ROLE DE L'ETAT ; ROLE DES BAILLEURS ; DEMANDE ; EVALUATION ; AFRIQUE ; CONGO ; COTE D'IVOIRE ; GHANA ; KENYA ; MADAGASCAR ; SENEGAL

*Présentation* - De puissants effets de mode, les évolutions et les expérimentations des opérateurs et les priorités des Etats ont souvent déterminé les pratiques d'appui aux petites entreprises. Aujourd'hui, les spécificités des bailleurs s'estompent au profit d'un certain recentrage des problématiques autour de l'émergence des opérateurs locaux, des systèmes de financement et de la pérennisation des dispositifs d'appui. L'article s'inspire d'une analyse de dispositifs d'appui aux petites entreprises réalisée par le GRET et l'IRAM. L'étude a porté sur l'évaluation de projets d'appui (au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Congo, à Madagascar et au Kenya) et sur une série d'entretiens avec des entrepreneurs (au Sénégal et en Côte d'Ivoire). L'analyse porte sur trois dynamiques : le besoin structurel de financement des PME, les attentes des entrepreneurs, et, enfin, la logique propre des bailleurs.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

---

**Strategic Planning in Development Banks.**

190

Caceres L.R.

Savings and Development

1994, 18 (2) : 155-168

*Mots-clés* : PLANIFICATION ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; MISE EN OEUVRE

*Présentation* - Ce papier décrit la structure et le contenu d'un système de planification stratégique pour une banque de développement. La première section qui traite de l'évolution récente des pratiques de planification dans l'industrie bancaire, est suivie d'une discussion sur l'organisation d'un système de planification pour une banque de développement. Chaque élément du système est discuté, en mettant l'accent sur l'importance qui doit être accordée aux aspects liés à sa mise en place. Ensuite, le papier présente les thèmes relatifs aux bénéfices qu'une banque de développement peut tirer de la planification et au calendrier qui devrait être suivi dans le cycle de planification. En dernier lieu, le papier fait une comparaison entre le système proposé et les autres systèmes de programmation.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Les organisations paysannes et l'épargne-crédit.**

191

Chao-Beroff R.

Autrèches (FRA) : Cellule de suivi des initiatives d'épargne et de crédit autogérées en Afrique, 1994. - 32 p.

*Mots-clés* : ORGANISATION PAYSANNE ; AGRICULTURE ; INNOVATION

*Présentation* - L'auteur analyse des nouvelles relations entre les organisations paysannes et les institutions financières dans le cadre du désengagement de l'Etat. Le nouveau rôle d'opérateur économique des OP exige des moyens financiers et elles doivent chercher comment se les procurer de façon sûre et dans la forme appropriée. Faute de trouver dans le paysage financier des offres attractives et crédibles, les OP sont donc actuellement tentées de créer elles mêmes leur propre système financier rural au service de leurs stratégies. Les réflexions portent sur le rôle des organisations paysannes pour permettre à leurs membres d'occuper une place dans le paysage économique ; une nouvelle catégorie de SFD pourrait naître, sous forme de "caisse paysanne" mises en place par les OP, s'adressant au paysan individuel et aux associations paysannes et se spécialisant dans le financement de l'agriculture.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---



---

**Expérimentation sur la formation de caisses villageoises de crédit dans la plaine des Joncs, Delta du Mekong, Viet-Nam. (Rapport d'activité) Janvier 1994 - Juillet 1995.** 192

Colliot E. ; Minh N.V.

Ho Chi Minh Ville (VNM) : ISA/FOS, 1995. - 77 p.

Mots-clés : CREDIT SOLIDAIRE ; MISE EN OEUVRE ; VIET NAM

*Présentation* - Le projet ISA/FOS de Recherche Développement de la Plaine des Joncs a été initié en juillet 1992, en collaboration entre l'Institut des Sciences Agronomiques du Sud Viet-Nam et le Fonds pour la Coopération au Développement (ONG belge). Il intervient au sud Viet-Nam dans la Plaine des Joncs, dernier front pionnier du Delta, caractérisé par des conditions de mise en valeur très difficiles. Le principal objectif du projet est de venir en appui aux populations les plus pauvres de la zone. Dans la première phase du projet (1992-1995), deux volets ont été mis en place : un volet recherche agronomique pour la production de références agro-économiques et un volet crédit rural à partir de janvier 1994. Le rapport d'activité, après un rappel sur les objectifs et les choix décidés lors de la mise en place de l'expérimentation "crédit", présente un résumé de la phase initiale de test de janvier 94 à octobre 94 puis fait le point sur la situation de l'expérimentation en 1995 et les adaptations subies au cours des derniers mois. Ce rapport doit permettre la préparation de la deuxième phase qui débute en janvier 1996.

Consultation : Doc DSFR

---

**Réflexion sur la mise en place d'un système d'assurance contre les risques de l'élevage des exploitations albanaises.** 193

Creusot A.C.

Mémoire DEA. Economie rurale

Montpellier (FRA) : ENSA, 1995. - 76 p.

Mots-clés : SERVICE SPECIFIQUE ; ASSURANCE ; ELEVAGE ; ALBANIE

Consultation : Doc DSFR

---

**Rapports de mission au Zaïre. Mise en place du volet épargne-crédit à Kabinda.** 194

Daubert P.

Paris (FRA) : GRET, 1994-1996. - 22 p., 16 p., 27 p.. - 3 vol.

Mots-clés : MISE EN OEUVRE ; INFLATION ; MUTUALISME ; ZAIRE

*Présentation* - La mission de février 1995 dans la zone de Kabinda au Zaïre a conclu à la possibilité d'expérimenter des systèmes de caisses d'épargne et de crédit, mais les conditions monétaires étant peu propices au fonctionnement des services financiers, la prudence et la progressivité sont indispensables à l'expérimentation. Un système d'indexation des taux sur l'inflation a été mis en place pour essayer de faire face aux dévaluations éventuelles de la monnaie. Au niveau technique, le protocole est élaboré sur la base d'un montant minimum d'épargne bloqué sur la période du crédit. Le développement des ressources propres dans les mutuelles doit assurer progressivement le remplacement des prêts consentis par le projet. La mission de février 1996 vise à évaluer les résultats de l'expérimentation sur les trois premières mutuelles puis à mettre en place un plan d'extension (création de 16 mutuelles supplémentaires - mars

1996/juin 1997- mise en place d'une fédération des mutuelles, préparation des termes d'un contrat entre les différents acteurs...). Le rapport contient par ailleurs des outils de comptabilité et de suivi de gestion, qui viennent rectifier ou compléter ceux mis en place en 1995.

*Consultation* : Doc DSFR ; GRET

---

**Dispositif de formation sur le crédit rural au Cambodge.** 195

Daubert P.

Paris (FRA) : GRET, 1995. - 35 p.

*Mots-clés* : FORMATION ; CREDIT SOLIDAIRE ; MISE EN OEUVRE ; CAMBODGE

*Consultation* : GRET

---

**Contribution à la mise en place d'un nouveau système de crédit rural. Banh, Burkina-Faso.** 196

Diop M.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1990. - 113 p.

*Mots-clés* : MISE EN OEUVRE ; CREDIT SOLIDAIRE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Construire des outils financiers au service du développement rural au Bénin.** 197

Doligez F. ; Fournier Y. ; Gentil D.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (34) : 38-50

*Mots-clés* : MUTUALISME ; RESTRUCTURATION ; APPROPRIATION ; MISE EN OEUVRE ; BENIN

*Présentation* - Dans le cadre de l'essor des systèmes de crédit décentralisés, de nouvelles approches conjuguant références extérieures et participation des usagers dans la conception et la gestion des systèmes financiers sont mises en oeuvre. Ainsi, les coopératives d'épargne et de crédit du Bénin ont démarré sur la base de la collecte d'épargne et ont développé avec succès une activité de crédit depuis la réhabilitation du réseau en 1988. L'effort est actuellement porté sur la consolidation et la structuration du réseau qui doit permettre un contrôle effectif des sociétaires sur sa gestion, ainsi que sur la définition des modalités de participation à une politique nationale de financement rural.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Financement des micro-entreprises et PME.**

198

Epargne Sans Frontières

Techniques Financières et Développement

1995, (37) : 1-88

*Mots-clés* : PME ; COMPARAISON ; SERVICE SPECIFIQUE ; INNOVATION ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - Les articles sur les PVD sont les suivants : Financement des petites entreprises en Afrique : le nécessaire recours au bon sens (Courcelles) Approches nouvelles de financement des micro-entreprises dans les PVD (Dhonte) Comment appuyer le développement des petites et micro-entreprises ? (L'Héritau) Appui aux micro et petites entreprises africaines (Chaze) Analyse des services financiers des ONG - L'association des prestataires de services en Afrique (Akemakou) Conditions d'efficacité des programmes des bailleurs de fonds en Afrique (Chuanguen) La gestion financière de l'entreprise informelle africaine (Hernandez) Développement de la micro-entreprise : expérience latino-américaine (Suarez Crothers) Développement des PME en Asie : quelles leçons pour l'Afrique ? (Chee) Modèle financier de Corposol (Fernandez) PME et réintermédiation financière à Dakar (Baumann) Aide aux initiatives productives de base AIPB (Boursetti) Développement des PME au Maroc : l'expérience des Banques Populaires (Maghrabi).

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Fonds d'investissement local F.I.L. "Là où le crédit ne convient pas".**

199

Fournier Y. ; Gentil D.

Paris (FRA) : IRAM, 1994. - 74 p.

*Mots-clés* : FONDS D'INVESTISSEMENT ; MISE EN OEUVRE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; INVESTISSEMENT

*Présentation* - Il existe souvent un réel besoin de financement pour une large gamme d'investissements qui ne peuvent être traités par les formules habituelles de crédit. Les Fonds d'investissement locaux recouvrent une réalité diversifiée. Les auteurs établissent alors une typologie à partir des objectifs, champs d'intervention et type de relation intervenants/population (fonds de développement rural, micro-réalisations, projets investissement-travail, fonds d'investissements sociaux, investissement des organisations paysannes). L'analyse consiste également à caractériser l'environnement des FIL (existence ou non d'autres institutions) et à préciser les objectifs, objets financés, modalités, conditions de pérennisation... Trois projets sont ensuite examinés en détail. L'histoire des fonds divers et de lignes de crédit à l'intérieur des projets est assez longue et riche d'expériences, en général peu satisfaisantes ; quelques idées peuvent cependant être retenues (clarification des objectifs, implication des populations, insertion dans une dynamique locale...).

*Consultation* : IRAM

---



---

**Une banque paysanne de crédit à San Dionisio au Nicaragua.** 200

Gerbouin P.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (35) : 50-68

*Mots-clés* : ORGANISATION PAYSANNE ; MISE EN OEUVRE ; NICARAGUA

*Présentation* - La recherche-action entreprise depuis 1987 par le PRODESSA (Centre de recherche, développement et formation pour le secteur agricole) à San Dionisio a débouché en 1992 sur l'élaboration par les leaders paysans d'un programme de développement local qui prévoit la création d'une structure de financement gérée par l'organisation paysanne. Les résultats obtenus sont très positifs et intéressent de nombreux organismes. La caisse a octroyé plus de 900 prêts agricoles pour un montant voisin de 540 000 F à 460 familles appartenant à 18 hameaux de la zone. Les taux de remboursement obtenus atteignent plus de 98% alors que traditionnellement l'Etat et les ONG obtiennent moins de 50%, et le bilan financier met en évidence une accumulation de capital. La création d'une commission nationale sur le crédit alternatif actuellement coordonné par le PRODESSA devrait permettre d'étendre les recherches à d'autres régions et de diffuser les acquis de San Dionisio.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Rapport de mission d'appui sur les systèmes d'information comptables pour le crédit rural. Cambodge.** 201

Goldstein G.

Paris (FRA) : IRAM, GRET, 1994. - 25 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; SYSTEME D'INFORMATION ; GESTION ; MISE EN OEUVRE ; CAMBODGE

*Consultation* : IRAM ; GRET

---

**Vers une théorie économique des limites de l'assurabilité.** 202

Gollier C.

Revue d'Economie Financière

1996.

*Mots-clés* : ASSURANCE ; THEORIE FINANCIERE

---

**The Appropriate Role of Agricultural Insurance in Developing Countries.** 203

Hazell P.B.R.

Journal of International Development

1992, 4 (6) : 567-581

*Mots-clés* : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; ASSURANCE ; RISQUE ; ECONOMIE DES MENAGES ; DIAGNOSTIC

---

---

**Self-help group in PHBK.**

204

Holloh D. ; Soetjipto S.M.

Jakarta (IDN) : Bank Indonesia, 1991. - 35 p.

*Mots-clés* : INFORMEL ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; PHBK ; INDONESIE

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Petits entrepreneurs et dispositifs d'appui ; la difficile rencontre.**

205

IRAM

Paris (FRA) : IRAM, 1995. - n.p.

*Mots-clés* : SERVICE SPECIFIQUE ; COTE D'IVOIRE ; GHANA ; KENYA ; SENEGAL

*Consultation* : IRAM

---

**Le financement de la petite entreprise en Afrique.**

206

Institut du Développement

Paris (FRA) : L'Harmattan, 1996. - 68 p.

*Mots-clés* : PME ; GESTION ; AUTOFINANCEMENT ; INFORMEL ; DIAGNOSTIC ; AFRIQUE

*Présentation* - Ce petit ouvrage a pour objectif de présenter d'une manière simple et accessible les quelques règles et principes de base que tout entrepreneur africain se devrait de respecter, concernant le financement de son entreprise : les règles de gestion, le choix des équipements adaptés, la connaissance des réalités du marché, l'importance de l'autofinancement et le recours au financement extérieur (la banque, l'informel, les "projets de développement").

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Les associations de services financiers ruraux (ASF).**

207

Jazayeri A.

Techniques Financières et Développement

1996, (43) : 49-62

*Mots-clés* : NOUVELLE APPROCHE ; MISE EN OEUVRE ; INNOVATION ; EQUILIBRE FINANCIER ; SERVICES LIES ; GHANA ; GUINEE ; INDONESIE

*Présentation* - Dans la plupart des cas, les projets de développement visant à fournir du crédit rural ne sont pas parvenus à atteindre l'équilibre financier. L'analyse et les propositions de l'article s'appuient sur les bons résultats obtenus par un système d'intermédiation financière locale au titre de divers projets financés par le FIDA (Guinée, Bénin, Afrique du Sud). Le principe des Associations de Services Financiers ruraux repose sur une approche progressive qui met l'accent au départ sur des services financiers autres que des prêts (coffre-forts, épargne, actions, transferts et assurance...) pour, à mesure que l'institution se renforce, fournir des prêts (consommation, logement, agriculture, petite entreprise). Enfin, l'ASF joue le rôle de banque de détail faisant office d'intermédiaire pour d'autres institutions financières.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

---

**Financial Products for Small and Micro-Entreprises. The Municipal Savings and Loan Banks of Peru.** 208

Lepp A.

Small Enterprise Development

1996, 7 (2) : 15-24

Mots-clés : EVALUATION ; PME ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; PEROU

Consultation : Doc CIRAD

---

**Contribution à la mise en place d'un système expérimental de crédit à l'élevage dans le village de Se (Province du Soum, Burkina-Faso).** 209

Lesueur C. ; Torre C.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1993. - 80 p.

Mots-clés : MISE EN OEUVRE ; BURKINA FASO

Consultation : CNEARC

---

**"Optimal Incentives to Repay" in Institutions Lending to Low-Income Groups : an Indonesian Case Study.** 210

Mosley P.

Savings and Development

1995, 19 (3) : 257-278

Mots-clés : INCITATION ; REMBOURSEMENT ; MISE EN OEUVRE ; GARANTIE ; PAUVRETE ; THEORIE DES JEUX ; KURK ; BKK ; INDONESIE

*Présentation* - L'auteur analyse la possibilité d'utiliser un système de primes liées au taux de remboursement pour des prêts individuels à la place des garanties basées sur la pression sociale dans les groupes. Ces primes sont alors utilisées comme substitut pour les garanties dans les programmes de crédit aux emprunteurs à faible revenus et notamment pour les exploitants agricoles pauvres et les micro-entrepreneurs. L'article décrit l'expérience de l'Indonésie : des institutions comme les BKK ou les KURK ont utilisé cet instrument sous forme de rabais sur la valeur totale de la dette ou d'augmentation de la valeur du prêt suivant pour les emprunteurs qui remboursent ponctuellement. Il semble que le système a contribué à engendrer des taux de rentabilité élevés pour la banque et à augmenter les revenus des emprunteurs. En utilisant la méthode de la théorie des jeux, l'auteur a calculé la valeur "optimale" des primes dans le contexte indonésien et en propose des ajustements visant à agir davantage contre la pauvreté.

Consultation : Doc CIRAD

---



---

**Financial Intermediation by NGOs : Implications for  
Indigenous Village Groups in the Gambia.** 211

Nagarajan G. ; Meyer R.L. ; Ouattara K.

Savings and Development

1994, 18 (2) : 211-224

*Mots-clés* : ONG ; INFORMEL ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; ASSURANCE ; MISE EN  
OEUVRE ; GAMBIE

*Présentation* - Cet article traite des implications de l'intermédiation financière par les ONG sur les fonctions que jouent les groupes indigènes villageois d'aide mutuelle en Gambie. L'entrée des ONG dans les villages semble ne représenter qu'un substitut partiel aux services financiers pour ce qui est des fonctions d'assurance traditionnellement entreprises par les groupes indigènes villageois.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Le principe du partage des profits et pertes appliqué à  
l'analyse du porte-feuille.** 212

Ordody de Ordod S.

Note de recherche

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1994. - n° 94/40. - 12 p.

*Mots-clés* : SERVICE SPECIFIQUE

*Consultation* : GRET

---

**Etude du système d'information du Projet de Promotion  
du Petit Crédit Rural. Rapport de mission au  
Burkina-Faso.** 213

Perret V.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996. - n° 47/96. - 36 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; SYSTEME D'INFORMATION ; MISE EN OEUVRE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Micro-entreprises des pays en développement : l'illusion  
institutionnelle.** 214

Pigeon P.

Note de recherche

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1994. - n° 94/45. - 30 p.

*Mots-clés* : RCA ; SERVICE SPECIFIQUE

*Consultation* : GRET

---

---

**Hire Purchase and Micro-Entreprise Finance in Durban, South Africa.** 215

Reynolds R.

Small Enterprise Development

1995, 6 (2) : 44-50

*Mots-clés* : LOCATION-VENTE ; PME ; EVALUATION ; AFRIQUE DU SUD

*Présentation* - En Afrique du Sud, selon une enquête menée en 1992 et 1994, outre l'épargne et les prêts de la famille, la location-vente est la source de financement la plus courante pour les micro-entreprises. Les avantages pour les micro-entreprises correspondent à la rapidité de la transaction et au faible coût administratif. Ce système permet aussi aux fabricants et aux détaillants de dynamiser leurs ventes. Ce système pourrait être étendu dans d'autres projets de micro-crédit.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Plan de formation. Rapport de mission au PPPCR.** 216

Roesh M. ; Sombié J.

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1996. - 35 p.

*Mots-clés* : FORMATION ; PPPCR ; CREDIT SOLIDAIRE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Crédit Mutuel de Guinée ; le manuel du gérant.** 217

SYDEC

Marseille (FRA) : CFD/CEFEB, 1994. - 50 p.

*Mots-clés* : MUTUALISME ; GESTION ; FORMATION ; MISE EN OEUVRE ; GUINEE

*Présentation* - A partir de l'expérience du crédit mutuel de Guinée, le manuel présente les documents utilisés et détaille chaque tâche (ouverture d'un compte, versement d'argent, retrait d'argent, ouverture de crédit, remboursement de crédit, virements internes, récapitulatif d'une journée de caisse).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**CREP, Cote d'Ivoire ; le manuel du gérant.** 218

SYDEC

Marseille (FRA) : CFD/CEFEB, 1994. - 148 p.

*Mots-clés* : MUTUALISME ; FORMATION ; GESTION ; MISE EN OEUVRE ; COTE D'IVOIRE

*Présentation* - A partir de l'expérience mutualiste du projet CREP de Côte d'Ivoire, ce guide se veut un document pratique pour la tenue de la comptabilité des CO-OPEC. Il présente les démarches et procédures, depuis l'initiation comptable jusqu'à l'établissement des états financiers de fin d'exercice.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Guide pratique - Mise en place d'un système de suivi des crédits. (Cameroun).** 219

Teyssier S.

Paris (FRA) : IRAM, 1994. - 50 p.

*Mots-clés* : MISE EN OEUVRE ; CREDIT SOLIDAIRE ; SYSTEME D'INFORMATION ; GESTION ; CAMEROUN

*Présentation* - Cette étude présente des outils de suivi et de contrôle des opérations d'épargne-crédit dans le cadre d'un mode de fonctionnement spécifique : pour le crédit, des groupes solidaires, le versement d'une caution, des remboursements hebdomadaires ou mensuels ; pour l'épargne, une cotisation hebdomadaire, obligatoire, bloquée et une épargne volontaire. Les outils consistent en une série de fiches gérées aux différents niveaux du projet, correspondant à des outils de gestion et de communication.

*Consultation* : IRAM

---

**Finances et solidarité. Votre épargne pour le développement.** 220

Vigier J.P.

Atelier du développement

Paris (FRA) : Syros/FPH, 1995. - 231 p.

*Mots-clés* : SIDI ; MISE EN OEUVRE ; FRANCE

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Empowered to Default ? Evidence from BRAC's Micro-credit Programmes.** 221

Yaqub S.

Small Enterprise Development

1995, 6 (4) : 4-13

*Mots-clés* : BRAC ; EVALUATION ; GARANTIE ; CREDIT SOLIDAIRE ; SOCIOLOGIE ; INCITATION ; REMBOURSEMENT ; MISE EN OEUVRE ; BANGLADESH

*Présentation* - L'article cherche à savoir si l'acquisition d'une plus longue pratique, de ressources, de la confiance du projet et d'une position sociale à travers l'emprunt répété de micro-crédits peut réduire l'efficacité des mécanismes de remboursement. L'idée est née des données du BRAC où l'on observe un déclin des remboursements avec les prêts successifs. L'expérience du BRAC suggère qu'un système de micro-crédit basé simplement sur l'incitation pour l'enrichissement individuel peut affaiblir les forces sociales en jeu pour le remboursement en modifiant les incitations et les coûts associés à la réalisation du contrat de prêt.

*Consultation* : Doc CIRAD

---



## Suivi-évaluation et analyse d'impact

# **Le suivi-évaluation et l'analyse d'impact**

## **Le suivi-évaluation**

### **Le dispositif**

Le premier niveau d'analyse de l'information correspond à l'information interne à l'institution en termes de volume d'activité, de flux financiers... Nous verrons dans le chapitre suivant un deuxième niveau d'analyse qui correspond aux études d'impact qui permettront de suivre l'évolution de la clientèle et du contexte environnant. Le système de suivi-évaluation est généralement conçu, à l'exemple de la Fececam du Bénin (Gentil et Doligez, 1996), comme un outil de pilotage et de réflexion stratégique destiné à organiser la circulation et l'interprétation des informations existantes, des statistiques et des résultats financiers.

Les questions à éclaircir par chacune des institutions sont de savoir à quel niveau l'information sera collectée (clients, caisses locales ou villageoises, caisses régionales...), avec quel degré d'agrégation et de précision (données hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles... ; données brutes, statistiques, comptables...), avec quels moyens et quels délais, qui traitera et analysera cette information, à quel niveau elle sera restituée.

Le système d'information peut être au centre de conflits de pouvoir ; son organisation et son mode de fonctionnement doivent être clarifiés au départ.

### **Mesure de l'efficacité d'une institution**

L'efficacité définit l'obtention de résultats attendus et utiles. Elle dépend donc en premier lieu des objectifs qui auront été fixés. Ces objectifs devront être définis de manière réaliste : d'une part, ils doivent prendre en compte les contraintes auxquelles il faudra faire face au cours de leur réalisation ; d'autre part, ils doivent être orientés vers l'obtention de résultats qui seront considérés comme utiles. Pour étudier les institutions et le système financier rural des pays en voie de développement, il s'agit d'évaluer l'aspect financier en tenant compte de l'environnement social et de la spécificité de ces institutions en termes d'échelle, de source de financement, de services et de clients ciblés.

Ces critères vont également évoluer au cours du temps. Ainsi, d'anciens critères qui paraissent inadaptés pour juger de la situation en cours n'étaient pas forcément injustifiés dans un autre contexte au cours d'une période précédente. Comme beaucoup de systèmes de financement mis en place dans

les années 70 dans les pays en voie de développement et destinés à augmenter la production vivrière, l'efficacité était essentiellement mesurée par : (1) le volume de crédit distribué aux exploitations ; (2) le nombre d'exploitations touchées et (3) le niveau d'adoption des innovations techniques (surface en riz intensif, matériel technique utilisé...). Les critères d'évaluation étaient davantage centrés sur l'unité économique recevant le crédit (en l'occurrence l'exploitation agricole) que sur l'institution qui le distribue.

De nombreux travaux récents font le point sur un certain nombre de critères d'efficacité adaptés aux contraintes actuelles fixées pour les institutions financières.

Globalement, le premier niveau d'information concerne les données de base sur le volume d'activité et le bilan des coûts et des recettes. Le volume d'activité est mesuré par le volume cumulé et en cours du crédit, le volume de l'épargne collectée, le nombre de clients, dont la part de femmes, le volume des retards (à la date due, à un mois, trois mois, un an...). Les recettes incluent essentiellement le volume des intérêts et les subventions directes. Le coût total est composé des coûts salariaux, des coûts de fonctionnement, des coûts de la ressource financière, des amortissements, de l'appui technique d'opérateurs extérieurs, des services d'appui (formation, audit, promotion...). Dans les calculs d'équilibre financier, les coûts effectivement pris en compte doivent être clairement précisés.

Les analyses sur cette information se traduisent souvent sous forme de ratios. Holtmann et Mommartz (1993) analysent par exemple la viabilité économique en termes de productivité du travail, de revenus, de coûts (coût administratif, coût de la ressource, coût du maintien de la valeur du capital, en fonction du taux d'inflation). Les ratios peuvent souvent être regroupés dans le système du Camel (Porter, Ward, 93 ; Sheng, 90). Le Camel fait le point du niveau des capitaux que possède une banque (*Capital*), de l'évaluation des risques (*Asset quality*), de la gestion de la banque (*Management*), de sa rentabilité (*Earnings*), des liquidités disponibles face aux risques de retrait (*Liquidity*). L'analyse spécifique du niveau des subventions en vue de suivre l'évolution vers l'équilibre financier, a été menée par Yaron (1992) à travers l'Index de dépendance aux subventions (Sdi) puis complété par Khandker *et al.* (1995) avec le Ratio de dépendance aux subventions (Sdr).

Les données comptables enfin, offrent une vision globale du fonctionnement de l'institution : le bilan permet d'analyser l'origine des ressources (capitaux propres, emprunts, mobilisation de l'épargne) et l'utilisation des fonds, en particulier la part des dépôts bancaires et des prêts auprès de la clientèle. Les comptes de résultats offrent une image détaillée du degré d'équilibre financier et permettent de calculer le Produit net bancaire (ressources financières — charges financières).



## **L'analyse d'impact**

L'enthousiasme suscité par les systèmes financiers décentralisés a conduit au foisonnement d'expériences diverses. En Afrique, Asie, Amérique latine, les systèmes financiers décentralisés touchent un grand nombre de personnes et les objectifs, ambitieux et symboliques, fixés par le sommet de Washington comptent sur 100 millions de pauvres ayant accès aux services financiers. On pourrait partir de l'idée libérale que tant que les institutions continuent d'avoir des clients, cela traduit leur impact positif sur la population. Pourtant, face aux investissements consentis par les bailleurs, par les Etats et par certains acteurs privés, et face aux objectifs spécifiques assignés aux systèmes financiers décentralisés de ciblage d'une population pauvre, la question de l'impact se pose rapidement. Il s'agit de savoir si les différents projets ont atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés et quels sont les changements, désirés ou inattendus, auxquels ils ont conduit (Le Bissonnais et Doligez, 1996). Préalablement, les objectifs doivent être clairement définis et validés par les instances qui demandent l'étude d'impact.

### **Les objectifs et les méthodes**

Le besoin de telles études peut émaner de différents acteurs impliqués dans les projets de financement. Ces études peuvent d'abord être mises en oeuvre par le projet lui-même, s'il désire mesurer son effet sur les populations ciblées ou sur le développement économique local ; il peut se donner les éléments nécessaires pour éventuellement ajuster ses produits, sa stratégie, son mode de fonctionnement vis-à-vis des clients ; il peut enfin mesurer son adéquation par rapport aux objectifs initialement fixés. Les bailleurs de fonds peuvent exprimer cette demande lorsqu'ils cherchent la justification de l'argent investi, la validation des objectifs de départ, l'évolution vers un moindre recours aux subventions, et s'ils veulent réfléchir de façon plus large au choix des formes de systèmes financiers décentralisés les plus appropriées dans un contexte donné. Les études d'impact peuvent également donner aux décideurs politiques des éléments de réflexion sur les orientations du développement économique, le rôle des systèmes financiers décentralisés et leur complémentarité avec le reste du système financier "classique". Enfin, d'une façon générale, ces études contribuent à la production de connaissances sur les mécanismes du développement économique ; elles permettent d'étudier la place du crédit et de l'épargne dans l'économie des ménages, de comprendre les dynamiques de l'innovation face à l'accès au capital et d'analyser le rôle de l'Etat et des institutions privées dans le développement local.

Les études d'impact répondent donc souvent à des commanditaires différents, ce qui nécessite alors la clarification et la délimitation des objectifs avant toute mise en oeuvre du processus de collecte de l'information.

Le problème majeur des analyses d'impact des services financiers vient buter sur la notion de "fongibilité" du crédit (Von Pischke *et al.*, 1983 ; Nguyen, 1992 ; Doligez, 1994 ; Daubert, 1995...). On ne peut suivre en effet directement les effets du crédit une fois qu'il est intégré dans le budget d'un ménage : l'argent reçu ou les profits issus des investissements rentrent dans la trésorerie globale et l'on ne peut plus faire de liens directs entre crédit reçu, profit et investissement, du fait de "l'interchangeabilité" de la monnaie. Au-delà de l'impact au "premier degré", facilement identifiable (nombre de personnes touchées, volume, remboursement, activités financées...), il s'agira de trouver des moyens de contourner cette contrainte pour analyser l'impact global de l'injection de fonds dans le budget d'un ménage, au sein de l'économie locale ou même à l'échelle nationale.

Deux solutions classiques sont généralement utilisées. Il est d'abord possible d'interroger des clients et des non clients au même instant pour comparer leurs revenus, leur capital et leurs stratégies face au crédit, mais la contrainte consiste à comparer deux ménages "toutes choses égales par ailleurs", or, ces conditions de "laboratoire" sont difficilement réalisables. Par ailleurs, il est possible de comparer des situations avant crédit et après crédit ; cependant, il est rare d'avoir un état de la situation pour des gens qui seront des futurs clients et, là encore, la part de l'évolution strictement imputable au crédit est difficile à isoler. Face à ces contraintes, certains travaux se focalisent sur les méthodes d'évaluation de l'impact, sans rentrer dans le détail des résultats (Calkins *et al.*, 1993 ; Yazdani, 1995 ; Basserie *et al.*, 1996 ; Gaile et Foster, 1996...).

Les méthodes utilisées afin d'évaluer l'impact des services offerts aux clients varient selon le stade d'avancement du projet, les questions que l'on se pose et les moyens humains, financiers et le temps dont on dispose. On distingue globalement les diagnostics reposant sur les méthodes qualitatives (méthodes déclaratives, monographies de clients), les méthodes quantitatives portant sur le suivi des budgets, l'évaluation du patrimoine des clients et non clients, les méthodes diachroniques qui permettent un suivi dans le temps offrant des trajectoires d'évolution des clients et non clients.

Nous allons présenter les différents niveaux auxquels peuvent être menés les analyses, en fonction des questions de départ, et des moyens à disposition des commanditaires. Au niveau microéconomique, ce sont les clients qui sont ciblés ; au niveau mésoéconomique, les études portent sur l'impact au niveau local ; enfin, l'analyse macroéconomique cherche à identifier la place et le rôle des systèmes financiers décentralisés au sein de l'économie nationale.

## **Les différents niveaux d'analyse**

### *Les analyses microéconomiques*

Les analyses microéconomiques portent sur les stratégies des ménages ou des microentreprises face à l'accès aux services financiers et l'impact sur les



revenus et le capital (épargne, biens productifs, biens de consommation durables...) des clients.

Le premier type de méthodes est plutôt d'ordre qualitatif et concerne les informations facilement accessibles que sont le volume des prêts et de l'épargne, l'utilisation des crédits, les sources de remboursement, le profil des clients (sexe, âge, activité, localisation géographique...) (Diop, 1990 ; Lapenu, 1992 ; Lucas, 1994...). Ces informations sont destinées à connaître la population touchée, les potentialités et les risques du marché. Elles peuvent être tirées des dossiers de demande de prêt mais sont plus précises à partir de monographies de clients. On observera par exemple que le crédit est utilisé fractionné pour plusieurs activités et rarement pour la seule activité déclarée, que certaines règles peuvent être détournées (prête-noms, financement de la consommation...), que l'activité financée par le prêt n'est pas forcément celle qui assure les remboursements... Pourtant, ce premier niveau d'information n'intègre pas le crédit et l'épargne disponible dans la stratégie globale de financement des activités.

Des études plus quantitatives vont alors porter sur des données chiffrées plus précises. Elles concerneront en particulier :

- la recherche des effets sur le revenu et le patrimoine des clients ;
- l'adéquation entre offre et demande en fonction des stratégies des clients et de la place du projet par rapport aux autres sources de financement ;
- la place de l'épargne : quelle fonction, quelle rentabilité au sein des ménages, comment positionner le service d'épargne d'un système financier décentralisé (épargne obligatoire comme système de garantie ? épargne volontaire dont les caractéristiques soient au moins aussi intéressantes que l'épargne en nature ?...) ;
- la rentabilité des activités financées par le crédit et l'adaptation du niveau du taux d'intérêt ;
- l'analyse des retards et la meilleure adaptation des services face aux risques pris par les ménages.

Ces données sont recueillies par des enquêtes quantitatives auprès des clients et non clients soit de façon exhaustive, au sein d'un village par exemple, lorsque le manque d'information de base est particulièrement contraignant (Parent, 1996) ou préférentiellement par échantillon stratifié après l'élaboration d'une typologie basée sur les activités, le montant des prêts, les niveaux de richesse (Siani, 1993 ; Wampfler, 1996...). Les typologies selon les niveaux de richesse doivent permettre de vérifier si les projets répondent à leurs objectifs de cibler les populations pauvres et d'analyser un éventuel impact différentiel selon les catégories sociales (Parent, 1996). Elles restent parfois subjectives et difficiles à mettre en oeuvre et nécessitent une analyse approfondie du contexte (Le Goulven, 1995).



Les méthodes diachroniques où un dispositif de collecte de données se maintient dans le temps (enquêtes auprès des individus de l'échantillon tous les trimestres, tous les ans, tous les deux ans...) permettent d'obtenir des données plus précises (sur la consommation, les revenus par exemple) ou bien offrent une vision dynamique des trajectoires économiques des individus.

#### *Les analyses mésoéconomiques*

Les analyses à un niveau plus global cherchent à resituer la place du projet dans l'économie locale en mesurant les risques auxquels il doit faire face (saturation des marchés, concurrence, risques climatiques pour certaines activités...) et les effets qu'il peut avoir sur l'économie locale.

Les études peuvent être menées sur des bases quantitatives en cherchant à suivre les flux financiers et les flux de produits. Ces suivis sont réalisés au niveau des marchés afin de suivre la dynamique des productions, des filières et les interactions entre les marchés de produits et le marché financier (Colliot, 1993) ; ils peuvent concerner également les flux entre les ménages et le reste de l'économie locale et nationale (méthode des matrices de comptabilité sociale [Sam], Nguyen, 1992) et permettre de situer la place du projet de financement parmi l'ensemble des stratégies choisies par les ménages. Ainsi, pour lisser leur consommation, les ménages auront par exemple recours au crédit, mais aussi à la décapitalisation de leur épargne, au travail extérieur, aux formes de solidarité villageoise... Les prêts des systèmes financiers décentralisés sont une stratégie parmi d'autres (Nguyen, 1996). Souvent pourtant, les analyses de flux sont longues et demandent de collecter beaucoup de données extrêmement précises, ce qui nécessite un dispositif lourd et parfois coûteux.

Outre le suivi des flux, les études mésoéconomiques peuvent se centrer sur des thématiques précises combinant des approches économiques, sociales, historiques... Elles portent sur la diversification des activités, l'analyse des retards et la pression sociale au sein des villages, l'intégration du système dans l'économie locale, la monétarisation...

#### *Les analyses macroéconomiques*

Au niveau macroéconomique enfin, il s'agit d'étudier l'insertion des systèmes financiers décentralisés dans l'économie nationale. Ces études s'appuient en général sur des approches historiques, des analyses institutionnelles en termes de coûts, de mode d'organisation, de structure... Des comparaisons peuvent être menées entre pays (Hugon et Richard, 1995), afin par exemple d'analyser l'impact de politiques financières différentes. Les données sont généralement issues de statistiques nationales ou d'enquêtes directes auprès des institutions.

Globalement, on cherche à préciser la portée de ces systèmes (*outreach* ou nombre de personnes touchées par rapport au total de la population ciblée),

leur place par rapport au système bancaire classique et au secteur informel (Lapenu, 1996), leur impact sur l'économie, leur intégration dans le cadre législatif en vigueur, l'impact des politiques macroéconomiques sur leur développement, leurs perspectives d'évolution... Pour les systèmes financiers décentralisés, l'impact sur les agrégats économiques tels que l'épargne et l'investissement nationaux est généralement faible, mais ces systèmes peuvent avoir des effets sur les comportements (formation, alphabétisation, place des femmes dans la société...), plus particulièrement lorsque aux services strictement financiers sont associés des services sociaux ou de conseil technique.

Les analyses d'impact sont nécessaires au bon fonctionnement des systèmes financiers décentralisés. Malgré les difficultés des évaluations, de nombreux travaux ont déjà permis de dégager de grandes tendances (impact sur les revenus, stratégies des clients, structuration locale...) et les recherches se poursuivent pour affiner les méthodes et les alléger afin de pouvoir suivre, comparer, améliorer l'impact des systèmes financiers décentralisés.

## Analyse de l'efficacité économique et financière

---

### Banking for the Poor : the Case of the People's Bank of Nigeria. 222

Anyanwu J.C. ; Uwatt U.B.

Savings and Development

1993, sup. (1) : 87-103

Mots-clés : CREDIT SOLIDAIRE ; EVALUATION ; REMBOURSEMENT ; NIGERIA

*Présentation* - La banque populaire du Nigéria a été créée en 1989, sur la base de la philosophie et des modalités de la Grameen Bank. Les auteurs étudient les performances de l'institution (volumes octroyés, nombre de clients, utilisation des prêts...). Ils recommandent une augmentation des ressources financières de la banque, soulignent l'exigence d'élargir le réseau d'agences, d'octroyer plus de crédit au secteur agricole, de mettre en place un cadre réglementaire rigoureux et une stratégie efficace pour le recouvrement des prêts.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

### Rural Credit and Interlinkage : Implications for Rural Poverty, Agrarian Efficiency and Public Policy. 223

Basu K.

In : Quibria M.G. - Critical issues in Asian development : theories, experiences, policies

New York (USA) : Oxford University Press, 1995. - p. 108-126

Mots-clés : MARCHES LIES ; PAUVRETE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; EVALUATION ; ASIE

*Présentation* - Cet article examine les pratiques de liens entre marchés (les prix de deux produits sont déterminés simultanément sur deux marchés et l'accord pour acheter ou vendre est lié à l'achat ou à la vente sur l'autre). Dans le domaine agricole, les transactions sur le marché foncier peuvent être liées au transaction sur le crédit. L'auteur cherche à analyser l'efficacité, l'équité, les implications sur la pauvreté et les interventions envisageables pour ce type de transactions.

---

### Performance Evaluation of Rural Credit System : a Case Study in a Large Less Developed Country. 224

Bhattacharyay B.N.

Savings and Development

1994, 18 (2) : 129-154

Mots-clés : EVALUATION ; PERFORMANCE ; PAUVRETE ; SELECTION DES CLIENTS ; OFFRE/DEMANDE ; INDE

*Présentation* - L'article cherche à évaluer les performances d'un système de crédit rural en termes d'efficacité pour servir les pauvres de Bankura, district reculé de l'ouest du Bengale en Inde. Accessibilité, adaptation des crédits, extension, gestion et contrôle du système de distribution des prêts sont discutés. Les résultats empiriques identifient un certain nombre de contraintes qui limitent l'efficacité du système (identification des emprunteurs, motivation des employés, connaissance de l'évolution de l'économie locale...). Des améliorations du système sont suggérées.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---



---

**The Key to Lending to Women Micro entrepreneurs.**

225

Buechler S.

Small Enterprise Development

1995, 6 (2) : 4-15

*Mots-clés* : FEMME ; PME ; EVALUATION ; ACCES AU CREDIT ; COMPARAISON

*Présentation* - Les institutions de micro-financement, qu'elles soient ouvertes à tous les micro-entrepreneurs ou spécialisées dans le prêt aux femmes, sont capables d'atteindre un large nombre de femmes si elles établissent des procédures simples et forment leurs employés à être accessibles. Cet article décrit les mesures adoptées par 12 institutions (banques nationales, ONG, unions de crédit, programmes de lutte contre la pauvreté) pour attirer les femmes emprunteurs.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Facteurs de succès et d'échec du crédit agricole dans les pays économiquement moins développés.**

226

Calkins P. ; Larivière S. ; Martin F. ; Nteziyaremye A.

Série Recherches

Ottawa (CAN) : Société de développement international Desjardins, 1992. - 113 p.

*Mots-clés* : ECHEC ; SUCCES ; OFFRE/DEMANDE ; CREDIT AGRICOLE ; PERFORMANCE ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - A partir d'un cadre conceptuel bien défini pour comprendre le fonctionnement du marché financier rural, les auteurs analysent des résultats empiriques à partir de deux sources de données : - A partir d'une base de donnée de l'USAID, ils mènent une analyse économique des critères de succès de 50 projets de crédit agricoles réalisés entre 1973 et 1985 en Afrique, Amérique latine et Asie ; - Une revue de littérature de 80 documents environ leur permet d'analyser plus finement les secteurs d'intervention concernés par le crédit agricole, les problèmes au niveau de l'offre de crédit, de la demande et de l'ajustement offre/demande, ainsi que les principaux problèmes macro-économiques affectant les interventions en matière de crédit agricole. Ces analyses empiriques permettent de déboucher sur une évaluation critique des différentes stratégies d'intervention en matière de crédit agricole en vue de proposer des stratégies novatrices.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**The Design of Successful Rural Financial Intermediaries : Evidence from Indonesia.**

227

Chaves R.A. ; Gonzalez-Vega C.

World Development

1996, 24 (1) : 65-78

*Mots-clés* : SUCCES ; INCITATION ; PERFORMANCE ; EVALUATION ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; EQUILIBRE FINANCIER ; INSTITUTIONNALISATION ; INDONESIE

*Présentation* - Le succès (extension et durabilité) de huit institutions financières indonésiennes (banques des gouvernements provinciaux sur Java, Bali, Sumatra, Kalimantan...) ciblant un grand nombre de petits clients individuels est analysé en termes d'organisation. Des réseaux d'unités semi-autonomes utilisent l'information locale et des mécanismes de contrats pour réduire les coûts de transaction. Pour atteindre la viabilité financière et institutionnelle, des systèmes d'incitations ont été adaptés : compensations basées sur les performances (partage des profits, baisse des taux d'intérêt), salaires, système de surveillance... Transactions menées selon les offres du marché, protection de la valeur du porte-feuille, faible dépendance aux subventions sont aussi importants.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Maximizing the Outreach of Microenterprise Finance. The Emerging Lessons of Successful Programs.** 228

Christen R.P. ; Rhyne E. ; Vogel C.

Arlington, Virginia (USA) : IMCC, 1994. - 60 p.

*Mots-clés* : EVALUATION ; PERFORMANCE ; EQUILIBRE FINANCIER ; COUT ; COMPARAISON ; ACEP ; BANCOSOL ; BRI ; KREP

*Présentation* - Les auteurs analysent, essentiellement d'un point de vue financier, l'efficacité de 11 institutions de micro-crédit (ACEP, Sénégal ; ADOPEM, République dominicaine ; Bancosol, Bolivie ; BKD, BRI, LPD, Indonésie ; BRK, Niger ; FINCA, Costa Rica ; KREP, Kenya...). L'étude porte sur la pénétration (oureach) selon trois dimensions : depth of outreach (atteindre les plus pauvres), extent (atteindre les plus grand nombre) et qualité du service. Sur les aspects financiers, les auteurs distinguent plusieurs niveaux d'efficacité : l'autonomie "opérationnelle", où les revenus couvrent les coûts administratifs et l'autonomie financière qui implique de couvrir aussi les coûts du capital. Enfin, les auteurs soulignent l'importance de l'environnement macro-économique (politique des taux d'intérêt, degré d'information...). L'ensemble de cette analyse se traduit par une série de ratios qui permettent des comparaisons entre institutions.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Fédération des ONG du Sénégal : bilan de la première phase du programme Epargne et Crédit.** 229

Cissokho M.

Dakar (SEN) : FONGS, 1991. - n.p.

*Mots-clés* : ONG ; FONGS ; ORGANISATION PAYSANNE ; BANQUE DE CEREALES ; MISE EN OEUVRE ; SENEGAL

*Présentation* - Partant de la conviction que les associations paysannes peuvent arriver à accroître leur autonomie, la FONGS a pris l'engagement d'intensifier les pratiques d'épargne pour le crédit au profit des associations de base. Les engagements pris par celle-ci ont été formulés à partir des limites et contraintes qu'elles rencontrent et des possibilités réelles existantes, en matière de constitution et gestion de stocks de semences et d'engrais, de diversification accrue des activités productives, de collecte et de commercialisation des productions. A partir de ces possibilités, les associations se sont engagées à développer auprès de leurs membres une sensibilisation et une information soutenues pour accroître la conviction de la nécessité de l'épargne (base de donnée DPH).



---

**La recherche d'une meilleure productivité pour les banques africaines.** 230

Confédération Internationale des Associations de Diplômés de l'Institut Technique de Banque

Colloque de Lomé (TGO)

Paris (FRA) : L'Harmattan, 1991. - 187 p.

*Mots-clés* : BANQUE COMMERCIALE ; GESTION ; PERFORMANCE ; EVALUATION ; AFRIQUE

*Présentation* - Le colloque fait tout d'abord le constat des efforts insuffisants menés par les banques pour améliorer leur productivité. La deuxième partie porte sur les moyens susceptibles d'être mis en place afin de développer la productivité de ces banques (politique de gestion des ressources humaines, maîtrise des coûts, adaptation aux mutations technologiques, formation...). La troisième partie enfin traite du contrôle de gestion.

*Consultation* : Ministère de la Coopération

---

**Gestion du système de crédit agricole dans le projet de développement rural et problème de recouvrement . Cas du projet Soja de Touba (Côte d'Ivoire). Analyse et propositions d'appui.** 231

Djnanan D.

Mémoire EITARC. Gestion-Développement

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1996. - 75 p.

*Mots-clés* : PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ECHEC ; CREDIT AGRICOLE ; CREDIT CIBLE ; EVALUATION ; REMBOURSEMENT ; COTE D'IVOIRE

*Présentation* - Le mémoire présente le "cas d'école" d'un projet de développement agricole voué à l'échec (organisation imposée, pas de prise en compte de l'organisation locale...) ; pour le système de financement, les mauvais remboursements s'expliquent par diverses erreurs : crédit ciblé, en nature, pas de structure spécifique, pas de garanties, crédit imposé aux exploitations... Le mémoire décrit le projet et liste les différentes causes d'échec.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Evaluation et perspectives de la Fondation pour le développement alternatif (FADES).** 232

Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, 1994. - 83 p.

*Mots-clés* : FADES ; EVALUATION ; IMPACT ; INSTITUTIONNALISATION ; BENEFICIAIRE ; EQUILIBRE FINANCIER ; REMBOURSEMENT ; BOLIVIE

*Présentation* - Ce rapport fait la synthèse d'une mission d'évaluation auprès de FADES (Fundacion para alternativas de desarrollo) en Bolivie. La mission, à la demande de SOS Faim, consistait à faire le point des prestations de FADES, évaluer leur méthode et les perspectives du système. Les analyses ont porté sur : les types de groupes recevant du crédit, les modalités de financement et l'assistance technique, la rentabilité économique des projets financés, les questions de remboursement. L'auteur termine sur les perspectives (équilibre financier, nouvelle stratégie de micro-crédit, décentralisation, institutionnalisation) et émet des propositions d'orientation (relations à construire ou consolider, définition des rôles de chaque acteur...).

*Consultation* : IRAM



---

**An Appraisal of the Strategic Role of Decentralized Financial Institutions for South Africa's Rural Financial Markets.**

233

Ellsasser K. ; Nguyen G.

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1995. - 29 p.

*Mots-clés* : EVALUATION ; ONG ; PERFORMANCE ; AFRIQUE DU SUD

*Présentation* - En 1995, une commission d'enquête en Afrique du Sud a entrepris une analyse de l'efficacité des SFD afin de fournir aux micro-entrepreneurs des services souples et adaptés à leur environnement. Dans ce cadre, l'objectif de la mission était de contribuer à l'élaboration d'un système de suivi et d'évaluation des services des SFD. Au cours de la mission, ces termes de références ont été concentrés sur l'examen de trois systèmes de micro-crédit considérés comme représentatifs : "Small Enterprise Foundation" (SEF), "Rural Finance Facility" et "Get Ahead Foundation's loan program". Le rapport comprend les analyses suivantes : - une vue d'ensemble du contexte socio-économique des zones rurales d'Afrique du Sud, - une analyse des trois programmes (interface ONG/clients, organisation technique, coûts, capacité de croissance, viabilité financière, processus d'institutionnalisation...), - des propositions pour une stratégie opérationnelle en matière de SFD et pour l'élaboration d'un système de suivi-évaluation efficace.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Modéliser l'équilibre financier pour maintenir un système bancaire.**

234

Ellsasser K. ; Nguyen G.

Cahiers de la Recherche Développement

1993, (35) : 7-18

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; EQUILIBRE FINANCIER ; EVALUATION ; PPPCR ; BURKINA FASO

*Présentation* - Pour conforter sur le plan financier la durabilité du système de crédit du Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR), des réflexions ont été menées au niveau du projet sur la stratégie à adopter pour atteindre l'équilibre financier. Un modèle a été construit d'après le fonctionnement du système bancaire bâti. Différents schémas d'évolution vers l'équilibre financier sont ensuite simulés à partir d'hypothèses réalistes sur la politique de taux d'intérêt, le coût de l'argent, et le taux de remboursement. Les résultats des simulations montrent que le système bancaire mis en place par le PPPCR fait preuve d'une relative solidité face à des situations économiques particulièrement contraignantes, et peut envisager un équilibre financier dans un délai d'une dizaine d'années.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**La protection de l'épargne : les leçons de l'expérience.** 235

FAO

Bulletin des Services Agricoles de la FAO

Rome (ITA) : FAO, 1995. - 197 p.

*Mots-clés* : MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; EVALUATION ; CONFIANCE ; RISQUE ; PROTECTION DE L'ÉPARGNE ; MACROECONOMIE

*Présentation* - Pour de multiples raisons, la stabilité financière est l'une des premières priorités économiques. La faillite d'une banque, si petite soit-elle, peut entraîner une perte de confiance dans le système tout entier si le gouvernement ne démontre pas sa capacité à affronter la crise bancaire méthodiquement et systématiquement. Du point de vue de l'épargnant, la stabilité des marchés financiers est tout aussi importante. En cas de faillite bancaire, le risque de perdre au moins une partie de l'épargne devient réel. La perte sur dépôts est évidente, surtout s'il n'existe pas de mesures de protection qui pourraient assurer le remboursement compensatoire. Ce document a pour objectif de mettre l'accent sur les différents aspects de la sécurité des dépôts lors de crises financières et sur les mesures d'assainissement d'établissements financiers en difficulté.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**SFD et efficacité économique et sociale en Afrique Francophone.** 236

Fournier Y.

Techniques Financières et Développement

1994, (33) : 10-19

*Mots-clés* : EVALUATION ; PERFORMANCE ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Suivi-évaluation, recherche opérationnelle et plan de développement à moyen terme. Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM-Bénin).** 237

Gentil D. ; Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, 1996. - 82 p.

*Mots-clés* : MUTUALISME ; EVALUATION ; FECECAM ; PROXIMITE ; RISQUE ; EXTENSION ; SYSTEME D'INFORMATION ; BENIN

*Présentation* - Ce rapport restitue les principales conclusions d'une mission réalisée en septembre-octobre 1996. Il présente les acquis du dispositif de suivi-évaluation et de recherche opérationnelle (SE/RO) du réseau mutualiste national de la FECECAM au Bénin. Ce travail a été couplé à la concertation nationale sur le plan de développement à moyen terme du réseau et contribue au débat sur les risques du rythme de croissance, l'évolution du crédit, la place de l'épargne, la nécessité de la proximité, l'autonomie du réseau... Le rapport conclut sur les perspectives pour l'année à venir pour le système de SE/RO en termes de programme et de budget.

*Consultation* : Doc DSFR ; IRAM



---

**Rural Finance Institutions in Sub-Saharan Africa. Their Outreach and Sustainability.**

238

Gurgand M. ; Pederson G. ; Yaron J.

Savings and Development

1996, 20 (2) : 129-166

*Mots-clés* : SUCCES ; EQUILIBRE FINANCIER ; EVALUATION ; SDI ; SYSTEME D'INFORMATION ; ROLE DE L'ETAT ; ROLE DES BAILLEURS ; PPPCR ; FECECAM ; COOPERATIVE ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - Les performances de six institutions financières rurales (Fececam Bénin, PPPCR Burkina, Union de crédit Cameroun, modèle Raiffeisen Malawi, banque populaire du Rwanda, Coopec Togo) opérant en Afrique subsaharienne sont analysées selon deux types de critères : volume et qualité des services d'une part et degré de rentabilité d'autre part. Bien que leur développement ait été dans l'ensemble appréciable, elles présentent diverses faiblesses et leurs systèmes d'information sont souvent déficients : leur rentabilité financière est inégale, les arriérés se sont accumulés au Cameroun, au Togo, au Rwanda. En raison du manque d'information, il est difficile de savoir si une amélioration de la rentabilité passe par des marges plus élevées sur les taux d'intérêt ou par une réduction des coûts administratifs. L'intervention publique qui est souvent nécessaire durant les premières années d'existence de ces intermédiaires financiers devrait se concentrer sur le développement institutionnel et non permettre le recours aux taux subventionnés sur les prêts.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Evaluation du programme Fleuve Rouge.**

239

Hervieu B. ; Lacombe P.

Paris (FRA), Montpellier (FRA) : CNRS, ENSA-INRA, 1995. - 51 p.

*Mots-clés* : PFR ; CREDIT SOLIDAIRE ; EVALUATION ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; TRANSITION ECONOMIQUE ; ANALYSE DE SYSTEME ; VIET NAM

*Présentation* - Les objectifs du Programme Fleuve Rouge au Nord Viet-Nam sont de tester, dans quatre districts représentatifs du bassin du Fleuve, des méthodes de suivi-conseil pour la vulgarisation agricole (techniques agricoles, modes d'organisation sociale adaptés aux nouvelles conditions de l'agriculture nées de la décollectivisation). Quatre axes de travail ont été retenus : techniques agricoles et d'élevage, crédit, irrigation, organisations paysannes. L'objet de la mission était d'évaluer les potentialités et les limites de l'opération par rapport au développement, à la recherche et à la coopération bi-latérale franco-vietnamienne. Partant d'une impression d'ensemble de pertinence du projet, les auteurs évaluent l'organisation actuelle, les obstacles en passe d'être surmontés (lourdeurs administratives, faible insertion dans le système de recherche vietnamien...) et les atouts à valoriser (confrontation permanente au terrain, approche pluri-disciplinaire, stabilité...). Ils concluent sur des suggestions, essentiellement en terme de programme de recherche, prenant en compte les changements en cours dans l'agriculture et l'économie vietnamiennes.

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Imperfect Information and Rural Credit Markets. Puzzles and Policy Perspectives.** 240

Hoff K. ; Stiglitz J.E.

World Bank Economic Review

1990, 4 (3) : 235-250

*Mots-clés* : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; TAUX D'INTERET ; NOUVELLE APPROCHE

*Présentation* - Cet article est consacré aux recherches empiriques et théoriques sur les marchés financiers ruraux, analysées dans le cadre du paradigme d'information imparfaite. Les auteurs montrent comment ce cadre est utile non seulement pour comprendre la diversité des institutions de ces marchés, mais aussi pour fournir des éléments afin d'évaluer le succès ou l'échec d'interventions spécifiques.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Analyzing the Efficiency of Credit-Granting NGOs.** 241

Holtmann M. ; Mommartz R.

Frankfurt (DEU) : Interdisziplinare Projekt Consult, 1993. - 100 p.

*Mots-clés* : ONG ; PERFORMANCE ; EVALUATION ; EQUILIBRE FINANCIER ; SDI ; COUT ; SELECTION DES CLIENTS ; SERVICES LIES

*Présentation* - L'analyse de l'efficacité des institutions financières porte sur deux aspects : - (1) l'orientation vers les groupes-cible, analysée indirectement par la description des produits offerts par l'institution (méthodologie générale en prêts individuels ou en groupe, selon une approche minimaliste ou avec services liés, caractéristiques des services financiers), - (2) la viabilité économique analysée en termes de productivité du travail, de revenus, de coûts (coût administratif, coût de la ressource, coût du maintien de la valeur du capital, en fonction du taux d'inflation).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Les innovations dans les sphères financières informelles et semi-formelles en Afrique subsaharienne.** 242

Hugon P.

Mondes en Développement

1996, (24) : 17-28

*Mots-clés* : INFORMEL ; INNOVATION ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - Même si l'Afrique subsaharienne demeure marquée par un sous-développement financier en liaison avec le sous-développement économique, elle est le lieu de nombreuses innovations financières de la part des institutions officielles et non officielles. Ces innovations concernent les nouveaux produits, les nouveaux circuits, les nouvelles organisations mais également les nouvelles réglementations et les changements de politique économique. L'auteur présente certaines innovations financières informelles et semi-formelles, avant d'en analyser la signification sur le plan théorique.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Crédit Agricole et Rural de Guinée. Faisabilité de la troisième phase. Rapport principal.**

243

ICEA Entreprise

Paris (FRA) : ICEA, 1993. - 89 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; CRG ; EVALUATION ; PERFORMANCE ; EQUILIBRE FINANCIER ; MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ; COUT ; GUINÉE

*Présentation* - Le Crédit Agricole et Rural de Guinée (CARG) a débuté en 1988, en s'inspirant de la Grameen Bank et en s'adaptant au contexte guinéen. Suite à l'évaluation de la 2<sup>o</sup> phase, il a progressivement élargi le registre de ses activités en proposant des produits bancaires plus classiques. En 1993, le CARG est encore loin d'être équilibré. La présente étude montre que la recherche de l'équilibre financier peut prendre 2 voies divergentes : (1) la poursuite et l'amplification de l'évolution vers une structure de type bancaire, solution de convergence avec le Crédit Mutuel de Guinée, (2) la concentration de l'activité sur la mission de base du CARG : distribuer des petits crédits à une population ne disposant pas d'épargne préalable ; la productivité de cette solution est obtenue par une extrême simplification de la gestion au niveau des caisses locales. En continuité avec l'évolution actuelle, le scénario proposé pour la 3<sup>o</sup> phase se fonde sur la première option, en fixant des taux d'intérêt sur l'épargne à un niveau qui permette l'équilibre avant amortissement à la fin de la phase et l'équilibre complet à long terme.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Towards a More Market-Oriented Approach to Credit and Savings for the Poor.**

244

Jackelen H.R. ; Rhyne E.

Small Enterprise Development

1991, 2 (4) : 4-20

*Mots-clés* : GRAMEEN BANK ; BANCOSOL ; BRI ; EQUILIBRE FINANCIER ; EVALUATION

*Présentation* - Les nouvelles initiatives en matière de micro-financement traitent maintenant les pauvres en "clients commerciaux" plutôt qu'en "bénéficiaires". Les auteurs discutent des bases et des limites de la viabilité financière de ces institutions, à partir de l'exemple de la Grameen Bank, de la BRI et de PRODEM.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Managing Credit for the Rural Poor : Lessons from the Grameen Bank.**

245

Jain P.S.

World Development

1996, 24 (1) : 79-89

*Mots-clés* : EVALUATION ; GRAMEEN BANK ; GARANTIE ; PERFORMANCE ; ENQUETE INSTITUTION ; BANGLADESH

---

**Entreprenant ou entrepreneur ? Les ambiguïtés conceptuelles des systèmes d'épargne et de crédit villageois au Burkina-Faso.**

246

Kern F. ; Poloni A.

Note de recherche

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1992. - n° 92/24. - 20 p.

Mots-clés : EVALUATION ; CREDIT SOLIDAIRE ; DIVERSIFICATION DES ACTIVITES ; BURKINA FASO

*Présentation* - Partant d'une analyse du système de la Grameen Bank, le document aborde la situation du crédit villageois au Burkina-Faso qui, sous certaines conditions que les auteurs tentent de clarifier, et au delà de son caractère d'outil de lutte contre la pauvreté, peut devenir un réel levier à l'esprit d'entreprise, afin de multiplier les initiatives individuelles en soutenant la création d'activités rurales d'artisanat et de services, nécessaires à un développement qui ne peut se limiter aux seuls travaux agricoles.

*Consultation* : GRET

---

**Finance for Micro-Enterprise - Innovations in Kenya.**

247

Kesterton A.

Small Enterprise Development

1993, 4 (2) : 16-23

Mots-clés : CREDIT SOLIDAIRE ; ONG ; PME ; EVALUATION ; PERFORMANCE ; KENYA

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Sustainability of a Government Targeted Credit Program : Evidence from Bangladesh.**

248

Khandker S.R. ; Khan Z. ; Khalily B.

World Bank Discussion Papers

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1995. - n° 316. - 94 p.

Mots-clés : COOPERATIVE ; RD-12 ; EVALUATION ; PERFORMANCE ; ; SDI ; SDR ; COUT ; SUBVENTION ; BANGLADESH

*Présentation* - D'une manière générale, les coopératives développées dans de nombreux pays ne sont pas parvenues à atteindre les ménages ciblés. Le Bangladesh n'est pas une exception. Ces dernières années pourtant, les structures coopératives du Bangladesh sont parvenues à toucher les pauvres, hommes et femmes, en adoptant l'approche de la Grameen Bank ou de la BRAC. Cette étude présente les résultats en termes de performance et de viabilité du projet "Rural development" (RD-12) débuté en 1988. Contrairement au projet précédent, RD-12 s'est appuyé sur la mobilisation de l'épargne, la formation, le prêt au groupe... Le projet bénéficie encore d'un montant élevé de subventions. Les auteurs analysent ce montant avec le SDI (Subsidy dependance index, Cf Yaron, 1992) mais critiquent sa pertinence car il ne tient pas compte de la façon dont le profit est généré (prêts ou dépôts auprès d'institutions financières). Ils définissent alors un "Ratio de dépendance aux subventions" (SDR) qui distingue revenus d'intérêt sur les prêts ou sur les dépôts.

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Grameen Bank : Performance and Sustainability.**

249

Khandker S.R. ; Khalily B. ; Khan Z.

World Bank Discussion Papers

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1995. - n° 306. - 143 p.

*Mots-clés* : GRAMEEN BANK ; SUCCES ; EVALUATION ; EQUILIBRE FINANCIER ; PERFORMANCE ; INSTITUTIONNALISATION ; SDI ; SDR ; IMPACT ; COUT ; SUBVENTION ; BANGLADESH

*Présentation* - La Grameen Bank au Bangladesh a attiré l'attention au niveau international en offrant des petits crédits aux pauvres et en enregistrant des taux de remboursement élevés. En 1995, elle compte plus de deux millions de membres, dont 94% de femmes, sur 35000 villages. Ce document discute la nature de la Grameen Bank, son rôle pour les pauvres, son coût, sa durabilité et ses capacités d'expansion et de "réplication". Le succès de la Grameen Bank comme banque n'est "soutenable" que si elle reste financièrement, économiquement et institutionnellement viable mais aussi si elle génère pour ses clients des bénéfices durables.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Analyse des retards de remboursement de crédits. Unité provinciale du Yatenga (Burkina-Faso).**

250

Koye P.

Mémoire EITARC

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1995. - 93 p.

*Mots-clés* : EVALUATION ; PPPCR ; REMBOURSEMENT ; CREDIT SOLIDAIRE ; GROUPE SOLIDAIRE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**L'organisation sociale des comités de crédit en milieu rural : cas de la province du Ganzourgou.**

251

Kuela N.

Mémoire de 3<sup>e</sup> année de sociologie

Ouagadougou (BFA) : Université de Ouagadougou. Faculté des Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales, 1994. - 41 p.

*Mots-clés* : GROUPE SOLIDAIRE ; SOCIOLOGIE ; CREDIT SOLIDAIRE ; BURKINA FASO

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Group Lending : Why it Failed in Bolivia.**

252

Ladman J.R. ; Afcha G.

Savings and Development

1990, 14 (4) : 353-368

*Mots-clés* : GROUPE SOLIDAIRE ; REMBOURSEMENT ; GARANTIE ; MISE EN OEUVRE ; COLOMBIE

---

---

**Disciplining or Protecting the Poor? Avoiding the Social Costs of Peer Pressure in Micro-Credit Schemes.** 253

Montgomery R.

Journal of International Development

1996, 8 (2) : 289-305

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; BRAC ; SANASA ; EVALUATION ; GARANTIE ; REMBOURSEMENT ; DEMANDE ; GROUPE SOLIDAIRE ; BANGLADESH ; SRI LANKA

*Présentation* - A partir de l'étude de cas de la BRAC au Bangladesh et SANASA au Sri Lanka, l'auteur explore les inconvénients et les coûts sociaux du fonctionnement du groupe dans les programmes de prêts. Les pauvres devraient être protégés d'une pression sociale trop forte des pratiques de prêts en mettant en oeuvre des échéanciers souples pour les remboursements, des facilités pour l'épargne, des prêts à la consommation à taux d'intérêt élevé...

---

**Echelle et gamme dans les marchés bancaires nationaux et globaux.** 254

Muldur U.

Revue d'Economie Financière

1991, (17) : 167-196

*Mots-clés* : THEORIE FINANCIERE ; INSTITUTIONNALISATION ; ECONOMIE D'ECHELLE ; COUT

*Présentation* - Face au processus de globalisation des services financiers à l'échelle internationale, la question des économies d'échelle et de gamme se pose afin de savoir si, en présence d'économies, la structure du marché des services financiers ne trouvera pas à l'échelle mondiale sa forme oligopolistique et si au contraire dans le cas de déséconomies, l'efficacité productive et technique des institutions ne sera pas négativement affectée. La réponse à ces questions nécessite de revenir sur la problématique des économies d'échelle et de gamme dans les services financiers. Après avoir présenté le bilan des questions théoriques et de leurs contraintes et les résultats des études empiriques effectuées sur les économies de coûts bancaires aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe et au Japon, l'auteur s'interroge sur la transférabilité internationale des résultats de ces études réalisées pour la plupart dans le cadre des marchés nationaux.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**The View from the Field : Perspectives from Managers of Micro-Finance Institutions.** 255

Mutua K. ; Nataradol P. ; Otero M. ; Chung B.R.

Journal of International Development

1996, 8 (2) : 179-193

*Mots-clés* : BANCOSOL ; KREP ; BAAC ; EVALUATION ; PERFORMANCE ; BOLIVIE ; KENYA ; THAILANDE



---

**Designing Rotating Savings and Credit Associations (ROSCAs) for Sub-Saharan Africa : Lessons for NGOs from the Gambia.** 256

Nagarajan G. ; Meyer R.L. ; Graham D.H.

Quarterly Journal of International Agriculture

1995, 34 (4) : 324-336

Mots-clés : EVALUATION ; PERFORMANCE ; ONG ; TONTINE ; INFORMEL ; APPROPRIATION ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; GAMBIE

---

**Le don et le recours : ressort de l'économie urbaine.** 257

Ndione E.S.

Dakar (SEN) : ENDA, 1992. - 210 p.

Mots-clés : INFORMEL ; FONGIBILITE ; SOCIOLOGIE ; RECIPROCITE ; SENEGAL

*Présentation* - Comment circule l'argent dans les bidonvilles ? Le travail de terrain mené par l'équipe GRAF (Groupe Recherche Action Formation) à Grand Yoff (Sénégal) montre que l'argent s'écarte largement des voies tracées par les développeurs. Là où ces derniers s'efforcent de segmenter le développement social en compartiments étanches (femmes, jeunes, artisans...) auxquels sont alloués des crédits spécifiques pour des activités économiques spécifiques, l'argent s'achemine au contraire avec une déconcertante fluidité. De caisses populaires en cérémonies, d'investissements rationnels en "droit de tirage", le dons et le recours relient l'individu au groupe, et le groupe à d'autres groupes. Classiquement, l'échec des projets est mis sur le compte d'une mystérieuse résistance populaire. Le détour devient détournement. Le Don et le Recours marque l'irruption de l'irrationnel, ou plutôt d'une rationalité autre dans la sociologie du développement. Le détour n'est plus synonyme de détournement : il participe au contraire d'un échange généralisé par lequel chacun gère au mieux ses ressources non seulement financières mais aussi et surtout relationnelles.

*Consultation* : RITIMO

---

**Problems and Prospects of Group Lending in NGO Credit Programmes in India.** 258

Rajasekhar D.

Savings and Development

1996, 20 (1) : 79-104

Mots-clés : ONG ; EVALUATION ; CREDIT SOLIDAIRE ; GARANTIE ; GROUPE SOLIDAIRE ; ENQUETE INSTITUTION ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; INDE

*Présentation* - Ce papier examine les capacités des prêts collectifs promus par les ONG indiennes pour sélectionner ("screening"), suivre ("monitoring") et mener à bien ("enforcing") des contrats de prêts. Cet article est basé sur des données collectées auprès de 9 ONG dans différentes parties de l'Inde. Il montre comment, même lorsque les pré-requis pour qu'un groupe fonctionne bien ne sont pas vérifiés (petite taille, groupe homogène, prêts échelonnés...), des groupes ont survécu : en effet, ils mettent en oeuvre certaines stratégies qui s'insèrent dans l'approche générale des prêts collectifs. Cependant, ces stratégies se font au dépens de la taille des prêts, de l'équité et du niveau de participation.

*Consultation* : Doc CIRAD



---

**Innovation in rural finance : Indonesian's Badan Kredit Kecamatan Program.** 259

Riedinger J.M.

World Development

1994, 22 (3) : 301-313

*Mots-clés* : BKK ; SUCCES ; MISE EN OEUVRE ; EQUILIBRE FINANCIER ; ROLE DE L'ETAT ; MOBILISATION DE L'EPARGNE ; TAUX D'INTERET ; COUT ; INDONESIE

*Présentation* - L'auteur décrit les Badan Kredit Kecamatan (BKK) de Central Java, institutions qui permettent avec succès l'accès aux services financiers pour les pauvres dans des conditions adaptées et flexibles. Les BKK maintiennent en même temps leur viabilité financière en minimisant les coûts administratifs et en imposant des taux d'intérêt suffisants pour couvrir les coûts et prévenir l'érosion du capital. Des progrès récents ont été observés dans la mobilisation de l'épargne volontaire. Un support politique fort du gouvernement est également crucial dans le succès du programme.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Financial Ratio Analysis of Microfinance Institutions.** 260

SEEP Network

New York (USA) : Calmeadow, Pact Publications, 1995. - 40 p.

*Mots-clés* : PERFORMANCE ; REGLE PRUDENTIELLE ; COUT ; GESTION

*Consultation* : Doc DSFR

---

**The Efficiency of Credit - Granting NGO's in Latin America (draft).** 261

Schmidt R.H. ; Zeitingner C.P.

Frankfurt (DEU) : IPC, 1994. - 37 p.

*Mots-clés* : PERFORMANCE ; ONG ; EVALUATION ; SERVICES LIÉS ; COUT ; SUBVENTION ; AMERIQUE LATINE

*Présentation* - Les auteurs mesurent l'efficacité des institutions financières à deux points de vue : l'orientation vers le groupe cible et la viabilité économique. L'analyse du groupe cible est menée indirectement à travers la description des services offerts et de la méthode suivie (crédit individuel, ou à des groupes ; approche sociale "intégrée" ou approche commerciale). La viabilité économique tient compte de l'ensemble des coûts (fonctionnement, amortissements, provisions, coûts du capital, maintien de la valeur du capital avec l'inflation), de la productivité du travail et du niveau de subventions.

*Consultation* : Doc DSFR

---

---

**La durabilité d'un système financier rural vue comme un problème d'interaction stratégique dans des situations non coopératives.** 262

Schaffernicht M.

Séminaire d'Economie Rurale. 12 ; Ouagadougou (BFA) ; 21-25 octobre 1991

In : Cuevas C., Benoit-Cattin M. - Finance et développement rural en Afrique de l'ouest

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1993. - p. 117-130

Mots-clés : EVALUATION ; CREDIT SOLIDAIRE ; REMBOURSEMENT ; THEORIE DES JEUX ; INCITATION

*Présentation* - Un système financier n'est pas viable si les crédits octroyés ne sont pas remboursés. Or la défaillance semble être une réaction économique logique pour les clients. Ce papier défend l'hypothèse selon laquelle un crédit est par sa nature une situation non coopérative. La Théorie des jeux dynamiques est utilisée pour mettre en évidence le raisonnement économique implicite et la façon de modifier les règles du jeu afin d'inciter à un comportement coopératif. Il est montré qu'une orientation à long terme favorise le remboursement. Une simulation de l'évolution des comportements, fondée sur la théorie des automates, montre l'émergence de la coopération qui, à long terme, s'avère plus rentable que la défection. L'apparition et le succès des formes coopératives de crédit avec caution solidaire indiquent que cette évolution est en marche. L'impact de la pression sociale sur le comportement (économique) reste à analyser.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Serving Small-Scale Farmers. An Evaluation of the Development Bank of Southern Africa's Farmer Support Programmes.** 263

Singini R. (ed.) ; Van Rooyen J. (ed.)

Pretoria (ZAF) : DBSA, 1995. - 268 p.

Mots-clés : CREDIT AGRICOLE ; EVALUATION ; SERVICES LIES ; AFRIQUE DU SUD

*Présentation* - Le soutien à l'agriculture noire reste un défi important pour l'Afrique du Sud. La DBSA a introduit un programme d'appui aux petits producteurs, en réponse à l'inefficience des programmes à grande échelle destinés théoriquement à l'agriculture noire. Les différents éléments du programme portent sur l'offre d'intrant et de capital pour les petits producteurs, les services de mécanisation, les services de commercialisation, la vulgarisation et la formation. Cet ouvrage cherche à évaluer les différents aspects du programme.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Interest Rates and Self-Sufficiency, Tools for Microenterprise Programs : Financial Assistance Section.** 264

Stearns K.

Washington, D.C. (USA) : GEMINI, 1991. - n.p.

Mots-clés : PME ; TAUX D'INTERET ; EQUILIBRE FINANCIER ; EVALUATION

---

**Analyse du fonctionnement d'un système de crédit rural . Plateau de Rochelois, Haiti.** 265

Truggelmann L.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1996. - 65 p.

Mots-clés : EVALUATION ; HAITI

Consultation : Doc DSFR

---

**Contribution à l'étude d'un système de crédit solidaire, l'exemple du village de Sabouna (Burkina-Faso).** 266

Wacapo E.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1993. - 80 p.

Mots-clés : PPPCR ; REMBOURSEMENT ; EVALUATION ; CREDIT SOLIDAIRE ; BURKINA FASO

Consultation : Doc DSFR

---

**Assessing Development Finance Institution ; a Public Interest Analysis.** 267

Yaron J.

World Bank Discussion Papers

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1992. - n° 174. - 63 p.

Mots-clés : SUBVENTION ; SDI ; EVALUATION ; PERFORMANCE

*Présentation* - Les procédures classiques de comptabilité ne permettent pas de mettre en lumière le volume de subventions requis par les institutions pour fonctionner. Les mesures de rentabilité offraient alors aux gouvernements, aux bailleurs et aux institutions une image inadéquate de leurs coûts d'opération. L'Index de Dépendance aux Subventions (SDI) présenté est un outil simple qui doit permettre de prendre en compte l'ensemble des subventions en relation avec le niveau d'activité ; il offre un ratio clair pour suivre l'évolution de l'institution vers l'équilibre financier.

---

**Successful Rural Finance Institutions.** 268

Yaron J.

World Bank Discussion Papers

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1992. - 120 p.

Mots-clés : EVALUATION ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; SUCCES



---

**Determinants of Credit Rationing : a Study of Informal Lenders and Formal Credit Groups in Madagascar.**

269

Zeller M.

World Development

1994, 22 (12) : 1895-1907

*Mots-clés* : ENQUETE INSTITUTION ; OFFRE/DEMANDE ; RATIONNEMENT DU CREDIT ; EVALUATION ; MADAGASCAR

*Présentation* - Les recherches sur les déterminants du rationnement du crédit se sont souvent concentrées sur les habitudes des prêteurs locaux vis-à-vis d'emprunteurs individuels. A partir d'enquêtes menées à Madagascar, l'auteur présente une analyse du rationnement du crédit et de l'utilisation de l'information parmi les prêteurs informels et les membres de groupes communautaires.

---

## Analyse d'impact

---

### Credit Constraints, Credit Unions, and Small-Scale Producers in Guatemala. 270

Barham B.L. ; Boucher S. ; Carter M.R.

World Development

1996, 24 (5) : 793-806

Mots-clés : ENQUETE MENAGE ; IMPACT ; ACCES AU CREDIT ; RATIONNEMENT DU CREDIT ; GUATEMALA

---

### Construction d'un outil méthodologique permettant d'évaluer l'impact socio-économique du Crédit Mutuel du Sénégal. 271

Basserie V. ; Healy S. ; Subsol S.

Mémoire d'ingénieur

Dijon (FRA) : ENESAD, 1996. - 77 p.

Mots-clés : MUTUALISME ; IMPACT ; BENEFICIAIRE ; ENQUETE MENAGE ; REMBOURSEMENT ; MOBILISATION DE L'EPARGNE ; METHODOLOGIE ; SENEGAL

*Présentation* - L'objectif de l'étude est de réaliser la première étape - la construction de l'outil - d'un travail d'étude de l'impact socio-économique du projet. L'étude d'impact s'intègre dans un ensemble d'actions de consolidation du réseau. Il s'agit, entre autres, de développer des outils de contrôle et de gestion, d'assurer une meilleure efficacité des cadres du projet et une plus grande représentativité des clients. Diversifier les produits financiers pour mieux répondre à la demande est aussi une voie recherchée pour consolider le réseau. Les travaux d'étude d'impact doivent notamment permettre de mieux ajuster offre et demande des adhérents du CMS. Les auteurs construisent un guide d'entretien semi directif destiné à répondre à cinq grands types de questions : qui sont les sociétaires ? Quel est le degré d'information des sociétaires sur le CMS ? Quelle est la place des crédits du CMS par rapport aux autres possibilités de financement ? Comment les crédits du CMS sont-ils utilisés et remboursés ? Quelle est la place des produits d'épargne du CMS ?.

*Consultation* : Doc DSFR

---

### Key Issues on Women's Access to and Use of Credit in the Micro and Small Scale Enterprise Sector. 272

Berger M.

In : Dignard L. - Women in micro- and small-scale enterprise development

Boulder, Colorado (USA) : Westview Press, 1995. - p. 189-215

Mots-clés : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; FEMME ; PME ; DEMANDE ; ACCES AU CREDIT ; UTILISATION ; IMPACT

---

---

**Quels emprunteurs les paysans sont-ils ? Etude de l'impact micro-économique d'un projet de crédit rural au Cambodge.** 273

Bouso P.

Mémoire DEA. Economie du développement  
Montpellier (FRA) : ENSA, 1995. - 94 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; CREDIT SOLIDAIRE ; EMT ; ENQUETE MENAGE ; FONGIBILITE ; BENEFICIAIRE ; DEMANDE ; UTILISATION ; TRANSITION ECONOMIQUE ; ASIE ; CAMBODGE

*Présentation* - Depuis 1991, le GRET mène avec le Ministère de l'Agriculture cambodgien un projet de crédit rural décentralisé (EMT). Ce projet concerne aujourd'hui une dizaine de milliers de familles à travers l'implantation d'une centaine de caisses villageoises de crédit. L'analyse de l'impact du crédit a pour objectif principal de décrire l'interface offre/demande de crédit, en se penchant principalement sur l'étude des caractéristiques de la demande et de l'utilisation du crédit. La description de logiques d'utilisation du crédit par l'emprunteur, en analysant les déterminants internes et externes à l'unité économique cherche à enrichir les débats techniques et politiques sur la place des SFD dans l'économie d'un monde rural en développement.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Méthodes d'analyse des marchés financiers ruraux et de l'impact des projets de crédit rural dans les pays économiquement moins développés.** 274

Calkins P. ; Larivière S. ; Martin F. ; Nteziyaremye A.

Série Conférences

Laval (CAN) : Centre Sahel de l'Université de Laval, 1993. - n° 33. - 41 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; METHODOLOGIE

*Présentation* - Ce document présente différentes méthodes d'analyse de l'impact des marchés financiers ruraux dans les PVD, en insistant davantage sur les méthodes que sur les résultats. L'approche choisie par les auteurs combine plusieurs types d'analyses, quantitatives et qualitatives.

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Le crédit rural et l'économie villageoise à Banh (Burkina-Faso).** 275

Colliot E. ; Nguyen T.D.P.

Cahiers de la Recherche Développement  
1993, (34) : 65-83

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; MESOECONOMIE ; IMPACT ; PPPCR ; FONGIBILITE ; SAM ; BURKINA FASO



*Présentation* - Il est important pour les projets de crédit rural à vocation de développement de compléter l'évaluation financière classique par une évaluation des effets économiques. Mais cette évaluation est difficile en raison de la complexité des économies rurales et du caractère fongible du crédit. Face à ces difficultés, le Projet de Promotion du Petit Crédit Rural au Burkina-Faso a élaboré une méthodologie de suivi-évaluation basée sur la compréhension du fonctionnement de l'économie villageoise vue comme un système ouvert de flux monétaires. La démarche d'évaluation repose sur l'élaboration d'une matrice de comptabilité sociale villageoise, qui donne un cadre cohérent de représentation du fonctionnement de l'économie, intégrant à la fois une dimension économique (création de richesse) et une dimension sociale (répartition des richesses). Les résultats montrent que les effets directs du crédit sur les budgets des familles sont relativement faciles à appréhender. Par contre, l'évaluation des effets indirects et des effets durables du crédit s'est avérée difficile, révélant ainsi les limites de la matrice telle qu'elle a été conçue.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Les interactions entre le marché des céréales, le marché du bétail et le marché financier. Le cas du marché de Nogodoum dans le nord Yatenga au Burkina-Faso.** 276

Colliot E.

Mémoire DEA. Economie du développement  
Montpellier (FRA) : ENSA, 1993. - 82 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; MARCHES LIES ; DEMANDE ; COMMERCANT ; ELEVAGE ; EPARGNE EN NATURE ; ANALYSE DE SYSTEME ; BURKINA FASO

*Présentation* - L'étude des interactions entre marchés des céréales, du bétail et de l'argent permettent de comprendre les stratégies des populations sahéliennes : rôle d'approvisionnement en céréales du marché de Nogodoum pendant la période déficitaire ; ce même marché peut être vu comme un marché financier en période excédentaire : les producteurs mettent en vente animaux et céréales à bas prix pour "acheter" et/ou "emprunter" de l'argent afin de financer leurs projets. Dans ce cadre, les projets de crédit décentralisé (type PPPCR au Burkina) peuvent jouer un rôle important en tant que nouveaux offreurs dans la satisfaction de la demande d'argent qui existe sur la zone.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Poverty-Oriented Financial Services Programmes : Room for Improvment ?.** 277

Copestake J.G.

Savings and Development  
1995, 19 (4) : 417-436

*Mots-clés* : EVALUATION ; IMPACT ; SDI ; PAUVRETE ; SUBVENTION

*Présentation* - Il serait intéressant de pouvoir fournir des services financiers à ceux qui sont exclus des services des fournisseurs actuels, mais cela demeure difficile. La capacité de tels programmes de bénéficier des expériences passées détermine, entre autre, leur efficacité. Bien que l'“Index de dépendance aux subventions” (SDI) représente un progrès significatif quant au suivi des coûts des programmes, les moyens d'évaluer leur impact ne sont pas très avancés. Cet article identifie les moyens de remédier à ce besoin à travers des méthodes d'investigation qualitatives, en particulier des méthodes participatives de classification des richesses (analyse, pour différents niveaux de richesse des ménages, des sources de financement et de l'utilisation des différentes ressources financières).

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Rapport de mission au Cambodge. Etude de l'impact micro-économique du crédit.**

278

Daubert P.

Paris (FRA) : GRET, 1995. - 11 p.

*Mots-clés* : EMT ; CREDIT SOLIDAIRE ; IMPACT ; BENEFICIAIRE ; ACCES AU CREDIT ; UTILISATION ; REMBOURSEMENT ; CAMBODGE

*Présentation* - Après 4 années d'expérimentation d'un projet de crédit solidaire du GRET au Cambodge, l'auteur fait le point sur les recherches en termes d'impact micro-économique du projet. L'analyse s'oriente particulièrement sur les points suivants : structure de la clientèle, accès des pauvres, utilisation du crédit, impact sur la diversification des activités, retards de remboursement, propositions des bénéficiaires pour l'amélioration du système....

*Consultation* : GRET

---

**L'étude des effets économiques du crédit rural - Eléments pour une première recherche d'accompagnement du crédit rural en Guinée.**

279

Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, 1994. - n.p.

*Mots-clés* : IMPACT ; GUINEE

*Consultation* : IRAM

---

**Evaluacion de impacto de la red de bancos locale de Nitlapàn. (Nicaragua).**

280

Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, 1995. - n.p.

*Mots-clés* : IMPACT ; NICARAGUA

*Consultation* : IRAM

---

**Etude d'impact du crédit rural de Guinée.**

281

Doligez F.

Paris (FRA) : IRAM, 1996. - 55 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; ENQUETE MENAGE ; ENQUETE INSTITUTION ; CRG ; BENEFICIAIRE ; REMBOURSEMENT ; CREDIT SOLIDAIRE ; GUINEE

*Présentation* - Ce rapport restitue les principaux résultats de l'étude "Financement et développement" en Guinée mise en oeuvre depuis novembre 1995 : la synthèse nationale et l'étude d'impact du Crédit Rural de Guinée. Les données proviennent d'une part, de 73 études socio-économiques, monographies de caisses et analyses du sociétariat, des analyses organisationnelles et une trentaine d'études de situations de retard ; d'autre part d'enquêtes réalisées auprès d'emprunteurs, d'épargnants, de non membres et de membres démissionnaires dans les trois caisses étudiées (environ 450 enquêtes). Le rapport est constitué d'une partie d'analyse et de documents complémentaires de monographie des caisses.

*Consultation* : IRAM

---

**Etudes comparées de l'impact économique des systèmes de crédit rural.**

282

Doligez F.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 187-202

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; CRG ; PFR ; IMPACT ; BENEFICIAIRE ; COMPARAISON ; GUINEE ; NICARAGUA ; VIET NAM

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Review of Methodological Approaches to the Study of the Impact of Microenterprise Credit Program.**

283

Gaile G.L. ; Foster J.

Washington, D.C. (USA) : AIMS. Assessing the Impact of Microenterprise Services, 1996. - 31 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; ENQUETE MENAGE ; METHODOLOGIE ; PME ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - L'objectif de cette étude est de faire le point de quelques-unes des plus rigoureuses analyses d'impact (anglophones) des programmes de micro-crédit. Elle concerne l'analyse méthodologique de 11 études menées en Asie, en Afrique et en Amérique latine et traite du choix des échantillons, des questions d'échelle de temps, des techniques d'analyse et des méthodes de contrôle afin d'éliminer les explications alternatives pour les changements. Les auteurs fournissent des recommandations pour les évaluations d'impact qui seront menées par l'AIMS.

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Evaluation de l'impact du petit crédit rural solidaire. 284**  
**Projet de crédit rural du GRET au Cambodge.**

Gauthier N.

Mémoire DESS. Gestion et dynamisation du développement

Grenoble (FRA) : Université Pierre Mendès-France, 1995. - 136 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; IMPACT ; ENQUETE MENAGE ; BENEFICIAIRE ; UTILISATION ; CAMBODGE

*Présentation* - L'étude d'impact réalisée dans le cadre du mémoire cherche à plusieurs objectifs : (1) comprendre la distribution du crédit suivant les différents groupes d'emprunteurs en se référant à deux typologies, l'une caractérisant les villageois selon le niveau de richesse, l'autre selon le système d'activités. Il s'agit de voir si existent des phénomènes d'exclusion par rapport à l'accès au crédit ; (2) mesurer ce que le crédit a réellement permis, en analysant les formes d'utilisation et en essayant de définir les logiques de recours au crédit ; (3) recueillir les souhaits des emprunteurs et leur opinion sur de nouveaux produits, en particulier l'épargne. L'ensemble des exploitations de 3 villages de la zone riz-palmier, soit près de 220 familles, ont été enquêtées. Le mémoire restitue la méthode et les résultats de cette enquête (Le Bissonais, Doligez, 96).

*Consultation* : GRET

---

**Who Takes the Credit ? Gender, Power, and Control over 285**  
**Loan Use in Rural Credit Programs in Bangladesh.**

Goetz A.M. ; Sen Gupta R.

World Development

1996, 24 (1) : 45-63

*Mots-clés* : IMPACT ; FEMME ; UTILISATION ; BANGLADESH

*Consultation* : Doc DSFR

---

**L'impact des marchés financiers ruraux sur la sécurité 286**  
**alimentaire des populations pauvres : le cas du Cameroun.**

Heidhues F. ; Schrieder G.

Economies et Sociétés

1995, 29 (3/4) : 249-267

*Mots-clés* : IMPACT ; SECURITE ALIMENTAIRE ; ENQUETE MENAGE ; CAMEROUN

---

**Le financement décentralisé au Bénin, au Burkina-Faso et 287**  
**en Guinée.**

Hugon P. ; Richard C.

Paris (FRA) : IRAM. Programme Régional D'Appui aux Opérations de Crédit Décentralisés, 1995. - 113 p.

*Mots-clés* : ETUDE DE CAS ; IMPACT ; MACROECONOMIE ; BENIN ; BURKINA FASO ; GUINEE

*Consultation* : Doc DSFR ; IRAM

---

---

**Incertitude, précarité et financement local : le cas des économies africaines.**

288

Hugon P.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 13-40

*Mots-clés* : MACROECONOMIE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; DUALISME FINANCIER ; IMPACT ; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

*Présentation* - La question posée est de savoir quels sont les liens entre les circuits officiels, informels et les divers circuits intermédiaires, quel impact macro-économique ont les SFD (collecte de l'épargne, financement...) et notamment dans quelle mesure ces formes de financement peuvent prendre en compte les investissements à risque, favoriser l'accumulation des unités productives et concilier les objectifs d'efficacité et d'équité. Les analyses standards en termes de libéralisation financière sont approfondies en tenant compte d'une part de la segmentation des circuits financiers résultant des positions sociales des différents agents, d'autre part en intégrant les logiques micro-économiques des agents en situation d'information imparfaite et la pluralité des institutions.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Finance against Poverty (2 volumes).**

289

Hulme D. ; Mosley P.

London (GBR) : Routledge, 1996. - n.p.

*Mots-clés* : PAUVRETE ; IMPACT ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; KREP ; BRAC ; BKK ; KURK ; BRI ; BANGLADESH ; BOLIVIE ; INDE ; INDONESIE ; KENYA ; MALAWI ; SRI LANKA

*Présentation* - Dans le monde, plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté ; la plupart dans les pays en développement. L'idée que ces personnes pourraient améliorer leurs conditions de vie en devenant des micro-entrepreneurs - et que pour cela les institutions financières doivent accompagner leurs initiatives avec des petits crédits - a trouvé des défenseurs sur la dernière décennie. "Finance against poverty" examine cette théorie et examine les résultats concrets dans sept pays. Le premier volume offre une analyse des aspects théoriques et des recommandations pour les opérateurs sur le terrain. Le second volume présente des résultats empiriques sur les sept pays concernés avec l'étude de 12 institutions (développement historique et institutionnel, performances financières dans le temps, effets directs sur les revenus, l'emploi, la technologie, effets indirects sur les autres prêteurs et emprunteurs...). Il s'agit pour les deux volumes de fournir des informations et des réflexions sur l'impact de l'épargne et du crédit sur la productivité, l'emploi, le niveau de pauvreté et les relations socio-politiques.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Différenciation socio-économique des exploitations agricoles et besoins de financement. Dans quelle mesure les paysans les plus démunis ont-ils accès au crédit ?.** 290

Le Goulven K.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1995. - 66 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; PFR ; CREDIT SOLIDAIRE ; PAUVRETE ; ENQUETE MENAGE ; VIET NAM

*Présentation* - En 1992, le Programme Fleuve Rouge initiait un volet crédit en implantant des caisses de crédit rural solidaires dans le Nord Viet-Nam. Ce projet avait pour ambition de créer un système de crédit complémentaire à la Banque agricole du Viet-Nam, visant la partie la plus pauvre de la population. Aujourd'hui, les responsables s'interrogent, entre autres, sur la caractérisation de la population cible : qui est-elle et quels sont ses besoins ? Ce rapport cherche à élaborer une liste de critères de pauvreté corrélés aux revenus et à concevoir une typologie des pauvres. Par ailleurs, il présente les formes de crédit existant dans la zone afin de répertorier les plus accessibles à la population pauvre et par conséquent, celles susceptibles d'être concurrentes de la caisse de crédit. Le travail de caractérisation est précédé d'une synthèse bibliographique permettant de faire le point sur les critères utilisés par des organismes soucieux de définir la pauvreté ou impliqués dans des actions de développement.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Financement et développement. Impact économique et social des systèmes financiers décentralisés au Burkina-Faso.** 291

Lecuyer F.

Paris (FRA) : PRAOC, 1996. - n.p.

*Mots-clés* : IMPACT ; MARCHE FINANCIER RURAL ; BURKINA FASO

---

**Quelques éléments de suivi-évaluation du fonctionnement de deux caisses de crédit rural dans le bassin du Fleuve Rouge.** 292

Lucas P.

Mémoire ESAT

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1994. - 72 p.

*Mots-clés* : EVALUATION ; PFR ; CREDIT SOLIDAIRE ; BENEFICIAIRE ; REMBOURSEMENT ; COUT ; DEVIATION ; ENQUETE MENAGE ; VIET NAM

*Présentation* - En 1992, un programme de crédit rural a été initié dans le Nord Viet-Nam par le programme Fleuve Rouge. L'auteur a réalisé un suivi-évaluation pendant 5 mois auprès de 230 familles (Hong Lau, Thai Ninh). Cette étude comprend deux parties : (1) une caractérisation des emprunteurs et non-emprunteurs économiquement et par rapport au crédit ; usage du crédit par les emprunteurs et point de vue des non-emprunteurs sur la caisse ; (2) l'analyse du fonctionnement des caisses et des problèmes de retards, souvent expliqués par les coûts d'opportunité ; Cinq types de comportements pour le remboursement ont été identifiés. Cette seconde partie révèle l'importance des déviations des règles du système.

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Contribution à une approche méthodologique d'évaluation des effets économiques d'un projet de crédit rural. Cas du Projet de Promotion du Petit Crédit Rural au Burkina-Faso.** 293

Nguyen T.D.P. ; Colliot E.

Mémoire ESAT. Agronomie tropicale

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1992. - 57 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; PPPCR ; CREDIT SOLIDAIRE ; ECONOMIE DES MENAGES ; ENQUETE MENAGE ; SAM ; MESOECONOMIE ; FONGIBILITE ; BURKINA FASO

*Présentation* - A l'aide de l'outil méthodologique que sont les "Matrices de Comptabilité Sociale" (SAM) qui mesurent ici les flux monétaires à l'échelle villageoise, les auteurs cherchent à déterminer l'impact sur les ménages et l'économie locale du Projet de Promotion du Petit Crédit Rural au Yatenga (Burkina- Faso). Leurs données sont issues d'enquêtes auprès de 50 "marmites" et de suivis sur le marché local. Après la construction d'une matrice, les auteurs discutent les intérêts et les limites de cette méthode.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Une analyse néo-institutionnelle de la disparition des organisations traditionnelles d'assurance et de ses effets sur la sécurité alimentaire des populations agro-pastorales du Sahel.** 294

Nguyen T.D.P.

Développement et Transition vers l'Economie de Marché ; Hanoi (VNM) ; 5-6 décembre 1996

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1996. - 28 p.

*Mots-clés* : ASSURANCE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; INFORMEL ; SECURITE ALIMENTAIRE ; ECONOMIE DES MENAGES ; ENQUETE MENAGE ; ECONOMETRIE ; IMPACT ; BURKINA FASO

*Présentation* - Dans des contextes où les revenus des ménages, qu'ils soient agricoles ou non, connaissent de fortes variations, le problème de sécurisation des besoins alimentaires peut être conceptualisé comme un problème de lissage de la consommation dans le temps et l'espace. En Afrique sahélienne, les organisations sociales et institutions indigènes ont été longtemps décrites comme étant un des plus efficaces filets de sécurité en cas de chocs économiques. Pourtant les faits observés suggèrent que la durabilité et l'efficacité de ces organisations communautaires d'assurance et d'entraide sont aujourd'hui remises en question. Les principaux objectifs de cette étude sont d'identifier les facteurs et mécanismes économiques qui ont contribué au déclin des organisations traditionnelles d'assurance, et d'en mesurer l'impact sur la sécurité alimentaire et le bien-être des populations agro-pastorales. L'analyse permet aussi d'amorcer une discussion sur le rôle respectif des intervenants extérieurs (Etat et autres institutions formelles dont les institutions financières) et des marchés dans l'approvisionnement des besoins élémentaires.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

- 
- Rural Finance in the Republic of South Africa : Selected Farm Household Case Studies.** 295  
Ouattara K. ; Graham D.H.  
Columbus (USA) : OSU. Rural Finance Program, 1996. - 65 p.  
*Mots-clés* : IMPACT ; AFRIQUE DU SUD  
*Consultation* : Doc DSFR
- 
- Analyse et typologie des marmites du village de Madougou. Perspectives de l'impact du crédit.** 296  
Ouedraogo C.  
Mémoire DEA. Economie du développement  
Ouagadougou (BFA) : Université de Ouagadougou. Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, 1993. - 84 p.  
*Mots-clés* : IMPACT ; ECONOMIE DES MENAGES ; PPPCR ; CREDIT SOLIDAIRE ; ENQUETE MENAGE ; BURKINA FASO  
*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD
- 
- Les paysans cambodgiens et le crédit : Evaluation de l'impact micro-économique d'un projet de petit crédit rural au Cambodge.** 297  
Parent M.  
Mémoire d'ingénieur  
Dijon (FRA) : ENESAD, 1996. - 55 p.  
*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; IMPACT ; BENEFICIAIRE ; REMBOURSEMENT ; PAUVRETE ; CAMBODGE  
*Consultation* : GRET
- 
- Etude de l'impact socio-économique d'un système de crédit rural décentralisé. Plaine des Joncs, Delta du Mékong, Viet-Nam.** 298  
Peurois T.  
Mémoire ESAT  
Montpellier (FRA) : CNEARC, 1995. - n.p.  
*Mots-clés* : IMPACT ; CREDIT SOLIDAIRE ; VIET NAM  
*Consultation* : Doc DSFR
- 
- Household and Intrahousehold Impact of the Grameen Bank and Similar Targeted Credit Programs in Bangladesh.** 299  
Pitt M.M. ; Khander S.R.  
World Bank Discussion Papers  
Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1996. - n° 320. - 109 p.  
*Mots-clés* : IMPACT ; GRAMEEN BANK ; BRAC ; RD-12 ; ECONOMIE DES MENAGES ; BANGLADESH  
*Présentation* - L'analyse porte sur l'effet de trois programmes (Grameen Bank, BRAC et RD-12 sur le bien-être des ménages (scolarisation, travail, capital des femmes, consommation...) et la distribution des ressources à l'intérieur des ménages.
-



---

**Overview of Studies on the Impact of Microenterprise Credit.** 300

Sebstad J. ; Chen G.

Washington, D.C. (USA) : AIMS. Assessing the Impact of Microenterprise Services, 1996. - 23 p.

*Mots-clés* : IMPACT ; PERFORMANCE ; ENQUETE MENAGE ; PME ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

*Présentation* - L'objectif de cette étude est de souligner les principaux résultats de travaux de recherche et d'évaluation sur l'impact de services de crédit aux micro entreprises. Une attention particulière est donnée aux variables et aux mesures portant sur la sécurité économique des ménages, la stabilité et la croissance des entreprises et le contrôle individuel des ressources. L'étude porte sur 32 recherches et rapports d'évaluation sur l'impact des services aux micro-entreprises (en premier lieu le crédit), et concerne 24 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Evaluation des effets économiques du crédit rural (Guinée Conakry).** 301

Siani L.

Paris (FRA) : IRAM, 1993. - 66 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; CRG ; IMPACT ; BENEFICIAIRE ; UTILISATION ; MOBILISATION DE L'EPARGNE ; ENQUETE MENAGE ; GUINEE

*Présentation* - Le Projet de Crédit Agricole et Rural (PCAR) et l'IRAM s'efforcent de mettre en place, autour du développement du crédit solidaire en Guinée, un programme de recherches d'accompagnement. Au delà d'un suivi quantitatif de l'impact du crédit (nombre de bénéficiaires, montants octroyés et taux de remboursement), il s'agit d'accumuler les références pour mieux connaître les bénéficiaires du crédit et évaluer les effets de ce type de financement. Cette évaluation porte sur les activités économiques (usage réel des prêts, caractéristiques des activités financées, effets sur les budgets familiaux, en insistant sur la clientèle féminine), sur les motivations liées à l'épargne et les attentes des épargnants par rapport à ce service, et sur les dynamiques sociales en milieu rural (effets induits par le crédit au niveau local). Les enquêtes portent sur 315 emprunteurs et 37 épargnants sur deux caisses du projet.

*Consultation* : IRAM

---

**Femmes crédibles sans crédit.** 302

Teyssier S.

Vivre Autrement

1995.

*Mots-clés* : ACCES AU CREDIT ; FEMME ; DIAGNOSTIC ; IMPACT

*Présentation* - Alors que les femmes ont une place majeure dans les processus de développement, leur accès au crédit est difficile (secteur formel). La faiblesse de l'accès des femmes a donné lieu à diverses initiatives visant à leur ouvrir un accès réservé ; cependant, dans un contexte où la répartition sexuelle des tâches et/ou des budgets n'est pas favorable à un renforcement de l'autonomie des femmes, des actions de crédit "spécifiques-femmes" n'ont pas forcément leur place. Certains projets ont également choisi la mixité de leur clientèle. La question reste dans tous les cas ouverte de l'impact des projets sur les femmes bénéficiaires (plus d'égalité ? changements dans les relations de genre ? Impact économique ?).

*Consultation* : IRAM

---



- 
- The Financial System in Rural Areas, a Pilot Study on Access to Financial Services in Cianjur.** 303  
Tjondronegoro S.M.P. (ed.)  
Bogor (IDN) : Bank Indonesia, IPB. Bogor Agricultural University, 1991. - 100 p.  
*Mots-clés* : IMPACT ; ACCES AU CREDIT ; LIBERALISATION ; PME ; MARCHE FINANCIER RURAL ; INDONESIE  
*Présentation* - Cette étude décrit les services offerts dans un district de Java Ouest (Kabupaten Cianjur) et la nature de la demande. Suite à la libéralisation financière menée en Indonésie depuis 1983, les auteurs cherchent à analyser l'accès des ménages et des petites et moyennes entreprises aux services financiers.  
*Consultation* : Doc DSFR
- 
- Etude des stratégies des ménages ruraux, de leurs activités et de la place du crédit ADF (Albanian Development Fund).** 304  
Wampfler B. ; Prifti L. ; Brajha M.  
Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996. - 90 p.  
*Mots-clés* : IMPACT ; ALBANIE  
*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD
- 
- Les relations entre le marché du mil, le marché du bétail et le marché monétaire à Nogodoum, Yatenga, Burkina-Faso.** 305  
Wiest M.  
Mémoire  
Stuttgart - Hohenheim (DEU) : Université Hohenheim, 1993. - 88 p.  
*Mots-clés* : IMPACT ; ELEVAGE ; MESOECONOMIE ; MARCHES LIES ; EPARGNE EN NATURE ; BURKINA FASO  
*Consultation* : Doc DSFR
- 
- Production Function Analysis as a Method of Measuring Credit Impact.** 306  
Yazdani S.  
Savings and Development  
1995, 19 (3) : 315-331  
*Mots-clés* : IMPACT ; CREDIT AGRICOLE ; ENQUETE MENAGE ; METHODOLOGIE ; IRAN  
*Présentation* - L'auteur examine la contribution du crédit agricole au développement de l'agriculture iranienne en analysant son impact sur la productivité et l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Les données proviennent d'enquêtes auprès de 200 exploitations agricoles (1987/1988). L'analyse des fonctions de production doit permettre de déterminer si l'utilisation du crédit est associée à des différences dans les méthodes de production. Les résultats montrent un impact limité sur l'adoption de nouvelles technologies mais les emprunteurs améliorent l'utilisation des ressources.  
*Consultation* : Doc CIRAD
-

# Régulation des systèmes financiers

## La régulation des systèmes financiers de proximité

### Les débats sur la régulation des systèmes financiers

D'un point de vue théorique, les faillites des systèmes centralisés et contraints par des règles répressives (plafonds de taux, barrières à l'entrée...) ont conduit à préconiser un "approfondissement financier" (*financial deepening*) permettant le développement de nouvelles institutions et de nouveaux services financiers (Shaw, 1973 ; Assidon, 1996). Parallèlement à cette volonté de libéralisation, les analyses des systèmes financiers soulignent par ailleurs les limites et les imperfections du fonctionnement des marchés (Bardhan, 1989 ; He, 1994 ; Hoff *et al.*, 1993). Ces imperfections se déclinent en termes de marchés manquants (assurances, marchés à termes...), de coûts de transaction, d'incomplétude et d'asymétrie de l'information ...

Face à ces imperfections sur les marchés financiers (Stiglitz, 1992), les agents économiques peuvent adopter des comportements opportunistes (*moral hazard*) ou sont confrontés à des situations de sélection non optimales (*adverse selection*) : les prêteurs n'ont pas la capacité de discerner l'action des emprunteurs, de distinguer entre ceux qui ne pourront pas et ceux qui ne voudront pas rembourser ; du point de vue des dépôts, l'épargnant ne connaît pas de façon sûre la solvabilité de l'institution où il dépose ses fonds et l'institution, elle, ne sait pas toujours à quel moment le déposant désirera retirer son épargne ; enfin, en situation d'information imparfaite, les retraits d'un client du fait de sa défiance à l'égard d'une institution peuvent conduire à une généralisation des retraits par une "course à la liquidité". Ces mouvements de suspicion rendent les marchés financiers instables. Le comportement des acteurs risque alors de ne pas être optimum du point de vue de la sélection des clients, du rationnement du crédit (Stiglitz et Weiss, 1981 ; Bester, 1985), de l'allocation des ressources...

Les conséquences de la libéralisation financière doivent donc être raisonnées dans le cadre des contraintes de fonctionnement du marché. Ces analyses ont ouvert le débat sur le rôle de l'Etat et des institutions au sein du marché financier. La libéralisation conduit à réduire la présence de l'Etat comme acteur direct par privatisation ou fermeture de ses institutions, par diminution des ressources subventionnées et par diminution de la part des risques assumés par l'Etat en cas de mauvaise gestion ou de faillite. Pourtant, le rôle de l'Etat reste encore justifié, au delà d'un simple rôle minimal permettant



d'instaurer une économie marchande. Pour Stern (1992), les arguments en faveur de l'action de l'Etat dans l'activité économique portent sur cinq points : (1) l'existence des défaillances du marché, (2) le souci de prévenir ou de réduire la pauvreté et/ou d'améliorer la répartition des revenus, (3) l'affirmation du droit à certains équipements ou à certains biens comme l'éducation, la santé, le logement, (4) la paternalisme (par exemple en matière d'éducation, de retraites, d'usage de stupéfiants, où l'on peut considérer qu'il est de la responsabilité de l'Etat d'empêcher les individus de se livrer à des actes imprévoyants ou irresponsables, (5) les droits des générations à venir (dans le cas par exemple des problèmes liés à l'environnement). Dans le cas du marché financier (Besley, 1994 ; Stiglitz, 1992), l'Etat doit fixer un cadre institutionnel stimulant, protéger les épargnants, favoriser une allocation optimale des ressources et maintenir la stabilité macroéconomique.

Ainsi, les systèmes financiers de la plupart des pays, industrialisés ou en voie de développement, ont connu d'importants changements dans les années 80, à la fois dans la réglementation et la structure financières. Les institutions doivent en particulier s'adapter à un mouvement général de libéralisation (Bhatt, 1993 ; Cruz *et al.*, 1996 ; Dalla et Khatkhate, 1995...) tout en répondant davantage aux réformes réglementaires qui cherchent, face aux imperfections du marché qui ont été identifiées, à mieux contrôler le secteur financier à travers l'établissement de règles prudentielles (Chaves et Gonzalez-Vega, 1994 ; Porter et Ward, 1993 ; Sheng, 1990) et la définition de lois bancaires adaptées (Bank Indonesia, 1993 ; Lelart, 1996).

La question de la structure du système financier a évolué en parallèle. D'une part, les institutions autrefois critiquées sont maintenant mieux acceptées, comme nous l'avons vu pour le système informel ; en particulier, les imperfections analysées permettent de comprendre la persistance d'institutions qui paraissent inefficaces en première analyse mais offrent un moyen, dans un contexte d'information imparfaite par exemple, de partager les risques entre les différents acteurs du contrat. Ainsi peuvent s'expliquer les relations entre le marché du crédit et le marché foncier ou le marché du travail à travers des contrats de métayage, de travail, de mise en gage... (Basu, 1995 ; Bardhan, 1989). D'autre part, après la répression des années 60-70, les structures des systèmes financiers tendent à être plus concurrentielles. Il semble en tout cas que le cadre institutionnel, économique et politique gagnerait à promouvoir un marché "contestable" (Baumol et Lee, 1991). Sur un marché contestable, l'entrée et la sortie sont libres ; cela contraint les institutions en place à fonctionner efficacement par crainte continue de nouveaux entrants qui pourraient venir les concurrencer. Le marché financier rural indonésien, où cohabitent institutions publiques nationales, locales, coopératives, banques rurales privées, Ong... illustre cet impact positif d'une réglementation souple et ouverte en faveur d'un système financier dynamique et efficace (McLeod, 1992 ; Lapenu, 1996, etc.).

## **Application à la régulation des systèmes financiers de proximité**

L'étude des systèmes financiers de proximité montre qu'ils parviennent généralement à maîtriser l'interface entre l'institution et les clients, enregistrant en particulier des taux de participation et de remboursement honorables. Pourtant, lorsque leur taille augmente, ils ne peuvent rester hors de tout cadre réglementaire, à la frontière de l'informel. La question de la régulation des systèmes financiers de proximité ne se pose généralement pas en termes de stabilité macroéconomique étant donné la part minime qu'ils représentent, au niveau des agrégats économiques. Il n'en reste pas moins nécessaire d'assurer la protection des déposants et de l'offre de services financiers durables aux populations exclues des systèmes financiers classiques. Les questions portent souvent, à l'heure actuelle, sur la place des systèmes financiers de proximité et leur institutionnalisation. La notion d'institutionnalisation est large et recoupe à la fois l'adaptation à l'environnement économique, politique et juridique, la maîtrise des coûts de l'institution, la viabilité sociale et l'établissement de relations stables avec les différents partenaires (Doligez, 1996). D'une façon générale, le principal problème réside souvent dans la gestion de l'extension de ces systèmes à une échelle significative pour le développement et dans leur intégration au sein du système financier global.

La question de l'extension doit permettre de répondre à une plus large gamme de clients, de diversifier le portefeuille de l'institution, de diversifier les zones géographiques. L'objectif est de se prémunir de risques covariants tels que les risques climatiques, les épidémies sur les troupeaux et les risques sur un groupe de clients, d'équilibrer entre les zones excédentaires et déficitaires, de réaliser des économies d'échelle... Cependant, cette extension nécessite également une parfaite maîtrise des risques par une connaissance des nouvelles zones, une continuelle adéquation entre l'offre et la demande des clients face à de nouvelles filières et de nouveaux marchés. La spécificité des systèmes financiers décentralisés en termes de services de proximité implique que la maîtrise des relations avec les clients repose sur la parfaite connaissance des rouages de la structure et d'un suivi rapproché du fonctionnement ou de tout dysfonctionnement dans les relations. L'augmentation du nombre des clients peut conduire à une moindre maîtrise de ces mécanismes. Elle peut s'accompagner en outre, avec une orientation vers des relations plus anonymes, de la chute de la pression sociale qui parvenait jusque-là à assurer les remboursements.

Enfin, l'extension des systèmes financiers décentralisés et l'enthousiasme qu'ils suscitent, entraînant leur multiplication dans les pays en voie de développement, les confronte à une concurrence forte, parfois déloyale car certains de ces systèmes restent largement subventionnés.



---

**Rural Credit Markets and Institutions in Developing Countries. Lessons for Policy Analysis from Practice and Modern Theory.** 310

Braverman A. ; Guasch J.L.

World Development

1986, 14 (10/11) : 1253-1267

*Mots-clés* : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; ECHEC ; ROLE DE L'ETAT ; MARCHE FINANCIER RURAL ; MARCHES LIES

*Présentation* - Les auteurs analysent l'intervention du gouvernement sur les marchés financiers ruraux des PVD durant les trois dernières décennies et confrontent les faits aux apports de la théorie institutionnelle. L'observation conduit à conclure à la défaillance des programmes subventionnés, à la fois pour permettre à des coûts raisonnables d'augmenter la production agricole et pour améliorer la distribution des revenus et réduire la pauvreté. La théorie se concentre essentiellement sur deux points : le rationnement du crédit sur des marchés compétitifs et les liens entre les contrats de crédit et les contrats sur la terre ou le travail. Les auteurs soulignent qu'une analyse plus systématique et plus rigoureuse des institutions et de leur environnement est essentielle pour comprendre et mettre en oeuvre des réformes efficaces sur les marchés financiers ruraux.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Principles of Regulation and Prudential Supervision and their Relevance for Microenterprise Finance Organizations.** 311

Chaves R.A. ; Gonzalez-Vega C.

In : Otero M., Rhyne E. - The New World of Microenterprise Finance  
London (GBR) : IT Publications, 1994. - p. 55-75

*Mots-clés* : REGLE PRUDENTIELLE ; RISQUE ; REGLEMENTATION ; ROLE DE L'ETAT

*Présentation* - Ce chapitre discute des principes généraux de la réglementation de l'intermédiation financière et de la surveillance prudentielle et cherche à évaluer comment ces éléments peuvent s'appliquer aux institutions de micro-finance.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Rural Credit Markets and Institutional Reform in Developing Countries : Potential and Problems.** 312

Herath G.

Savings and Development

1994, 18 (2) : 169-192

*Mots-clés* : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; INTERMEDIATION FINANCIERE ; TAUX D'INTERET ; COUT ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; INSTITUTIONNALISATION

*Présentation* - Les arguments en faveur d'un taux d'intérêt subventionné ou totalement libéralisé peuvent souvent être attribués à une compréhension incorrecte du fonctionnement des marchés financiers ruraux. Ces marchés peuvent être caractérisés par les coûts de transaction, les coûts et l'asymétrie de l'information, le risque moral et la sélection adverse. Les marchés informels du crédit sont parvenus à surmonter ces contraintes et représentent des institutions utiles remplissant des fonctions économiques importantes. Ils ne peuvent être totalement remplacés par les marchés formels. L'article montre que la création de nouvelles institutions qui développent des liens entre le formel et l'informel peuvent améliorer les performances du crédit.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---



---

**Sustainability in Micro-credit - the Need to Eliminate Access Barriers.** 313

Rudkins T.

Small Enterprise Development

1994, 5 (1) : 30-34

*Mots-clés* : PERFORMANCE ; INSTITUTIONNALISATION ; ACCES AU CREDIT ; GARANTIE ; RISQUE ; FEMME ; FORMATION

*Présentation* - Le ciblage du crédit sur des groupes spécifiques et la mise en oeuvre de formations, le recours à des garants sont souvent considérés comme des éléments essentiels de programmes de crédit ciblant les pauvres afin de protéger le capital engagé. Cet article développe l'idée que la restriction du crédit à des groupes spécifiques empêche les institutions de réduire les risques en diversifiant leur portefeuille. Par ailleurs, la formation préalable est considérée comme inutile par l'auteur qui considère que les emprunteurs connaissent déjà les difficultés de l'économie dans les PVD.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**The Role of the State in Financial Markets.** 314

Stiglitz J.E.

Washington, D.C. (USA) : Institute for policy reform, 1992. - 98 p.

*Mots-clés* : ECONOMIE PUBLIQUE ; THEORIE FINANCIERE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; ROLE DE L'ETAT ; INSTITUTIONNALISATION ; REGLE PRUDENTIELLE

*Présentation* - L'auteur fait le point des rôles attendus des marchés financiers et des défaillances rencontrées à leur niveaux (problèmes d'information, de biens publics, externalités, marchés manquants ou incomplets...). Il définit alors le rôle de l'Etat sur les marchés financiers et les principes de régulation qui en découlent (incitations, contraintes, standards prudents...).

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Credit rationning in markets with imperfect information.** 315

Stiglitz J.E. ; Weiss A.

American Economic Review

1981, 71 (3) : 393-410

*Mots-clés* : THEORIE INSTITUTIONNELLE ; THEORIE FINANCIERE ; TAUX D'INTERET ; RATIONNEMENT DU CREDIT ; RISQUE ; SELECTION DES CLIENTS

*Consultation* : Doc DSFR

---

## L'institutionnalisation

---

### **Act of the Republic of Indonesia N° 7 of 1992 Concerning Banking with Regulations for Implementation.** 316

Bank Indonesia

Jakarta (IDN) : Bank Indonesia, 1993. - 231 p.

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; LOI BANCAIRE ; BANQUE RURALE ; BANQUE COMMERCIALE ; REGLEMENTATION ; REGLE PRUDENTIELLE ; CAMEL ; INDONESIE

*Présentation* - Ce document est une traduction en anglais de la loi bancaire de 1992 et des commentaires explicatifs des articles. Cette loi est la synthèse des décrets mis en place depuis le début de la libéralisation financière en Indonésie en 1983. Elle distingue en particulier le statut des banques commerciales et des banques "rurales", plus petites, limitées géographiquement, mais soumises à des contraintes prudentielles plus souples.

*Consultation* : Doc DSFR

---

### **L'ajustement structurel, et après ?.** 317

Castel O. (ed.)

Collection Economies en développement

Paris (FRA) : Maisonneuve et Larose, 1995. - 220 p.

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

---

### **Nigeria : Banks and Other Financial Institutions Decree ; Some Information on Commercial and Merchant Banks.** 318

Central Bank of Nigeria

Lagos (NGA) : Central bank of Nigeria, 1992. - 126 p.

*Mots-clés* : REGLEMENTATION ; MARCHE FINANCIER ; INSTITUTIONNALISATION ; NIGERIA

*Présentation* - Ce document comprend trois parties : le décret de la Banque centrale sur les banques et institutions financières nigérianes de juin 1991, une analyse de la situation du système bancaire nigérian et des études sur les secteurs agricoles et industriels (production, consommation, prix...).

---

### **Complémentarité et concurrence entre banque d'Etat et un projet de crédit décentralisé animé par une ONG dans une petite région du Viet-Nam.** 319

Colliot E.

Développement et Transition vers l'Economie de Marché ; Hanoi (VNM) ; 5-6 décembre 1996

Paris (FRA) : AUPELF-UREF, 1996. - 24 p.

*Mots-clés* : CREDIT SOLIDAIRE ; BANQUE PUBLIQUE ; INSTITUTIONNALISATION ; VIET NAM

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Les unions de crédit paysannes face au néo-libéralisme mexicain.**

320

Cruz H. ; Braojos G. ; Zuvire L.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 173-186

*Mots-clés* : MUTUALISME ; APPROPRIATION ; LIBERALISATION ; HISTOIRE ; UNION DE CREDIT ; RESTRUCTURATION ; INSTITUTIONNALISATION ; RISQUE ; MEXIQUE

*Présentation* - Dans le cadre de la transition d'une économie fortement étatisée vers une économie de marché et au moment de changements sociaux, économiques et politiques parmi les plus radicaux que le Mexique ait connu dans son histoire moderne, se déroule une expérience d'autogestion paysanne : la construction d'un réseau national d'unions de crédit paysannes. Le processus d'appropriation et de contrôle de ces structures extérieures à la logique d'organisation et à la culture paysanne mexicaines, les erreurs d'apprentissage et leurs coûts, l'absence de politiques et de législation spécifiques et l'incertitude planant sur le secteur agricole depuis la dévaluation de 1994 sont les thèmes traités dans cet article.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Regulated Deregulation of the Financial System in Korea.**

321

Dalla I. ; Khatkhate D.

World Bank Discussion Papers

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1995. - n° 292. - 32 p.

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; ETAPE DE LA LIBERALISATION ; ROLE DE L'ETAT ; COREE

*Présentation* - Le document examine les caractéristiques de la politique de réforme financière en Corée depuis 1974 afin de replacer le plan de réforme de 1993 dans la bonne perspective. L'auteur présente la politique et le système financiers coréens, la politique et le niveau des taux d'intérêt, la politique d'allocation des prêts et les crédits dirigés, la réforme financière engagée en 1993 et ses différentes étapes. Comme Lee ("The government, financial system, and large private enterprises in the economic development of south Korea", World Development, feb.1992), l'auteur montre qu'un pays en développement peut adopter un système d'économie de marché mais peut accélérer le rythme de son développement économique en établissant des institutions hors marché si elles sont complémentaires au système de marché et adaptées à la culture et à l'histoire du pays.

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Techniques agricoles et développement au Cambodge.  
Premier bilan de l'expérimentation Crédit Rural.**

322

Daubert P.

Paris (FRA) : GRET, 1993. - 72 p.

*Mots-clés* : EMT ; EVALUATION ; CREDIT SOLIDAIRE ; TRANSITION ECONOMIQUE ; APPROPRIATION ; INSTITUTIONNALISATION ; CAMBODGE

*Présentation* - Ce rapport présente une synthèse, après deux années d'expérimentation (de 1991 à 1992) de la mise en place de caisses de crédit rural au Cambodge. Il resitue le projet dans le contexte politique et économique particulier de ce pays. Il présente dans sa première partie une analyse des conditions de démarrage et de développement du projet, ainsi que le principe de fonctionnement des caisses (crédit solidaire), l'évolution du volume d'activité, les différentes phases de création de la caisse, le degré d'appropriation, les résultats économiques... D'autres domaines de collaboration sont maintenant envisagés : aide technique, création de coopératives d'approvisionnement t... A la fin du document sont présentées les perspectives en matière institutionnelle. Deux stratégies différentes sont proposées : continuation dans la voie de la fédération de caisses autonomes, propriétaires de leur capital et financement des caisses par une structure de crédit centralisée. (De 1991 à 1996, une série de rapport de missions sur ce projet du Cambodge a été rédigée, essentiellement par P.Daubert, D.Gentil (IRAM) ainsi que des rapports d'activité ; disponibles au GRET).

*Consultation* : GRET

---

**Institutionnalisation des réseaux d'épargne-crédit : une  
construction sociale à concerter. Etudes de cas en Guinée  
et au Bénin.**

323

Doligez F.

Colloque International de l'APAD. Le Développement Négocié : Courtiers, Savoirs, Technologies ; Stuttgart (DEU) ; 5-8 juin 1996

Stuttgart (DEU) : APAD, 1996. - 15 p.

*Mots-clés* : FECECAM ; CRG ; INSTITUTIONNALISATION ; PROXIMITE ; REGLEMENTATION ; ROLE DE L'ETAT ; BENIN ; GUINEE

*Présentation* - Cette communication montre comment ont émergé, suite à l'échec des banques de développement, de nouvelles approches basées sur l'organisation de SFD. A la base, ces systèmes se fondent sur des relations de proximité et de confiance, lesquelles s'imbriquent dans des réseaux complexes au niveau des dynamiques sociales locales. Pour perdurer au delà d'une phase de projet, ces approches doivent aboutir à une construction institutionnelle qui pérennise les fonctions techniques mises en place. Cette construction doit non seulement s'équilibrer financièrement mais, surtout, être viable socialement, alors qu'interagissent différentes stratégies au niveau du système (sociétaires, élus, salariés, agents extérieurs...). De plus, cette institution doit également s'inscrire dans un cadre juridique et réglementaire adapté, ce qui pose le problème du rôle de l'Etat dans l'appui à l'émergence de tels dispositifs. L'auteur soulève les questions issues de l'observation de la structuration et de l'analyse institutionnelle du réseau mutualiste de la FECECAM au Bénin, et de l'organisation du Crédit Rural de Guinée.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Financial Sector Reforms in Asian and Latin American Countries. Lessons of Comparative Experience.**

324

Faruqi S. (ed.)

EDI Seminar Series

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1993. - 268 p.

*Mots-clés* : LIBERALISATION ; INSTITUTIONNALISATION ; COMPARAISON ; ROLE DE L'ETAT ; AMERIQUE LATINE ; ASIE ; BRESIL ; CHILI ; COLOMBIE ; COREE ; INDONESIE ; JAPON ; MALAISIE ; MEXIQUE ; PHILIPPINES ; THAILANDE

*Présentation* - Ce rapport résume les contributions et discussions d'un séminaire tenu à Santiago du Chili en mai 1992. L'objectif était d'évaluer comparativement une large gamme de réformes financières dans des pays d'Asie et d'Amérique latine. Les articles présentent diverses expériences de formulation et de mise en oeuvre de politiques financières dans les années 80 et au début des années 90. Les sous-thèmes concernent la gestion des crises financières, les interactions de la libéralisation financière avec les réformes économiques plus générales, les aspects de politiques industrielles, le rôle des gouvernements pour stimuler le développement d'institutions et de marchés financiers spécifiques...

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Libéralisation des mouvements de capitaux dans les pays en développement : pièges, exigences et perspectives.**

325

Fischer B. ; Reisen H.

Etudes du centre de développement

Paris (FRA) : OCDE, 1993. - 165 p.

*Mots-clés* : PAYS EN DEVELOPPEMENT ; PERFORMANCE ; ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ; ETAPE DE LA LIBERALISATION ; MARCHE DES CAPITAUX ; INSTITUTIONNALISATION ; REGLEMENTATION

*Présentation* - La libéralisation du secteur financier est aujourd'hui au coeur des préoccupations des pouvoirs publics. L'objectif ultime d'une telle ouverture est d'améliorer l'efficacité et la croissance mais pour ce faire, le processus de réforme doit être bien conçu. Cette étude vise à aider les gouvernements et leurs conseillers dans leur choix d'un cadre réglementaire pour la libéralisation des mouvements de capitaux. Elle souligne les aspects positifs de la libéralisation, donne des indications sur le meilleur moment pour démanteler les différents contrôles sur les mouvements de capitaux, et décrit les procédures à suivre pour l'ouverture financière, en présentant un très vaste éventail d'expériences en matière de réforme.

*Consultation* : Ministère de la Coopération ; Doc CIRAD



---

**Financial Deregulation in an Open Developing Economy : 326**  
**Lessons from the Indonesian Experience.**

Fischer B.

Savings and Development

1994, 18 (3) : 257-280

*Mots-clés* : MARCHÉ DES CAPITAUX ; ÉTAPE DE LA LIBÉRALISATION ; INSTITUTIONNALISATION ; INDONÉSIE

*Présentation* - L'article analyse la déréglementation financière en Indonésie dans un contexte de liberté des mouvements de capitaux. Il montre en particulier que, contrairement aux étapes proposées dans la littérature, l'ouverture financière peut précéder la déréglementation financière nationale, sans forcément conduire à des échecs majeurs. L'Indonésie a non seulement évité de larges crises financières mais a réussi également à maintenir une croissance économique forte, à diversifier ses exportation et maintenir un faible taux d'inflation et un taux de change compétitif. Ces éléments sont essentiellement le résultat des facteurs suivants : - les mouvements libres de capitaux ont imposé une politique fiscale et monétaire stricte afin de maintenir un certain degré de stabilité économique ; - grâce aux exportations de pétrole et de gaz, le gouvernement indonésien contrôlait une part élevée des revenus en devises permettant de compenser les mouvements des capitaux privés. L'expérience indonésienne met aussi en évidence l'importance de développer le marché monétaire, de renforcer les règles prudentielles et d'améliorer la surveillance bancaire, avant que ne soit engagée la libéralisation financière nationale.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**The Creation of Bancosol in Bolivia. 327**

Glosser A.J.

In : Otero M., Rhyne E. - The New World of Microenterprise Finance

London (GBR) : IT Publications, 1994. - p. 229-250

*Mots-clés* : BANQUE COMMERCIALE ; ONG ; BANCOSOL ; ACCION ; INSTITUTIONNALISATION ; RESTRUCTURATION ; BOLIVIE

*Présentation* - Banco Solidario, S.A ou Bancosol a débuté ses opérations en Bolivie en février 1992 comme la première banque commerciale privée dans le monde destinée spécifiquement aux micro-entrepreneurs. Elle est issue directement de PRODEM (Fundacion para la Promocion y Desarrollo de la Microempresa), un programme de petit crédit sans but lucratif. L'auteur décrit le processus qui a permis la création de cette banque en rapportant les réflexions et décisions du groupe des promoteurs Cobanco (Comite Promotor del Banco para la Microenpresa) sur les thèmes de l'adaptation à la demande, de la mobilisation de l'épargne, des capitaux propres, du cadre légal, de la transition opérationnelle et "psychologique", de la structure financière...

*Consultation* : Doc DSFR

---



---

**Les systèmes d'épargne et de crédit décentralisés.** 328

Humbert L. (ed.) ; Nallatamby P. (ed.) ; Rodondi J. (ed.) ; Yard Y. (ed.)

Rapport d'étude

Paris (FRA) : Ministère de la coopération, 1994. - 182 p.

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; REGLEMENTATION ; REGLE PRUDENTIELLE ; MUTUALISME ; CVECA ; PPPCR ; FECECAM ; BENIN ; BURKINA FASO ; CONGO ; GUINEE ; MALI ; RWANDA

*Présentation* - Ce document fait la synthèse d'un séminaire du PRAOC des 8 et 9 mars 1993 à Paris sur les systèmes d'épargne et de crédit décentralisés centré sur les aspects institutionnels et la question des cadres juridiques. Il présente un ensemble d'études préparatoires au séminaire traitant des législations bancaires, des règles prudentielles et autres règles appliquées en Guinée, Bénin, Burkina-Faso et Rwanda. La deuxième partie concerne les actes du Colloque retraçant les thèmes développés en ateliers (acteurs et bénéficiaires, produits et services, relations entre partenaires, modalités des règles prudentielles et de contrôle). La troisième partie présente des études de cas par pays (CVECA, Mali ; MUCODEC, Congo ; CRCAM, Bénin ; Banques populaires, Rwanda ; PPPCR, Burkina-Faso ; Crédit mutuel et Crédit rural, Guinée).

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**La réglementation des coopératives et mutuelles d'épargne-crédit dans l'UEMOA.** 329

L'Hériveau M.F.

Techniques Financières et Développement

1994, (34) : 32-34

*Mots-clés* : MUTUALISME ; LOI BANCAIRE ; INSTITUTIONNALISATION ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Consultation* : Doc CIRAD

---

**Perspectives d'autonomie et de pérennisation des systèmes financiers décentralisés.** 330

Labie M.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 85-96

*Mots-clés* : PERFORMANCE ; MARCHE FINANCIER ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; SELECTION DES CLIENTS ; ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ; INSTITUTIONNALISATION

*Présentation* - L'objectif de cet article est de s'interroger sur la nature des nouveaux intermédiaires financiers, situés entre les secteurs formels et informels, et d'analyser leurs capacités d'autonomie et de pérennisation. Deux questions, au moins, méritent d'être étudiées : y a-t-il dans la littérature des éléments permettant d'envisager l'élaboration d'un cadre théorique approprié pour ces intervenants financiers particuliers ? Quels sont les facteurs susceptibles de déterminer leurs possibilités d'autonomie et de pérennisation ? L'auteur tente d'en éclairer quelques aspects.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Vers un nouveau rôle pour l'Etat et les institutions privées dans le développement du système financier rural indonésien.** 331

Lapenu C.

Thèse de doctorat. Economie rurale

Montpellier (FRA) : ENSA, 1996. - 350 p.

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; MARCHE FINANCIER RURAL ; BANQUE RURALE ; BANQUE PUBLIQUE ; BANQUE REGIONALE ; SECTEUR PRIVE ; BRI ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; LIBERALISATION ; ROLE DE L'ETAT ; PERFORMANCE ; THEORIE INSTITUTIONNELLE ; MARCHE CONTESTABLE ; ENQUETE INSTITUTION ; INDONESIE

*Présentation* - L'étude sur le système financier rural de Java Ouest révèle un développement avancé, avec une large gamme d'institutions qui fonctionnent souvent avec succès, dans un cadre de libéralisation financière progressive. La thèse cherche à comprendre quelles sont les institutions qui prennent en charge l'offre de services financiers ruraux à partir des années 80 et avec quelle efficacité elles assurent cette offre. La grille d'analyse s'appuie sur les apports des théories néo-institutionnelles. Schématiquement, on peut distinguer à l'heure actuelle quatre types d'institutions qui sont décrites en fonction de leur ancienneté, de leur mode de fonctionnement et de leur efficacité. L'ensemble de ces institutions donne une vision plus large que les exemples les plus connus, fréquemment analysés (BRI, BKK...). Le système financier rural indonésien semble alors tendre vers une structure de marché contestable (totale liberté d'entrée et de sortie qui oblige les institutions en place à fonctionner efficacement) où la place de l'Etat reste prépondérante mais soumise à la concurrence du secteur privé.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**La nouvelle loi sur les mutuelles d'épargne et de crédit dans les pays de l'UEMOA (loi Parmec).** 332

Lelart M.

Document de recherche

Orléans (FRA) : Institut Orléanais de Finance, 1996. - n° 17-96/10EI. - 22 p.

*Mots-clés* : LOI BANCAIRE ; MUTUALISME ; PROTECTION DE L'EPARGNE ; INSTITUTIONNALISATION ; AFRIQUE DE L'OUEST

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Propositions d'évolution des actions de crédit et perspectives institutionnelles. Projet pilote de Réhabilitation de l'Agriculture, Province de Huambo, Angola.** 333

Marzin J.

Montpellier (FRA) : CIRAD, Republica de Angola, FAO, MINADER, 1996. - n° 137/96. - 36 p.

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ; DEMANDE ; OFFRE ; RISQUE ; ANGOLA

*Présentation* - Etant donné la situation de l'Angola, l'évolution institutionnelle des aspects de financement doit être complètement intégrée à une analyse des contraintes économiques, socio-politiques, institutionnelles et juridiques dans la Province, et le pays. Le rapport fait ressortir les principales contraintes touchant directement le système financier rural ainsi que les forces sur lesquelles il pourra s'appuyer pour se développer. Une analyse de l'offre et de la demande au niveau provincial est présentée. Les évolutions et les relations possibles avec les partenaires, les risques et leurs prises en charge sont ensuite analysées. Le rapport aboutit à un schéma synthétique du système financier rural tel que l'ensemble des discussions et des analyses permettent aujourd'hui de l'envisager.

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

### **Indonesia's New Banking Law.**

334

McLeod R.H.

Bulletin of Indonesian Economic Studies

1992, 28 (3) : 107-129

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; LOI BANCAIRE ; BANQUE RURALE ; BANQUE COMMERCIALE ; INDONESIE

*Présentation* - Cet article commente la nouvelle loi bancaire de 1992, les évolutions qu'elle permet par rapport à la loi de 1967 et les conséquences qu'elle peut avoir sur la configuration du système financier, avec notamment l'ouverture au secteur privé et la définition d'un statut pour les banques rurales.

*Consultation* : Doc DSFR

---

### **Micro-entreprises et cadre institutionnel dans les pays en développement.**

335

Morrisson C. ; Solignac Lecomte H.B. ; Oudin X.

Paris (FRA) : OCDE, 1994. - 257 p.

*Mots-clés* : PME ; INSTITUTIONNALISATION ; REGLEMENTATION

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

### **Tinjauan Ekonomi Atas Dampak Paket Deregulasi Tahun 1988 pada Sistem Keuangan Indonesia.**

336

Nasution A.

Jakarta (IDN) : PT Gramedia Pustaka Utama, 1991. - 232 p.

*Mots-clés* : LIBERALISATION ; REGLEMENTATION ; INSTITUTIONNALISATION ; INDONESIE

*Présentation* - Cet ouvrage cherche à mesurer l'impact sur le système financier des réglementations mises en place en 1988 dans le cadre de la libéralisation financière. Ce décret de 1988 (Pakto 1988) est la première ouverture du secteur financier aux institutions privées et il définit la distinction entre banques commerciales et banques rurales.

*Consultation* : Doc DSFR



---

**Changes in Rural and Agricultural Credit Policies under Structural Adjustment in Nigeria.** 337

Olomola A.S.

Quarterly Journal of International Agriculture

1994, 33 (1) : 23-34

*Mots-clés* : PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ; FINANCIAL DEEPENING ; LIBERALISATION ; MARCHE FINANCIER RURAL ; INSTITUTIONNALISATION ; INNOVATION ; CREDIT AGRICOLE ; NIGERIA

---

**Introduction to Banking Regulation, Supervision and Bank Analysis.** 338

Porter R.S. ; Ward M.E.

EDI Working Papers

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1993. - 104 p.

*Mots-clés* : GESTION ; BANQUE ; CAMEL ; REGLEMENTATION ; REGLE PRUDENTIELLE ; INSTITUTIONNALISATION

*Présentation* - Ce manuel fournit une introduction à la régulation bancaire en discutant les objectifs de la surveillance bancaire, les conditions de l'organisation d'une surveillance efficace, le cadre légal et les règles prudentielles. Il discute aussi l'analyse bancaire basée sur le système de ratio "CAMEL" (Capital, Asset quality, Management, Earning, Liquidity) comme un modèle utile pour la gestion bancaire.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Projet épargne-crédit et diversification Mali, Pays Dogon.** 339

SYDEC

Marseille (FRA) : CFD/CEFEB, 1994. - 52 p.

*Mots-clés* : MUTUALISME ; CVECA ; PERFORMANCE ; FORMATION ; RETRAIT DU PROJET ; MALI

*Présentation* - A la mi 1993, le projet des Caisses villageoises d'épargne-crédit autogérées est entré dans sa troisième phase, phase de consolidation des différents acteurs du réseau en vue d'assurer le retrait du projet. Ce document présente l'évolution générale du réseau des CVECA du pays Dogon (clients, volume d'activité, structure financière des caisses) ; il analyse la structuration du réseau (caisses et associations) et les activités du projet (appui aux promoteurs villageois, activités de formation, sensibilisation, recherche...).

*Consultation* : Doc DSFR

---

---

**Finance formelle et informelle : stratégies de développement des systèmes locaux de financement.**

340

Seibel H.D.

Revue Tiers Monde

1996, 37 (145) : 97-114

*Mots-clés* : INFORMEL ; LIENS FORMEL/INFORMEL ; RESTRUCTURATION ; INNOVATION ; INSTITUTIONNALISATION

*Présentation* - L'auteur développe les différentes stratégies permettant d'adapter les structures de financement local en fonction de la situation de chaque pays concerné : réponse des banques aux conditions locales (adaptation) ; amélioration des performances des établissements financiers non formels, informels ou semi-formels (modernisation) ; liaison entre les établissements financiers formels et non formels (intermédiation) ; création de nouveaux organismes locaux (innovation).

*Consultation* : Doc DSFR ; Doc CIRAD

---

**Bank Supervision : Principles and Practice.**

341

Sheng A.

EDI Working Papers

Washington, D.C. (USA) : World Bank, 1990. - 27 p.

*Mots-clés* : GESTION ; BANQUE ; CAMEL ; EVALUATION ; REGLEMENTATION ; REGLE PRUDENTIELLE ; INSTITUTIONNALISATION

*Présentation* - Ce papier présente les théories de l'intermédiation financière, les principes et la pratique de la supervision bancaire.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**Financial Regulation : Changing the Rules of the Game.**

342

Vittas D. (ed.)

EDI Development Studies

Washington, D.C. (USA) : World Bank. Economic Development Institute, 1992. - 449 p.

*Mots-clés* : ETAPE DE LA LIBERALISATION ; INSTITUTIONNALISATION ; REGLEMENTATION ; ROLE DE L'ETAT ; PAYS DEVELOPPES ; CHILI ; INDONESIE ; MALAISIE

*Présentation* - Durant les années 80, des changements importants ont été mis en oeuvre dans le domaine de la libéralisation financière. Les gouvernements, à la fois dans les pays développés et les PVD ont défini de larges réformes réglementaires assouplissant ou annulant des règles économiques ou structurelles qui freinaient l'innovation ou limitaient la concurrence. A leur place, ils ont introduit ou renforcé des contrôles prudentiels destinés à promouvoir l'efficacité tout en maintenant la stabilité et la concurrence loyale dans le système financier. Les différentes contributions analysent les arguments théoriques et pratiques en faveur ou contre différents types de réglementations. Des études de cas sont développées sur le Japon, l'Indonésie, le Chili, la Malaisie, la Norvège, les USA, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada et l'Italie.

*Consultation* : Doc DSFR

---

**L'argent des autres : Faut-il réglementer les programmes de financement des microentreprises ?.** 343

Vogel C.

Arlington, Virginia (USA) : IMCC, 1994. - 18 p.

*Mots-clés* : INSTITUTIONNALISATION ; PME ; REGLE PRUDENTIELLE ; ACCION

*Consultation* : Doc DSFR

---



## Annexes

## **Annexes**

### **Explication de quelques mots-clés thématiques spécifiques au financement <sup>1</sup>**

ANALYSE DE SYSTEME	Méthode d'analyse consistant à considérer le phénomène étudié comme un ensemble d'éléments en interdépendance
APPROPRIATION SOCIALE	Processus d'appropriation locale du système par ses clients, ses salariés...
ARBRE	Forme de garantie
BANQUE DE CEREALES	Banque fonctionnant avec des stocks de céréales ; greniers villageois
BANQUE ISLAMIQUE	Banque fonctionnant en suivant les principes des lois islamiques
BANQUIER AMBULANT	Acteur du secteur informel se déplaçant auprès de ses clients
BENEFICIAIRE	Profil des bénéficiaires
CAMEL	Ensemble de ratios permettant d'évaluer l'efficacité financière d'un système
COMPARAISON	Analyse basée sur la comparaison de différentes expériences, pays...
COÛT	Analyse qui peut porter sur les coûts de fonctionnement, coûts de la ressource, coûts d'opportunité de l'argent...
CREDIT CIBLE	Prêt ciblé sur un type de bénéficiaire
CREDIT SOLIDAIRE	Type de système de microfinancement dont le principe de garantie repose sur la solidarité entre les membres d'un groupe

---

1. Liste établie avec les conseils de P. Le Roy et les documentalistes du Gret. Elle sera complétée lors de la réactualisation de la base.

DEVIATION	Comportement de détournement des règles d'un système
DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS	Diversification des activités économiques des clients
DUALISME FINANCIER	Segmentation entre les secteurs formel et informel
ECHEC	Analyse de systèmes enregistrant de mauvais résultats
ENQUÊTE INSTITUTION	Enquêtes menées auprès des institutions financières
ENQUÊTE MENAGE	Enquêtes menées auprès des clients ou non clients des institutions
ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL	Contexte institutionnel, économique, social dans lequel se situe le système
EPARGNE	Nature et différentes formes de l'épargne des clients et non clients
EPARGNE EN NATURE	Epargne au sein des ménages conservée sous forme de biens
EQUILIBRE FINANCIER	Débats et moyens pour atteindre l'équilibre financier
<i>FINANCIAL DEEPENING</i>	Renforcement d'un système financier peu développé et éclaté. E. Assidon
FONDS D'INVESTISSEMENT	Système financier basé sur l'octroi de subventions en cofinancement de l'effort propre des populations locales
FONDS DE GARANTIE	Fonds constitué pour offrir une garantie financière en cas de défaillance
FONGIBILITE	Dilution de l'usage du crédit dans divers postes de dépenses qui rend difficile l'identification de la destination finale du crédit
GAGE	Garantie reposant sur la mise en gage d'un bien
GARDE MONNAIE	Acteur du secteur informel gardant l'épargne monétaire de ses clients parfois contre rémunération
GROUPE SOLIDAIRE	Mode de fonctionnement des groupes de caution solidaire



HISTOIRE	Approche historique des systèmes financiers
INCITATION	Mesures engageant les acteurs à agir dans un sens favorable au système financier (remboursement, participation à la gestion...)
INFORMEL	Secteur informel ou "autonome"
INNOVATION	Nouveau modèle , nouveau service...
INSTITUTIONNALISATION	Processus de formalisation juridique, autonomisation financière, autonomisation de la gestion ( <i>self management</i> )
LIBERALISATION	Libéralisation financière ou économique
LIENS FORMEL INFORMEL	Relation mises en place par certains types de systèmes entre le secteur informel et le secteur financier formel
MACROECONOMIE	Etude économique à l'échelle nationale ou internationale
MARCHE CONTESTABLE	Théorie considérant que l'entrée sur les marchés est totalement libre (Baumol)
MARCHE FINANCIER	Analyse du marché financier d'une zone ou d'un pays
MARCHE FINANCIER RURAL	Analyse de l'ensemble du marché financier rural d'une zone ou d'un pays
MARCHES LIES	Les transactions réalisées sur un marché dépendent des transactions menées sur un autre (crédit, travail...)
MESOECONOMIE	Etude économique à l'échelle locale
METHODOLOGIE	Présentation de méthodes de mise en oeuvre opérationnelle
MISE EN OEUVRE	Phase d'implantation d'un projet ou lancement d'un nouveau produit
MOBILISATION DE L'EPARGNE	Techniques adoptées par les institutions pour mobiliser l'épargne et résultats
OFFRE/DEMANDE	Analyse portant sur l'adéquation de l'offre et de la demande

PAYS EN DEVELOPPEMENT	Approche générale qui concerne les pays en développement
PERFORMANCE	Analyse des performances économiques et/ou financières des institutions
PROXIMITE	Notion de proximité géographique, sociale, culturelle... (Servet)
RECIPROCITE	Approche sociale analysant les mécanismes de solidarité (dons contre dons...)
REFINANCEMENT	Ligne de crédit accordée à un système financier
RESERVE NATURELLE	Problématique du financement liée à la protection d'une réserve naturelle
RETRAIT DU PROJET	Retrait de l'assistance technique expatriée
RISQUE	Risque économique et/ou financier
SAM	<i>Social accounting matrix</i> , matrice de comptabilité sociale
SDI	<i>Subsidy dependance index</i> (Index de dépendance aux subventions, Yaron)
SDR	<i>Subsidy dependance ratio</i> (ratio de dépendance aux subventions, Khander)
SERVICE SPECIFIQUE	Services financiers autres que l'épargne et le crédit
SERVICE LIE	Services non financiers (appui technique, formation, santé...)
SUCCES	Analyse de systèmes enregistrant de bons résultats
THEORIE	Approche théorique
TRANSITION ECONOMIQUE	Economie en transition : postcommuniste, post-guerre...
UTILISATION	Objets du crédit

## Les systèmes de microfinancement ou institutions spécifiques identifiés dans les mots-clés

ACCION INTERNATIONAL, USA ; organisation spécialisée dans le développement des microentreprises.

ACEP : Agence de crédit pour l'entreprise privée, Sénégal.

ANED : Association nationale oecuménique pour le développement, Bolivie ; ONG.

BANCOSOL : *Banco Solidario*, Bolivie ; banque.

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT

BEAC : Banque des Etats d'Afrique centrale.

BKK : *Badan Kredit Kecamatan*, Indonésie ; institution de crédit du sous-district, banque du gouvernement provincial.

BNDA : Banque nationale de développement agricole, Afrique de l'Ouest ; banque publique nationale.

BRAC : *Bangladesh Rural Advancement Committee*, Bangladesh.

BRI : *Bank Rakyat Indonesia*, Indonésie . Banque populaire de crédit, banque publique nationale.

CNCA : Caisse nationale de crédit agricole, Afrique de l'Ouest ; banque publique nationale

CORPOSOL, Colombie

CRG : Crédit rural de Guinée, Guinée Conakry ; crédit solidaire.

CVECA : Caisse villageoise d'épargne et de crédit autogérée, Mali, Burkina-Faso... ; autogestion.

EMT : *Ennatien Moulethan Tchonnebat*, "crédit rural local", Cambodge ; crédit solidaire.

FADES : *Fundacion para alternativas de desarrollo*, Fondation pour le développement alternatif, Bolivie ; crédit solidaire.

FECECAM : Fédération des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel, Bénin ; réseau mutualiste.

FMI : Fonds monétaire international ; organisme international.

FONGS : Fédération des Ong du Sénégal ; Sénégal.

GRAMEEN BANK, Bangladesh ; crédit solidaire.

IKHTIAR, Malaisie ; crédit solidaire

KAFO JIGINEW, Mali ; réseau mutualiste.



KREP : *Kenya Rural Enterprise Program*, Kenya ; organisation fournissant un appui technique et financier aux Ong locales.

KUM : *Karya Usaha Kecil*, "création d'une activité autonome", Indonésie ; crédit solidaire.

KURK : *Kredit Usaha Rakyat Kecil*, "crédit pour les activités des populations pauvres", Indonésie ; banque du gouvernement provincial.

P4K : *Pembinaan Peningkatan Pendapatan Petani-nelayan Kecil*, mot-à-mot, "permettre l'augmentation des revenus des petits agriculteurs et pêcheurs", Indonésie ; programme du ministère de l'agriculture.

PFR : Programme Fleuve Rouge, Vietnam ; crédit solidaire.

PHBK : *Projekt Hubungan Bank dengan Kelompok swadaya masyarakat*, Projet de liens des banques avec des groupes d'entraide, Indonésie ; programme de la Banque centrale.

PPPCR : Projet de promotion du petit crédit rural, Burkina-Faso ; crédit solidaire.

RD-12 : projet "*Rural development*", Bangladesh ; coopérative/crédit solidaire.

SIDI : Société d'investissement et de développement international, France.

UMOA : Union monétaire ouest-africaine, Afrique de l'Ouest.

UNION DE CREDIT ; mouvement mutualiste.

## **Codes des pays (ISO 3166 : 1988) utilisés dans la bibliographie**

Afrique du Sud	ZAF
Allemagne	DEU
Bangladesh	BDG
Belgique	BEL
Burkina Faso	BFA
Cameroun	CMR
Canada	CAN
Etats-Unis	USA
France	FRA
Indonésie	IDN
Italie	ITA
Japon	JPN
Madagascar	MDG
Mali	MLI
Mauritanie	MRT
Mexique	MEX
Nigeria	NGA
Pays-Bas	NLD
Royaume-Uni	GBR
Sénégal	SEN
Suisse	CHE
Thaïlande	THA
Vietnam	VNM
Zimbabwe	ZWE

## **L'accès aux documents**

### **Achat**

CIRAD, Centre d'information et de documentation  
Service Fourniture de documents,  
BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1, France  
Tél : 04 67 61 55 27, télécopie : 04 67 61 58 20  
Adresse Internet : <http://www@cirad.fr>

Librairie Lavoisier  
11, rue Lavoisier, 75384 Paris Cedex 08, France

British Library, Document Supply Centre  
Boston Spa, Wetherby, West Yorkshire LS23 7BQ, United Kingdom  
Tél : 44 19 37 54 60 60, télécopie : 44 19 37 54 63 33  
Adresse Internet: <http://portico.bl.uk/dsc/>

### **Edition et consultation des documents**

Assessing the Impact of Microenterprise Services (AIMS)  
DISC 1611 N. Kent St, Suite 200, Arlington VA 22209-2111, USA  
Tél : (703) 351 40 06, Télécopie : (703) 351 40 39  
Adresse Internet : [docorder@disc.mhs.compuserve.com](mailto:docorder@disc.mhs.compuserve.com)

AUPELF-UREF  
4 place de la Sorbonne, 75005 Paris, France  
Télécopie : 01 44 41 18 19

Banque mondiale  
World Bank Publications, 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris, France  
Tél : 01 40 69 30 00, Télécopie : 01 40 69 30 66

Centre Sahel de l'université de Laval  
Pavillon Jean-Charles Bonenfant, Université Laval  
Sainte-Foy Québec, G1K 7P4 Canada  
Tél : 418 656 54 48, télécopie : 418 656 74 61

Caisse française de développement  
35-37 rue Boissy d'Anglas, 75379 Paris Cedex 08, France  
Tél : 01 40 06 31 31, télécopie : 01 47 42 75 14

Consultative Group to Assist the Poorest (CGAP)  
CGAP secretariat, The World Bank, 1818 H street NW  
Washington, D.C. 20433, USA  
Tél : 1 202 473 95 94, télécopie : 1 202 522 37 44  
Adresse Internet : [cproject@worldbank.org](mailto:cproject@worldbank.org)



Centre international de développement et de recherche (CIDR)  
17, rue de l'Hermitage, BP1, 60350 Autrèches, France  
Tél : 03 44 42 71 40, Télécopie : 03 44 42 94 52

Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC)  
1101, Avenue Agropolis, BP 5098, 34033 Montpellier Cedex 1, France  
Tél : 04 67 61 70 00, télécopie : 04 67 41 02 32

CIRAD, Développement des systèmes financiers ruraux (DSFR)  
Parc scientifique 1, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1, France  
Tél : 04 67 61 55 55, télécopie : 04 67 61 57 51  
Adresse Internet : [wampfler@cirad.fr](mailto:wampfler@cirad.fr)

ENDA Tiers-Monde  
BP 3370, Dakar, Sénégal  
Tél : (221) 22 42 29, télécopie : (221) 22 26 95

Etablissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon  
(ENESAD)  
26, Bd Dr Petitjean, BP 1607, 21036 Dijon Cedex, France  
Tél : 03 80 77 25 25, télécopie : 03 80 77 25 00

Epargne sans frontière (ESF)/Programme régional d'appui aux opérations  
d'épargne et de crédit (PRAOC)  
32, rue Le Pelletier, 75009, Paris, France  
Tél : 01 48 00 96 82, télécopie : 01 48 00 96 59

Finances pour le développement économique et social (FIDES)  
Agropolis international, 951 avenue Agropolis, 34000 Montpellier, France  
Tél : 04 67 04 75 66; télécopie : 04 67 04 75 99

Fondation pour le progrès de l'homme (FPH)  
38, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, France  
Tél : 01 43 57 44 22

Growth and Equity through Microenterprise Investments and Institutions  
(GEMINI)  
7250 Woodmont Avenue, Suite 200, Bethesda  
Maryland 20814, USA  
(ou Pact Publications)

Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)  
211-213, rue La Fayette, 75010 Paris  
Tél : 01 40 05 61 61, télécopie : 01 40 05 61 10/11  
Adresse Internet : [gret@globenet.org](mailto:gret@globenet.org)

ICEA Entreprises / HORUS banque et finance  
6, rue de Châteaudun, 75009 Paris, France  
Tél : 01 48 74 45 04, télécopie : 01 48 74 45 24

IMCC

Washington operations, 2101 Wilson Boulevard, Suite 900, Arlington  
Virginia 22201, USA

Institut national de la recherche agronomique - Economie et sociologie rurale  
(INRA-ESR)

2 place Viala, 34060 Montpellier Cedex 1, France

Tél : 04 99 61 25 51

Institut orléanais de finance

Faculté de droit, d'économie et de gestion, rue de Blois, BP 6739

45067 Orléans Cedex 2, France

Tél : 02 38 41 70 37, télécopie : 02 38 41 73 80

Interdiziplinare Projekt Consult (IPC)

Am Eisemen Schlag 31

D-60431, Frankfurt am Main

Institut de recherche et d'application des méthodes de développement  
(IRAM)

49, rue de la glacière, 75013 Paris, France

Tél : 01 44 08 67 67, télécopie : 01 43 31 66 31

Adresse Internet : [iram@globenet.org](mailto:iram@globenet.org)

Innovations et réseaux pour le développement (IRED)

IRED Publications, Case postale 116, 1211 Genève 20, Suisse

Johns Hopkins University Press

2715 North Charles Street, Baltimore

Maryland 21218-4319, USA

Ministère de la coopération (sur rendez-vous)

Centre d'information et de documentation

57, Bd des Invalides, 75007 Paris, France

Tél : 01 47 83 18 44/68

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Bibliothèque, 94 rue Chardon-Lagache, 75016 Paris, France

Tel 01 45 24 95 86

Ohio State University

Agricultural Economics Department, The OSU, Room 249

Agricultural Administration Bldg, 2120 Fyffe Road, Columbus

Ohio 43210, USA (Publications)

Pact Publications

777 United Nations Plaza, New York

NY 10017, USA

RITIMO

21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France

Tél : 01 44 64 74 14

Université Hohenheim

Département d'économie agricole et des sciences sociales

des pays tropicaux (490)

70593 Stuttgart, Allemagne

Université Lumière-Lyon 2

Unité de recherche associée au CNRS D1260,

14 Av Berthelot, 69363 Lyon Cedex 07, France

Tél : 04 72 72 64 07, Télécopie : 04 72 72 65 55



## **Les réseaux d'information et de suivi bibliographique**

### **Ohio State University**

Publications List, Agricultural Finance Program  
Department of agricultural economics and rural sociology  
Ohio State University  
2120 Fyffe road, Columbus  
OH43210, USA

*Development Finance Network* (DFN) : réseau sur le courrier électronique, issu de *Ohio State University*, regroupant un grand nombre de chercheurs et d'opérateurs, essentiellement anglophones. Echanges d'idées, de commentaires, de témoignages, de références bibliographiques...

Pour s'inscrire, envoyer le message : SUB DEVFINANCE <votre nom> à : listproc@lists.acs.ohio-state.edu

Pour sortir, envoyer le message : SIGNOFF DEVFINANCE

Interruption momentanée : SET DEVFINANCE NOMAIL

Pour reprendre : SET DEVFINANCE MAIL

### **Cgap (Consultative Group to Assist the Poorest; micro finance program)**

Liste de publications à l'adresse suivante :

<http://www.worldbank.org/html/cgap/readings.htm>

### **Fao/Research in Progress on Rural Financial Markets**

Ce document concerne des travaux récemment finalisés ou en cours de réalisation sur les marchés financiers ruraux dans le monde. Les lecteurs ciblés sont les chercheurs ou institutions de recherche, les universités, les bailleurs ainsi que les représentants de la Fao, les experts de terrain...

Ms. M. Teresa Danieli

The rural finance group, Marketing and rural finance service

Agricultural services division

FAO, Via delle Terme di Caracalla

00153 Rome, Italy

Tél (396) 5225.3025, télécopie (396) 5225.6850

Adresse Internet : [Teresa.Danieli@fao.org](mailto:Teresa.Danieli@fao.org)

## **Fiche de saisie pour les références bibliographiques**

Si vous souhaitez nous communiquer des références bibliographiques, veuillez compléter la fiche suivante :

Date :

Votre nom :

Votre organisme<sup>1</sup> :

Votre fonction :

Votre adresse :

Rue :

Code postal :

Ville :

Tél. :

Télécopie :

Adresse Internet :

### **Présentation de la référence à adapter en fonction du type de document :**

Auteur (nom, prénom/organisme) :

Année de publication :

Titre :

Nom du journal (pour les articles) :

Titre du livre/Editeur (pour une section d'un ouvrage collectif) :

Université/Département/Type de diplôme (pour les documents universitaires) :

---

1. Veuillez indiquer le développé du sigle.

Lieu/Intitulé et dates de la conférence (pour les communications) :

Numéro :

Editeur :

Ville :

Nombre de pages :

Lieu de consultation possible :

Zone géographique :

Mots-clés (voir liste établie) :

Résumé (contenu de l'ouvrage)

Commentaires



## Index des auteurs

- |                              |                                |                              |
|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Adams D.W.<br>032, 061, 093. | Belkin G.<br>159.              | Bouso P.<br>273.             |
| Adams D.W. (ed.)<br>025.     | Benarrosh R.<br>185.           | Brajha M.<br>304.            |
| Adéchoubou M.<br>094, 154.   | Benoit-Cattin M. (ed.)<br>038. | Branman F.<br>149.           |
| Afcha G.<br>252.             | Berenbach S.<br>160.           | Braojos G.<br>320.           |
| Aguilera N.<br>062.          | Berger M.<br>272.              | Braverman A.<br>017, 310.    |
| Akpaca M.<br>063, 064, 095.  | Bergeret P.<br>186.            | Buechler S.<br>225.          |
| Ali A.<br>118.               | Berthélemy J.C.<br>036.        | Caceres L.R.<br>190.         |
| Alibert J.<br>026.           | Besley T.<br>187, 308.         | Calkins P.<br>226, 274.      |
| Alvarado J.<br>184.          | Bester H.<br>309.              | Callier P.<br>068.           |
| Andraimbahoaka D.<br>033.    | Beuret J.E.<br>121.            | Carter M.R.<br>270.          |
| Anyanwu J.C.<br>222.         | Beuret S.<br>121.              | Castel O. (ed.)<br>317.      |
| Arnould D. (ed.)<br>034.     | Bhatt V.V.<br>066.             | Caugant G.<br>063, 064, 069. |
| Aryeetey E.<br>096.          | Bhattacharya S.<br>008.        | Chamoux M. (ed.)<br>071.     |
| Assidon E.<br>307.           | Bhattacharyay B.N.<br>224.     | Chao-Beroff R.<br>151, 191.  |
| Axelrod R.<br>005.           | Biggs T.<br>078.               | Chaves R.A.<br>227, 311.     |
| Bakyono X.<br>067.           | Birbuet G.<br>188.             | Chaze C.<br>126.             |
| Balenghien A.<br>119.        | Bissakonou J.<br>122, 123.     | Chen G.<br>300.              |
| Bardhan P.<br>006.           | Bloy E.<br>097.                | Christen R.P.<br>228.        |
| Barham B.L.<br>270.          | Bosh E.<br>067.                | Chung B.R.<br>255.           |
| Barrier C.<br>158.           | Botzung M.<br>080, 189.        | Cissokho M.<br>229.          |
| Basserie V.<br>271.          | Boucher S.<br>270.             | Cissé M.<br>127.             |
| Basu K.<br>223.              | Bouhours P.<br>009.            | Cole D.C.<br>072.            |
| Baumol W.J.<br>007.          | Bouman F.J.A.<br>098.          |                              |
| Baydas M.<br>120.            | Bouman F.J.A. (ed.)<br>037.    |                              |

- Colliot E.  
132, 192, 275, 276, 293,  
319.
- Colter Y.M.  
174.
- Conning J.  
078.
- Copestake J.G.  
277.
- Cornachia S.  
188.
- Creusot A.C.  
193.
- Cruz H.  
320.
- Cuevas C. (ed.)  
038.
- Dalla I.  
321.
- Damais G.  
073.
- Daubert P.  
128, 194, 195, 278, 322.
- De Boissieu C.  
074.
- De Coussergues S.  
010.
- De Janvry A.  
011.
- De Mourgues M.  
012.
- Dehouve D. (ed.)  
071.
- Desai B.M.  
039.
- Diop M.  
196.
- Dirat J.R.  
099.
- Djanan D.  
231.
- Doligez F.  
003, 075, 129, 153, 161,  
197, 232, 237, 279, 280,  
281, 282, 323.
- Donnet C.  
033.
- Duarte de Carvalho R.  
130.
- Dury S.  
076, 100, 131.
- Ellsasser K.  
132, 162, 233, 234.
- Fafchamps M.  
078.
- Faruqi S. (ed.)  
324.
- Federici A.L.  
171.
- Fernandez J.C.  
177.
- Fidler P. (ed.)  
091.
- Fischer B.  
325, 326.
- Fitchett D.A.  
093.
- Foko E.  
133.
- Foster J.  
283.
- Fournier Y.  
043, 045, 135, 152, 161,  
197, 199, 236.
- Fry M.J.  
013.
- Fukui S.  
101.
- Gaile G.L.  
283.
- Gauthier N.  
284.
- Gentil D.  
028, 043, 045, 135, 153,  
161, 164, 197, 199, 237.
- Gentil D. (ed.)  
046.
- Gerbouin P.  
200.
- Germidis D.  
102.
- Getubig I.P. (ed.)  
165.
- Gibbons D.S. (ed.)  
166.
- Gillis M.  
014.
- Glosser A.J.  
327.
- Goetz A.M.  
285.
- Goldstein G.  
201.
- Gollier C.  
202.
- Gonzalez-Vega C.  
047, 227, 311.
- Gordon D.  
061.
- Gouy-Gilbert C. (ed.)  
071.
- Graham D.H.  
048, 120, 256, 295.
- Graham D.H. (ed.)  
025.
- Griffith J.S.  
049.
- Guasch J.L.  
310.
- Guillermie-Dieumegard  
P.  
103.
- Gurgand M.  
238.
- Gurley J.G.  
015.
- Guzman D.  
160.
- Guérin I.  
136.
- Gérardin H. (ed.)  
034.
- Hammad A.E.  
178.
- Haudeville B.  
154.
- Hazell P.B.R.  
203.
- He Y.  
016.
- Healy S.  
271.



Heidhues F. 286.	Kern F. 246.	Le Bissonnais A. 003, 080, 171.
Heidhues F. (ed.) 050.	Kessler D. 102.	Le Breton P. 081.
Henry A. 103.	Kesterton A. 247.	Le Goulven K. 290.
Herath G. 312.	Khalily B. 248, 249.	Le Meur P.Y. 156.
Hervieu B. 239.	Khan Z. 248, 249.	Le Stump P. 169.
Higuchi Y. 114.	Khander S.R. 299.	Lecuyer F. 291.
Hill G.P. 115.	Khandker S.R. 248, 249.	Lee K.S. 007.
Hoff K. 017, 240.	Khatkhate D. 321.	Lehalleur P. (ed.) 071.
Holloh D. 204.	Koch M. 138.	Lelart M. 105, 106, 332.
Holtmann M. 241.	Kongbo A. 122.	Lelart M. (ed.) 107.
Hospes O. (ed.) 037.	Konig W. 138.	Lepp A. 208.
Hossain M. 167.	Koyeke P. 250.	Lescure G. 082, 083, 084.
Hugon P. 242, 287, 288.	Krahnén J.P. 052.	Lessafre D. (ed.) 085.
Hugon P. (ed.) 046.	Kropp E. 104.	Lesueur C. 209.
Hulme D. 289.	Kuela N. 139, 251.	Lucas P. 292.
Humbert L. (ed.) 328.	Kuga Thas A.M. (ed.) 165.	Mai Tanimoune M. 118.
Hutin S. 073.	L'Hériveau M.F. 029, 053, 329.	Makaya A. 099.
Jackelen H.R. 244.	Labie M. 330.	Maliki B. 122.
Jain P.S. 245.	Lacombe P. 239.	Mansells C. 086.
Japiot F. 130.	Ladman J.R. 252.	Martin F. 226, 274.
Jazayeri A. 207.	Lapenu C. 076, 168, 331.	Martodidjojo Thohari E. 087.
Johm K. 092.	Larivière S. 226, 274.	Marx M.T. 104.
Johnson A. 079.	Larzilliére M.J. 158.	Mary F. 100.
Jullien F. 137.	Lazarte J. 155.	

Marzin J. 130, 333.	Nasution A. 336.	Pelissier I. 033.
Mayoukou C. 097, 108.	Nataradol P. 255.	Perkins D.H. 014.
McKinnon R.I. 018.	Ndione E.S. 257.	Perret V. 213.
McLeod R.H. 334.	Necochea W. (ed.) 085.	Pesche D. 156.
Mees M. (ed.) 085.	Ngobounan F. 142.	Peurois T. 298.
Meghir R. 102.	Nguyen G. 233, 234.	Pigeon P. 214.
Mellor J.W. 039.	Nguyen T.D.P. 170, 275, 293, 294.	Pitt M.M. 299.
Meyer R.L. 054, 211, 256.	Niamsa S. 033.	Poloni A. 246.
Minh N.V. 192.	Nowak M. 056, 171, 172.	Popiel P.A. 088.
Missaoui R. 171.	Nteziyaremye A. 226, 274.	Porter R.S. 338.
Mommartz R. 241.	Nugent B.J. 020.	Pramod B. 104.
Montgomery R. 253.	Nwanna G.I. 109.	Prifti L. 304.
Morant B. 141.	Olomola A.S. 337.	Puetz D. 092.
Moreau B. 030.	Ordody de Ordod S. 212.	Puyana A. 049.
Morrisson C. 335.	Otero M. 255.	Quinones B.R. 104.
Mosley P. 179, 210, 289.	Otero M. (ed.) 057.	Radwan S. 011.
Muldur U. 254.	Ouattara K. 211, 295.	Rajasekhar D. 258.
Mutua K. 255.	Oudin X. 335.	Reisen H. 325.
Ménard C. 019.	Ouedraogo A. 152.	Rey H. 110.
Nabli K.M. 020.	Ouedraogo C. 296.	Reynolds R. 215.
Nagarajan G. 211, 256.	Oumarou A. 118.	Rhyne E. 228, 244.
Naitorbaide M. 122.	Parent M. 297.	Rhyne E. (ed.) 057.
Nallatamby P. 082, 083, 084.	Patten R.H. 180.	Richard C. 287.
Nallatamby P. (ed.) 328.	Pederson G. 238.	

<b>Riedinger J.M.</b> 259.	<b>Siani L.</b> 301.	<b>Tchente G.H.</b> 103.
<b>Robinson M.S.</b> 181.	<b>Sig-Nar M.</b> 118.	<b>Temu A.E.</b> 115.
<b>Rodondi J. (ed.)</b> 328.	<b>Singer H.W.</b> 049.	<b>Teyssier S.</b> 219, 302.
<b>Roemer M.</b> 014.	<b>Singini R. (ed.)</b> 263.	<b>Thai B.T.</b> 090.
<b>Roesh M.</b> 216.	<b>Slade B.F.</b> 072.	<b>Thakor A.V.</b> 008.
<b>Rosengard J.K.</b> 180.	<b>Snodgrass D.R.</b> 014.	<b>Thomas J.J.</b> 175.
<b>Rowlatt A.</b> 182.	<b>Soetjipto S.M.</b> 204.	<b>Thorbecke E.</b> 011.
<b>Rubrice E.</b> 143.	<b>Solignac Lecomte H.B.</b> 335.	<b>Tjondronegoro S.M.P. (ed.)</b> 303.
<b>Rudkins T.</b> 313.	<b>Sombié J.</b> 216.	<b>Torre C.</b> 209.
<b>Russo P.D.</b> 173.	<b>Somda A.</b> 067.	<b>Townsend R.</b> 146.
<b>Sadoulet E.</b> 011.	<b>Srinivas H.</b> 114.	<b>Traimond P.</b> 183.
<b>Schaffernicht M.</b> 262.	<b>Srivastava P.</b> 078.	<b>Truggelmann L.</b> 265.
<b>Schmidt R.H.</b> 052, 261.	<b>Stearns K.</b> 264.	<b>Udry C.</b> 147.
<b>Schneider H. (ed.)</b> 021.	<b>Steel W.F.</b> 096.	<b>Uwatt U.B.</b> 222.
<b>Schrieder G.</b> 286.	<b>Stern N.H.</b> 023.	<b>Van Rooyen J. (ed.)</b> 263.
<b>Sebstad J.</b> 300.	<b>Stevens C.</b> 049.	<b>Varoudakis A.</b> 036.
<b>Seibel H.D.</b> 104, 340.	<b>Stiglitz J.E.</b> 017, 024, 240, 314, 315.	<b>Verley R.</b> 173.
<b>Sen Gupta R.</b> 285.	<b>Subsol S.</b> 271.	<b>Vigier J.P.</b> 220.
<b>Servet J.M.</b> 059.	<b>Suharto P.</b> 174.	<b>Vilcosqui L.</b> 100, 116.
<b>Servet J.M. (ed.)</b> 111.	<b>Syukur M.</b> 174.	<b>Vincent F.</b> 004, 060.
<b>Shaw E.S.</b> 015, 022.	<b>Taillefer B.</b> 144.	<b>Vittas D. (ed.)</b> 342.
<b>Sheng A.</b> 341.	<b>Tamba I.</b> 031.	<b>Vogel C.</b> 228, 343.
<b>Shibli M.A.</b> 112.	<b>Tassembedo M.</b> 145.	
<b>Shui-Yan T.</b> 113.	<b>Tchamanbe Djine L.</b> 031.	



Von Braun J.  
092.

Von Pischke J.D.  
061.

Von Pischke J.D. (ed.)  
025.

Wacapo E.  
266.

Wampfler B.  
304.

Ward M.E.  
338.

Webster L. (ed.)  
091.

Weiss A.  
315.

Wenner M.D.  
176.

Wiest M.  
305.

Yaakub M.J. (ed.)  
165.

Yaqub S.  
221.

Yard Y. (ed.)  
328.

Yaron J.  
238, 267, 268.

Yazdani S.  
306.

Zeitinger C.P.  
261.

Zeller M.  
092, 269.

Zoundi S.  
067.

Zuvire L.  
320.

## Index des organismes

**AFRACA**

117.

**Asian Productivity Organization**

065.

**BEAC**

035.

**Bank Indonesia**

316.

**Banque Mondiale**

027.

**CCL**

044.

**CEDAL**

124.

**CIDR**

125, 150.

**CTA**

117.

**Caisse Centrale de Coopération Economique**

055.

**Central Bank of Nigeria**

318.

**Centre d'Information Mauritanien pour le Développement Economique et Technique**

070.

**Confédération Internationale des Associations de Diplômés de l'Institut Technique de Banque**

230.

**Epargne Sans Frontières**

040, 041, 042, 198.

**FADES**

077.

**FAO**

235.

**FPH**

134, 157, 163.

**GRET**

044, 134.

**GTZ**

117.

**ICEA Entreprise**

243.

**IRAM**

044, 051, 205.

**Institut du Développement**

206.

**Ministère de la Coopération**

055, 140.



**RITIMO**

157.

**SEEP Network**

260.

**SOS Faim**

058, 077.

**SYDEC**

217, 218, 339.

**Sustainable Banking with the Poor**

089.

**World Council of Credit Unions**

148.

## Index des mots-clés

- DETTE**  
021, 040.
- DEVIATION**  
030, 292.
- DIAGNOSTIC**  
117, 118, 119, 120, 121,  
122, 123, 124, 125, 126,  
127, 128, 129, 130, 132,  
133, 134, 135, 136, 137,  
138, 139, 140, 141, 142,  
143, 144, 145, 146, 147,  
148, 203, 206, 302.
- DIVERSIFICATION DES  
ACTIVITES**  
056, 118, 122, 145, 246.
- DUALISME FINANCIER**  
102, 111, 288.
- ECHEC**  
015, 018, 022, 025, 026,  
027, 029, 030, 031, 032,  
047, 056, 061, 081, 226,  
231, 310.
- ECONOMETRIE**  
013, 131, 146, 294.
- ECONOMIE D'ECHELLE**  
254.
- ECONOMIE DES MENAGES**  
038, 092, 100, 146, 203,  
293, 294, 296, 299.
- ECONOMIE DES  
ORGANISATIONS**  
017, 019.
- ECONOMIE DU  
DEVELOPPEMENT**  
013, 014, 016, 020, 024,  
036.
- ECONOMIE PUBLIQUE**  
314.
- ELEVAGE**  
118, 121, 122, 142, 143,  
193, 276, 305.
- EMT**  
273, 278, 322.
- ENQUETE INSTITUTION**  
245, 258, 269, 281, 331.
- ENQUETE MENAGE**  
003, 100, 116, 118, 120,  
122, 123, 125, 126, 131,  
133, 141, 145, 270, 271,  
273, 281, 283, 284, 286,  
290, 292, 293, 294, 296,  
300, 301, 306.
- ENVIRONNEMENT  
INSTITUTIONNEL**  
037, 074, 170, 325, 330,  
333.
- EPARGNE**  
111, 121, 131.
- EPARGNE EN NATURE**  
115, 121, 276, 305.
- EQUILIBRE FINANCIER**  
150, 161, 207, 227, 228,  
232, 234, 238, 241, 243,  
244, 249, 259, 264.
- ETAPE DE LA  
LIBERALISATION**  
066, 321, 325, 326, 342.
- ETUDE DE CAS**  
021, 062, 063, 064, 065,  
066, 067, 068, 069, 070,  
071, 072, 073, 074, 075,  
076, 077, 078, 079, 080,  
082, 083, 084, 085, 086,  
087, 088, 089, 090, 092,  
183, 287.
- EVALUATION**  
039, 062, 075, 088, 097,  
153, 154, 155, 159, 175,  
180, 189, 208, 215, 221,  
222, 223, 224, 225, 227,  
228, 230, 231, 232, 233,  
234, 235, 236, 237, 238,  
239, 241, 243, 244, 245,  
246, 247, 248, 249, 250,  
253, 255, 256, 258, 261,  
262, 263, 264, 265, 266,  
267, 268, 269, 277, 292,  
322, 341.
- EXTENSION**  
161, 237.
- FADES**  
232.
- FECECAM**  
156, 237, 238, 323, 328.
- FEMME**  
051, 089, 095, 111, 152,  
225, 272, 285, 302, 313.
- FINANCIAL DEEPENING**  
022, 052, 307, 337.
- FMI**  
040.
- FONDS  
D'INVESTISSEMENT**  
021, 051, 199.
- FONDS DE GARANTIE**  
182.
- FONGIBILITE**  
257, 273, 275, 293.
- FONGS**  
229.
- FORMATION**  
160, 185, 195, 216, 217,  
218, 313, 339.
- GAGE**  
100, 101, 112, 116.
- GARANTIE**  
100, 101, 112, 116, 136,  
210, 221, 245, 252, 253,  
258, 309, 313.
- GARDE-MONNAIE**  
095.
- GESTION**  
144, 201, 206, 217, 218,  
219, 230, 260, 338, 341.
- GRAMEEN BANK**  
021, 159, 164, 165, 167,  
169, 244, 245, 249, 299.
- GROUPE SOLIDAIRE**  
176, 250, 251, 252, 253,  
258.
- HISTOIRE**  
027, 033, 035, 039, 045,  
052, 071, 087, 111, 149,  
152, 156, 166, 180, 188,  
320.
- IKHTIAR**  
164.
- IMPACT**  
003, 051, 167, 175, 188,  
232, 249, 270, 271, 272,  
273, 274, 275, 276, 277,  
278, 279, 280, 281, 282,  
283, 284, 285, 286, 287,  
288, 289, 290, 291, 293,  
294, 295, 296, 297, 298,  
299, 300, 301, 302, 303,  
304, 305, 306.
- INCITATION**  
052, 176, 180, 184, 210,  
221, 227, 262.
- INFLATION**  
137, 194.



## INFORMEL

027, 037, 038, 045, 051,  
052, 059, 063, 064, 065,  
071, 076, 078, 082, 084,  
085, 087, 090, 091, 093,  
094, 095, 096, 097, 098,  
099, 100, 101, 102, 103,  
104, 105, 106, 107, 108,  
109, 110, 111, 112, 113,  
114, 115, 116, 131, 136,  
146, 147, 157, 184, 187,  
204, 206, 211, 242, 256,  
257, 294, 340.

## INNOVATION

002, 021, 034, 098, 106,  
160, 184, 191, 198, 207,  
242, 337, 340.

## INSTITUTION

### INTERNATIONALE

035, 042, 049.

### INSTITUTIONNALISATION

020, 066, 179, 227, 232,  
249, 254, 307, 308, 312,  
313, 314, 316, 317, 318,  
319, 320, 321, 322, 323,  
324, 325, 326, 327, 328,  
329, 330, 331, 332, 333,  
334, 335, 336, 337, 338,  
340, 341, 342, 343.

## INTERMEDIATION

### FINANCIERE

015, 045, 095, 097, 108,  
312.

## INVESTISSEMENT

133, 199.

## KAFO JIGINEW

063, 154.

## KREP

057, 228, 255, 289.

## KUM

168, 174.

## KURK

210, 289.

## LIBERALISATION

027, 040, 072, 076, 113,  
134, 180, 184, 303, 307,  
320, 324, 331, 336, 337.

## LIENS

### FORMEL/INFORMEL

052, 096, 102, 104, 109,  
115, 204, 211, 288, 312,  
331, 340.

## LOCATION-VENTE

215.

## LOI BANCAIRE

034, 316, 329, 332, 334.

## MACROECONOMIE

013, 034, 036, 040, 041,  
072, 074, 088, 102, 183,  
235, 287, 288, 307.

## MARCHE CONTESTABLE

007, 331.

## MARCHE DES CAPITAUX

072, 074, 325, 326.

## MARCHE FINANCIER

031, 036, 068, 072, 088,  
104, 140, 318, 330.

## MARCHE FINANCIER

### RURAL

017, 032, 044, 050, 054,  
056, 067, 075, 076, 077,  
129, 291, 303, 308, 310,  
331, 337.

## MARCHES LIES

006, 024, 223, 276, 305,  
310.

## MESOECONOMIE

146, 275, 293, 305.

## METHODOLOGIE

003, 140, 271, 274, 283,  
306.

## MISE EN OEUVRE

140, 144, 158, 167, 176,  
184, 186, 190, 192, 194,  
195, 196, 197, 199, 200,  
201, 207, 209, 210, 211,  
213, 217, 218, 219, 220,  
221, 229, 252, 259.

## MOBILISATION DE

### L'EPARGNE

041, 065, 089, 096, 098,  
099, 103, 108, 111, 128,  
151, 160, 173, 208, 235,  
243, 259, 271, 301.

## MUTUALISME

033, 045, 063, 064, 085,  
149, 152, 153, 154, 155,  
156, 157, 194, 197, 217,  
218, 237, 271, 320, 328,  
329, 332, 339.

## NOUVELLE APPROCHE

028, 032, 033, 034, 036,  
037, 038, 039, 040, 041,  
043, 044, 045, 046, 047,  
048, 050, 051, 052, 053,  
054, 055, 056, 057, 058,  
059, 060, 207, 240.

## OFFRE

333.

## OFFRE/DEMANDE

038, 092, 224, 226, 269.

## ONG

048, 070, 085, 091, 179,  
184, 188, 211, 229, 233,  
241, 247, 256, 258, 261,  
327.

## ORGANISATION

### PAYSANNE

043, 134, 191, 200, 229.

## P4K

168.

## PAMEC

073.

## PAUVRETE

002, 021, 049, 050, 057,  
123, 149, 172, 210, 223,  
224, 277, 289, 290, 297.

## PAYS DEVELOPPES

342.

## PAYS EN

### DEVELOPPEMENT

007, 040, 048, 050, 187,  
203, 272, 310, 325.

## PECHE

110.

## PERFORMANCE

007, 021, 054, 072, 078,  
102, 108, 170, 224, 226,  
227, 228, 230, 233, 236,  
241, 243, 245, 247, 248,  
249, 255, 256, 260, 261,  
267, 300, 313, 325, 330,  
331, 339.

## PFR

164, 186, 239, 282, 290,  
292.

## PHBK

168, 204.

## PLANIFICATION

190.

## PME

001, 002, 040, 057, 073,  
078, 080, 085, 097, 113,  
119, 120, 138, 148, 150,  
189, 198, 206, 208, 215,  
225, 247, 264, 272, 283,  
300, 303, 335, 343.

## POLITIQUE AGRICOLE

134.

AFRIQUE 026, 027, 029, 041, 045, 057, 068, 089, 093, 105, 117, 140, 144, 152, 157, 189, 198, 206, 226, 230, 283, 300.	CAMEROUN 031, 034, 053, 064, 103, 133, 136, 219, 286.	INDONESIE 072, 076, 087, 100, 116, 131, 168, 174, 180, 181, 204, 207, 210, 227, 259, 289, 303, 316, 324, 326, 331, 334, 336, 342.
AFRIQUE CENTRALE 035.	CHILI 062, 124, 324, 342.	IRAN 306.
AFRIQUE DE L'OUEST 033, 038, 081, 091, 185, 236, 329, 332.	CHINE 036.	JAPON 324.
AFRIQUE DU SUD 120, 215, 233, 263, 295.	COLOMBIE 138, 160, 177, 252, 324.	KENYA 036, 053, 078, 083, 189, 205, 247, 255, 289.
AFRIQUE SUBSAHARIENNE 034, 059, 074, 088, 097, 111, 170, 238, 242, 288.	CONGO 034, 080, 099, 108, 189, 328.	LAOS 044, 134.
ALBANIE 172, 193, 304.	COREE 321, 324.	MADAGASCAR 080, 123, 125, 126, 141, 189, 269.
AMERIQUE LATINE 027, 049, 057, 077, 085, 089, 157, 160, 175, 198, 226, 261, 283, 300, 324.	COTE D'IVOIRE 080, 127, 189, 205, 218, 231.	MALAISIE 166, 324, 342.
ANGOLA 130, 333.	EGYPTE 111.	MALAWI 289.
ARGENTINE 036.	ETHIOPIE 111.	MALI 051, 053, 063, 110, 111, 150, 151, 154, 328, 339.
ASIE 027, 037, 050, 057, 065, 089, 093, 105, 112, 157, 198, 223, 226, 273, 283, 300, 324.	EUROPE 040.	MAROC 119.
BANGLADESH 169, 221, 245, 248, 249, 253, 285, 289, 299.	EUROPE DE L'EST 040.	MAURITANIE 070.
BENIN 094, 106, 156, 197, 237, 287, 323, 328.	FRANCE 124, 163, 171, 172, 173, 220.	MEXIQUE 071, 086, 153, 163, 320, 324.
BOLIVIE 121, 160, 179, 188, 232, 255, 289, 327.	GAMBIE 092, 151, 211, 256.	MOZAMBIQUE 132, 137.
BRESIL 124, 324.	GHANA 053, 066, 084, 096, 189, 205, 207.	MYANMAR 044.
BURKINA FASO 067, 118, 122, 139, 142, 143, 145, 151, 162, 172, 196, 209, 213, 216, 234, 246, 250, 251, 266, 275, 276, 287, 291, 293, 294, 296, 305, 328.	GUATEMALA 160, 270.	NAMIBIE 182.
CAMBODGE 044, 128, 134, 195, 201, 273, 278, 284, 297, 322.	GUINEE 051, 126, 161, 207, 217, 243, 279, 281, 282, 287, 301, 323, 328.	NICARAGUA 051, 075, 200, 280, 282.
	GUYANE 182.	NIGER 111, 158.
	HAITI 265.	NIGERIA 147, 222, 318, 337.
	INDE 126, 146, 224, 258, 289.	PALESTINE 182.
		PEROU 155, 184, 208.
		PHILIPPINES 050, 101, 324.

RWANDA  
163, 328.

SENEGAL  
036, 073, 095, 111, 189,  
205, 229, 257, 271.

SRI LANKA  
050, 253, 289.

TAIWAN  
113.

TANZANIE  
115.

TCHAD  
111.

THAILANDE  
134, 255, 324.

TOGO  
030, 129.

TUNISIE  
036, 053, 069.

VIET NAM  
044, 079, 090, 128, 134,  
186, 192, 239, 282, 290,  
292, 298, 319.

ZAIRE  
194.

ZIMBABWE  
053, 082.





Centre de  
coopération  
internationale  
en recherche  
agronomique  
pour le  
développement

**Diffusion :** La librairie du CIRAD  
Avenue d'Agropolis  
BP 5035  
34032 Montpellier Cedex 1  
France

---

Cette bibliographie est un outil permettant d'approfondir les thèmes de travail actuels liés au microfinancement : évolution de la pensée économique depuis les années 90, réflexions et réalisations sur le diagnostic, la mise en œuvre, le suivi, l'impact et la régulation des systèmes de microfinancement. Elle est destinée aux opérateurs de terrain impliqués dans la mise en œuvre de ces systèmes, aux chercheurs et aux experts se consacrant à leur étude et à leur amélioration, ainsi qu'aux étudiants qui cherchent à comprendre leur fonctionnement et leurs contraintes. Elle accorde une bonne place à la littérature « grise » et aux références francophones ; elle se présente sous forme de 340 références dont 240 avec un bref résumé, regroupées en sept chapitres, chacun introduit par une synthèse.

---

ISSN 1160-3283  
ISBN 2-87614-290-2